

EVALUATION D'OPERATION

Intervention Prolongée de Secours et de Redressement 200824

Renforcer la résilience des populations rurales, urbaines et des réfugiés en situation de vulnérabilité chronique et, réduire la sous-nutrition à Djibouti (mai 2015 – décembre 2016)

Une évaluation d'opération à mi-parcours du PAM

Annexes du Rapport D'Evaluation

[Février,2017]

Equipe d'Evaluation: Soledad Posada (Chef d'Équipe); Danielle Deboutte (Experte en Nutrition); Iltireh Osman (Expert en moyens de vie durables); Ana Rodríguez (Analyste de données)

Gestionnaire de l'Evaluation: Belén Díaz

Mandaté par le:

Bureau d'Evaluation du PAM

Numéro du rapport: OEV/2016/008

Annexes

Annexe 1. Termes de Référence.....	2
Annexe 2. Matrice d'évaluation.....	3
Annexe 4 : Méthodologie, priorités d'analyse et ses défis:.....	22
Annexe 5 : Méthodes et outils de collecte des données.....	26
Annexe 6. Profil de la question de genre dans les différents secteurs de la société djiboutienne.....	29
Annexe 7 : Ciblage géographique	42
Annexe 8. Projet transferts électroniques : Projet Balbala	45
Annexe 9. Coordination et partenariats	48
Annexe 10: Politiques sectorielles du PAM	52
Annexe 11: Résultats globaux de l'IPSR	57
Annexe 12 : Résultats Impact du Genre	60
Annexe 13. Bibliographie.....	66



SYSTEME D'ASSURANCE QUALITE DES EVALUATIONS

Bureau de l'évaluation

Mesurer les résultats et partager les enseignements

[VERSION FINALE, 28.04.2016]

TERMES DE REFERENCE - EVALUATION D'OPERATION

INTERVENTION PROLONGEE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT DJIBOUTI 200824 *“Renforcer la résilience des populations rurales, urbaines et des réfugiés en situation de vulnérabilité chronique et, réduire la sous-nutrition à Djibouti”*

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	2
2. Justification de l'évaluation	2
2.1. Raison d'être de l'évaluation	2
2.2. Objectifs	2
2.3. Parties prenantes et utilisateurs	3
3. Objet de l'évaluation	4
4. Approche méthodologique de l'évaluation	9
4.1. Portée de l'évaluation	9
4.2. Questions d'évaluation.....	9
4.3 Étude d'évaluabilité	11
4.4. Méthodologie	12
4.5. Assurance qualité	13
5. Phases et produits attendus	13
6. Organisation de l'évaluation	16
6.1 Approche axée sur l'externalisation	16
6.2 Gestion de l'évaluation	16
6.3 Conduite de l'évaluation	17
6.4 Considérations en rapport avec la sécurité	18
7. Rôles et responsabilités des parties prenantes du PAM	18
8. Communication et budget	19
8.1. Communication	19
8.2. Budget	19
Annexe 1: Carte	21
Annexe 2: Échéancier de l'évaluation	22
Annexe 3 : Cadre logique de l'IPSR.....	23
Liste des sigles utilisés dans le présent document	30

1. Introduction

1. Les présents Termes de référence s'appliquent à l'évaluation de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (Djibouti IPSR 200824): *“Renforcer la résilience des populations rurales, urbaines et des réfugiés en situation de vulnérabilité chronique et, réduire la sous-nutrition à Djibouti”*. Cette évaluation, effectuée à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM, se déroulera de juin à décembre 2016. Conformément à l'approche axée sur l'externalisation adoptée par le PAM pour les évaluations d'opération, l'étude sera gérée et réalisée sous la direction d'un cabinet d'évaluation externe comptant parmi ceux ayant conclu un accord à long terme avec le PAM pour ce type de travaux.
2. Ces termes de référence ont été établis selon un modèle par le point focal au Bureau de l'évaluation, à l'issue d'un premier examen de la documentation et de consultations avec les parties prenantes. Leur finalité est double: 1) donner des informations essentielles au cabinet chargé de l'évaluation et guider le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation tout au long du processus; et 2) donner aux parties prenantes des informations essentielles sur l'évaluation proposée.
3. La version définitive des termes de référence sera établie à la lumière des observations reçues sur la version provisoire et compte tenu de l'accord conclu avec le cabinet retenu. L'évaluation sera conduite en conformité avec les termes de référence.

2. Justification de l'évaluation

2.1. Raison d'être de l'évaluation

4. Dans un contexte de regain d'importance accordé au niveau institutionnel à la communication de données factuelles et à l'obligation de rendre compte des résultats, le PAM s'est engagé à faire évaluer un plus grand nombre d'opérations et a chargé le Bureau de l'évaluation de faire réaliser une série d'évaluations d'opérations pendant la période 2013-2016.
5. Les opérations à évaluer sont choisies sur la base de critères d'utilité et de risque¹. À partir d'une liste d'opérations présélectionnées répondant à ces critères, dressée par le Bureau de l'évaluation, le bureau régional a retenu, en concertation avec le bureau de pays, le PRRO 200824 : *“Renforcer la résilience des populations rurales, urbaines et des réfugiés en situation de vulnérabilité chronique et, réduire la sous-nutrition à Djibouti”* pour faire l'objet d'une évaluation indépendante. En particulier, le calendrier de travail a été arrêté de manière à ce que les constatations puissent éclairer les futures décisions relatives à la mise en œuvre de la dernière année de l'opération en cours (IPSR 200824) et, la formulation de l'opération future.

2.2. Objectifs

6. La présente évaluation a deux objectifs, qui sont complémentaires: rendre compte des résultats et tirer des enseignements utiles pour l'avenir:
 - **Obligation redditionnelle** – L'évaluation mesurera la performance et les résultats de l'opération et en rendra compte. Une réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation sera établie.

¹ Les critères d'utilité portaient à la fois sur le caractère opportun de l'évaluation compte tenu du cycle de l'opération considérée et sur la couverture des évaluations récentes et prévues. Les critères de risque reposaient sur une classification et une hiérarchisation des bureaux de pays du PAM prenant en considération une large gamme de facteurs de risque, y compris les facteurs opérationnels et externes, ainsi que les auto-évaluations effectuées par les bureaux de pays aux fins du contrôle interne.

- **Apprentissage** – L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats se sont concrétisés ou non afin d'en tirer des enseignements et de dégager de bonnes pratiques et des conseils pragmatiques. Elle donnera lieu à des constatations fondées sur des données factuelles qui serviront à éclairer la prise de décisions opérationnelles et stratégiques. Les constatations seront activement diffusées et les enseignements seront intégrés aux systèmes pertinents de transmission des savoirs.

2.3. Parties prenantes et utilisateurs

7. **Parties prenantes.** Les résultats de l'évaluation présentent un intérêt pour diverses parties prenantes, à l'intérieur comme à l'extérieur du PAM, et il sera demandé à nombre d'entre elles de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le tableau 1 ci-dessous présente une analyse préliminaire des parties prenantes, que l'équipe d'évaluation approfondira dans le dossier initial afin de reconnaître l'existence de différents groupes (femmes, hommes, filles et garçons) qui seront influencés par l'évaluation de différentes façons et de définir leur niveau de participation dans l'évaluation. Pendant la mission sur le terrain, le processus de validation des constatations devra prendre en compte tous ces groupes.

Tableau 1: Analyse préliminaire des parties prenantes

Parties prenantes	Intérêt présenté par l'évaluation
PARTIES PRENANTES INTERNES	
Bureau de pays	Responsable de la planification et de l'exécution des opérations au niveau du pays, le bureau de pays est la principale partie prenante ici. Il est directement concerné par l'évaluation et a tout intérêt à tirer des enseignements de l'expérience afin d'éclairer la prise de décisions. Il est aussi appelé à rendre compte de la performance et des résultats de son opération, en interne mais aussi à ses bénéficiaires et ses partenaires.
Bureau régional basé à Nairobi, Kenya (RBN)	Responsable à la fois de la supervision des bureaux de pays, de l'encadrement et de l'appui technique, la direction du bureau régional a grand intérêt à prendre connaissance d'un bilan indépendant de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les enseignements des constatations issues de l'évaluation afin de les appliquer à d'autres bureaux de pays.
Bureau de l'évaluation	Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire évaluer diverses opérations au cours de la période 2013-2016. Ces évaluations relevant d'une nouvelle approche, axée sur l'externalisation, le Bureau a un rôle à jouer pour veiller à ce que cette formule permette d'obtenir des travaux de qualité, utiles et crédibles.
Conseil d'administration du PAM	L'organe directeur du PAM a un intérêt à être informé de l'efficacité des opérations menées. La présente évaluation ne sera pas soumise au Conseil d'administration, mais les constatations qui en seront issues seront incorporées dans une synthèse annuelle de toutes les évaluations d'opération, qui sera présentée au Conseil à sa session de novembre.
PARTIES PRENANTES EXTÉRIEURES (voir la liste des parties prenantes extérieures au tableau 2)	
Bénéficiaires	En tant que destinataires finaux de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires sont directement concernés lorsqu'il s'agit pour le PAM de déterminer si l'aide qu'il apporte est appropriée et efficace. De ce fait, il faudra définir le degré de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, et l'on s'attachera à recueillir leurs points de vue respectifs.
Gouvernement	Il est de l'intérêt direct du gouvernement de savoir si les activités du PAM dans le pays concordent avec les priorités nationales, sont harmonisées avec l'action d'autres partenaires et produisent les résultats escomptés. Les questions liées au développement des capacités, au transfert des responsabilités et à la

Parties prenantes	Intérêt présenté par l'évaluation
	durabilité seront d'un intérêt tout particulier. Les ministères et entités nationales directement concernés par le projet sont : le Ministère de la Santé, le Ministère Agriculture, le Secrétariat d'Etat pour la Solidarité Nationale (SESN), l'Agence Djiboutienne de Développement et le Ministère de l'intérieur à travers l'Office National pour l'Assistance aux Réfugiés (ONARS).
Équipe de pays des Nations Unies	L'action harmonisée de l'équipe de pays des Nations Unies devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Il y a donc tout intérêt à ce que l'opération du PAM contribue efficacement aux efforts concertés des Nations Unies. Divers organismes collaborent également directement avec le PAM au niveau des politiques et des activités.
Organisations non gouvernementales (ONG)	Les ONG aident le PAM à exécuter certaines activités, tout en menant dans le même temps leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation pourraient faire évoluer à l'avenir les modalités d'exécution, les orientations stratégiques et les partenariats.
Société civile	Les organisations de la société civile sont actives dans les régions dans lesquelles le PAM opère. Elles ont un intérêt dans les secteurs liés aux interventions du PAM (sécurité alimentaire, nutrition, éducation, égalité de genre et renforcement de la position de la femme dans la société, etc.). Leur expérience et leurs connaissances peuvent informer l'évaluation et elles seront intéressées par les résultats de l'évaluation, en particulier ceux liés aux partenariats.
Donateurs	Les donateurs financent les opérations du PAM sur une base volontaire. Il est de leur intérêt de savoir si leurs fonds ont été utilisés avec efficacité et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.
Autres	L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) qui est une organisation de développement sous régionale a intérêt à connaître les effets de l'IPSR sur la sécurité alimentaire des ménages cibles, ainsi que les leçons apprises particulièrement pour ce qui concerne la feuille de route de la résilience.

8. **Utilisateurs.** Les utilisateurs directs de cette évaluation seront:

- Le bureau de pays et ses partenaires dans la prise de décisions liées notamment à l'exécution et/ou à la conception des programmes, à la stratégie de pays et aux partenariats.
- Compte tenu des fonctions centrales qui sont les siennes, le Bureau régional est censé exploiter les constatations issues de l'évaluation pour fournir des orientations stratégiques et un appui aux programmes, et assurer un contrôle.
- Le Bureau de l'évaluation incorporera les constatations issues de l'évaluation dans une synthèse annuelle portant sur toutes les évaluations d'opération, et il se penchera sur le processus d'évaluation afin d'affiner le cas échéant son approche pour les évaluations d'opération.
- Les agences des Nations Unies avec qui le PAM collabore dans le cadre de l'opération pourront tenir compte des constats de l'évaluation pour planifier leur assistance future, notamment s'agissant des populations réfugiées.

3. Objet de l'évaluation

9. Avec une superficie de 23,200 km² et une population de 819.000 habitants dont plus de 42% vit dans l'extrême pauvreté², Djibouti est classé 168 sur 188 dans l'indice de développement humain du PNUD (2015) et est considéré comme un pays à revenu intermédiaire et à déficit vivrier. Le pays est pauvrement doté en ressources naturelles, en terres arables et en eau: avec moins de

² Rapport Normalisé sur le Projet (SPR) de Djibouti, 2015

1.000 km² de terres cultivables (0.04% de la superficie totale) et une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 130 mm², Djibouti est en situation de déficit alimentaire chronique et est totalement dépendant des importations pour couvrir ses besoins alimentaires. Ainsi, le pays est particulièrement sensible aux chocs externes notamment, aux hausses des prix des denrées alimentaires et du pétrole ainsi qu'aux désastres naturels tels que les inondations et les sécheresses.

10. Djibouti est relativement stable malgré un contexte régional marqué par l'insécurité notamment, en Somalie et au Yémen. Sa position stratégique dans le golfe d'Aden a un impact socioéconomique important sur les pays voisins dont l'Éthiopie. En outre, le pays accueille près de 19.000 réfugiés pour la plupart Somalien (47% de femmes)³.
11. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est précaire particulièrement dans les zones rurales avec 60% de la population en insécurité alimentaire (21% en insécurité alimentaire sévère)⁴. Au niveau national, la malnutrition aigüe globale (MAG) est dans les seuils critiques avec une prévalence de 18% chez les enfants de moins de 5 ans⁵.
12. La Stratégie Pays du PAM (2015-2017) guide les orientations stratégiques du PAM à Djibouti. L'IPSR 200824 a débuté en mai 2015 pour une période de 2 ans et 8 mois et fait suite à l'IPSR 200293 (Octobre 2011-Avril 2015). Dans le cadre de cette opération, le PAM apporte son appui aux populations affectées par l'insécurité alimentaire résultant des crises dans les pays voisins, des sécheresses consécutives et de la hausse des prix. Conformément au Plan stratégique pour 2014-2017, l'IPSR 200284 vise à :
 - Assurer les besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés et des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire à Djibouti (Objectif Stratégique 1);
 - Renforcer la résilience des populations rurales aux chocs liés aux changements climatiques à travers l'appui aux services sociaux de base et la création d'actifs (Objectif Stratégique 3);
 - Appuyer le Programme National de Nutrition à travers la mise en œuvre d'activités visant la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe et chronique des groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes (Objectif Stratégique 4);
13. Les activités suivantes sont exécutées: a) distribution de vivres et/ou de transferts monétaires aux réfugiés et aux groupes vulnérables parmi les populations hôtes en insécurité alimentaire en zones rurale et semi-urbaine; b) appui nutritionnel supplémentaire pour les enfants de 6-59 mois, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes vivant avec le VIH ; c) des filets de sécurité pour les PVVIH ; d) un volet de rations à emporter pour encourager la scolarisation chez les filles des réfugiés; e) des activités de création d'actifs productifs pour renforcer la résilience des communautés/ménages et; f) un volet de renforcement de capacités du gouvernement dans la préparation et la réponse aux chocs. De plus, le PAM a introduit des activités visant la prévention de la malnutrition (aigüe et chronique) dans les zones (y compris dans les camps de réfugiés) où la prévalence de la MAG est supérieure aux seuils d'urgence.
14. Par ailleurs, le PAM met en œuvre le projet de développement (DEV 200498) «Appui au programme national d'alimentation scolaire». En mars 2015, le BP a lancé une opération d'urgence de réponse immédiate (IR-EMOP) d'une durée de trois mois pour faire face à l'afflux de réfugiés du Yémen. Depuis la clôture de cette EMOP, l'assistance aux réfugiés du Yémen continue dans le cadre de l'IPSR 200824.

³ Ibid.

⁴ FSMS, Avril et Mai 2015

⁵ SMART, UNICEF, 2013

15. Le descriptif de projet, y compris le cadre logique, les modifications y afférentes (révisions budgétaires) et le dernier état des ressources en date peuvent être consultés en cliquant sur le lien ci-après: http://one.wfp.org/operations/current_operations/project_docs/200824.pdf. Les caractéristiques essentielles de l'opération sont récapitulées dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2: Principales caractéristiques de l'opération

OPÉRATION			
Approbation	L'opération a été approuvée par le Directeur Exécutif en juin 2015		
Modifications	Une modification budgétaire (MB) a été apportée au descriptif de projet initial : MB 1 (novembre 2015): Approuvée par le Directeur Régional, cette modification vise à accroître de 5,000le nombre de réfugiés en provenance du Yémen ciblés par le PAM.		
Durée	Durée initiale: 2 ans et 8 mois (1 ^{er} mai 2015 – 31 décembre 2017)	Durée après révision: pas de changement	
Bénéficiaires prévus	<u>Nombre initial:</u> 75,600	<u>Nombre révisé:</u> 80,600	
Besoins alimentaires prévus	<u>Chiffres initiaux:</u> Produits alimentaires en nature: 31.317 tonnes de denrées Espèces et bons: 3.565.980 dollars	<u>Chiffres révisés:</u> Produits alimentaires en nature: 34.199 tonnes de denrées Espèces et bons: 3.565.980 dollars	
Besoins (en dollars)	<u>Montant initial:</u> 39.340.108 dollars	<u>Montant révisé:</u> 42.827.434 dollars	
OBJECTIFS ET ACTIVITÉS			
	Objectifs stratégiques du PAM	Objectifs propres à l'opération	Activités
Le projet contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire 1, 2, 4 et 5 et est aligné au PNUAD 2014-2017 ; au Plan Stratégique Global du PAM 2013-2017 et à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 2 (Zero Hunger Challenge)	Objectif stratégique 1	<u>Effet direct 1.1</u> : Stabilisation ou réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes. <u>Effet direct 1.2</u> : Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance.	Traitement de la MAM - enfants 6-59 mois et FEA malnutries; Assistance alimentaire ciblée (vivres et espèces)
	Objectif stratégique 3	<u>Effet direct 1.3</u> : Renforcement/Stabilisation de l'accès aux services de base ou aux actifs communautaires. <u>Effet direct 3.1</u> : Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance	Rations à emporter pour les filles scolarisées; Assistance pour la création d'actifs (vivres, bons et espèces); Assistance alimentaire pour la création d'actifs (vivres et espèces)
	Objectif stratégique 4	<u>Effet direct 4.1</u> : Réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes <u>Effet direct 4.2</u> : Renforcement des capacités à réduire la dénutrition et amélioration de l'éducation	Traitement de la MAM - enfants 6-59 mois et FEA malnutries; assistance alimentaire ciblée aux PVVIH et TB; prévention de la malnutrition aigüe et chronique Formation (vivres)

Objectifs transversaux :

- **Problématique hommes-femmes:** Améliorer l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes.
- **Protection et responsabilité à l'égard des populations touchés (AAP):** Fournir et utiliser l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité.
- **Partenariats:** Coordonner les interventions d'assistance alimentaire et mettre en place/entretenir des partenariats effectifs.

PARTENAIRES

Gouvernement	Ministère de la Santé, le Ministère Agriculture, le Secrétariat d'Etat pour la Solidarité Nationale (SESN), l'Agence Djiboutienne de Développement et le Ministère de l'intérieur à travers l'Office National pour l'Assistance aux Réfugiés (ONARS).
Nations Unies	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Fonds des Nation Unies pour l'Enfance (UNICEF), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP).
ONG	Lutheran World Federation, Norwegian Refugee Council, African Humanitarian Action, ADPF, ARREY, Union nationale des femmes djiboutiennes, Adailou Eco-Village, etc.

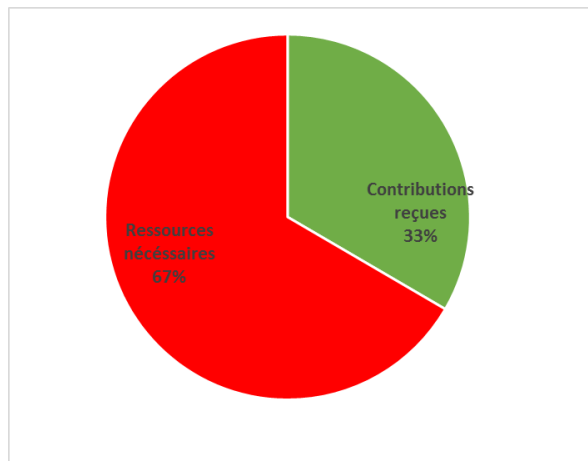
RESSOURCES (CONTRIBUTIONS)

Contributions reçues [3 avril 2016]: 14.308.475 dollars

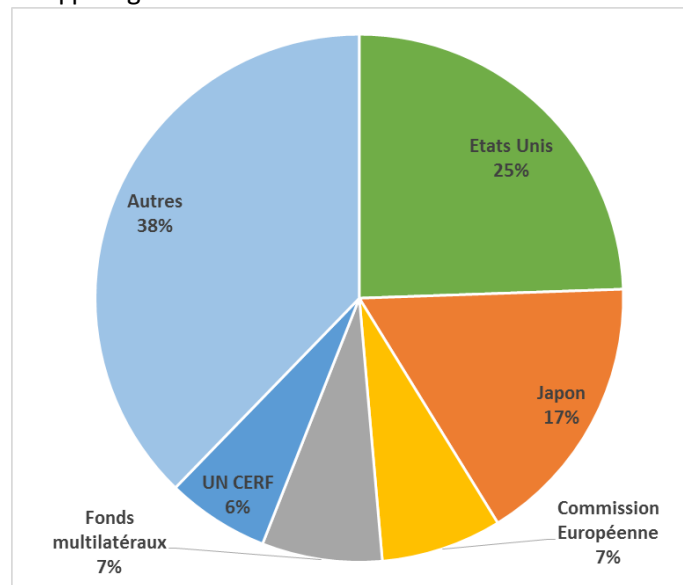
% obtenu par rapport à ce qui avait été demandé: 33%

Cinq plus gros donateurs: Etats Unis, Japon, Commission Européenne, fonds multilatéraux et le fonds central pour les interventions d'urgence (CERF).

En % des besoins totaux financés

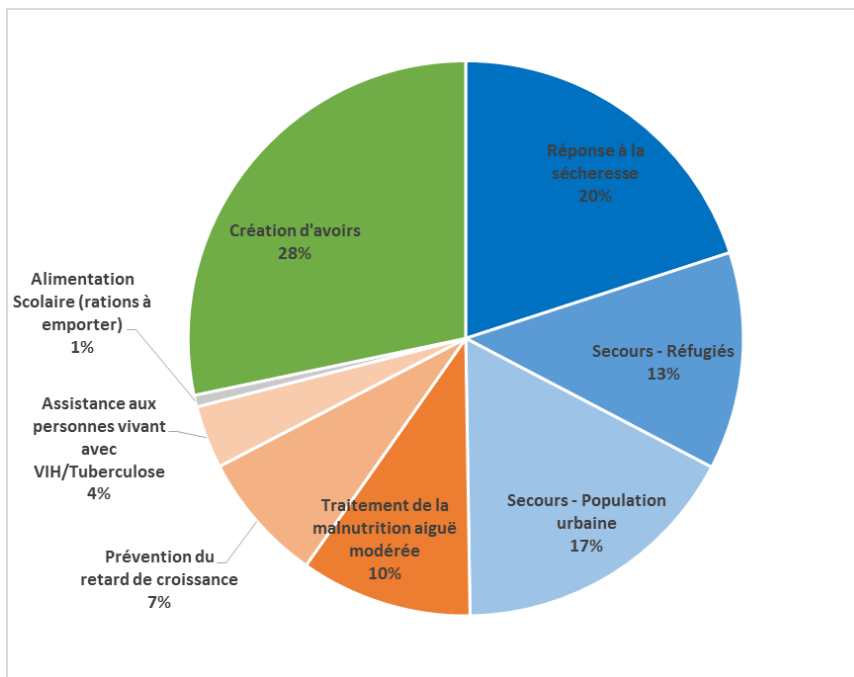


Cinq plus gros donateurs

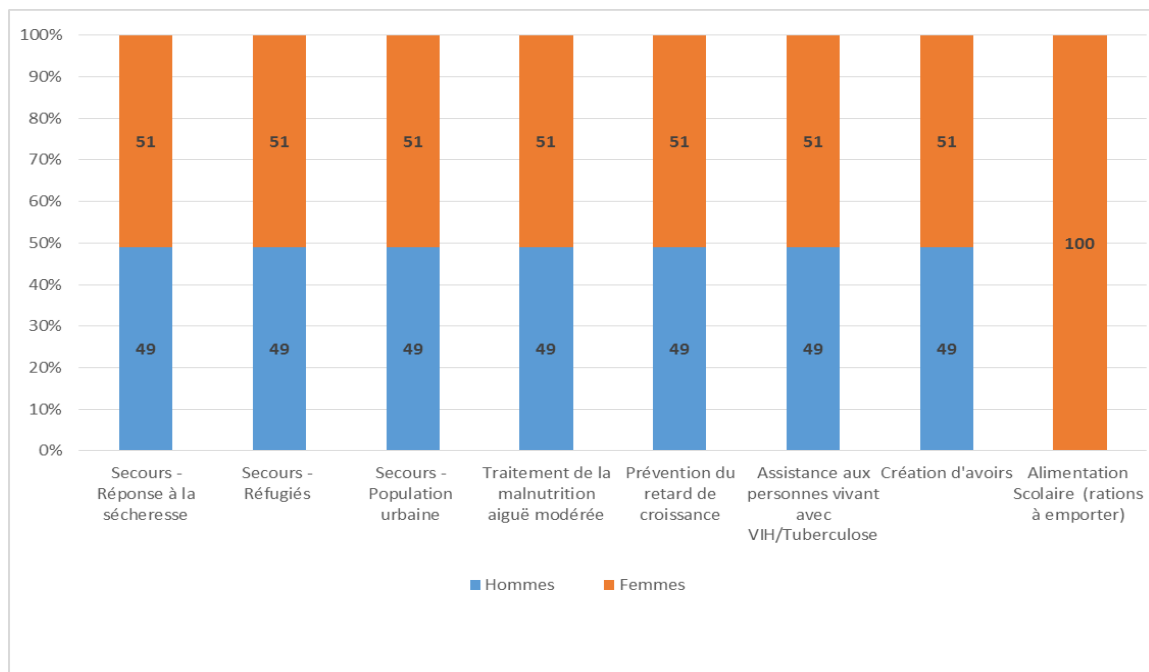


PRODUITS PRÉVUS (au moment de la conception)

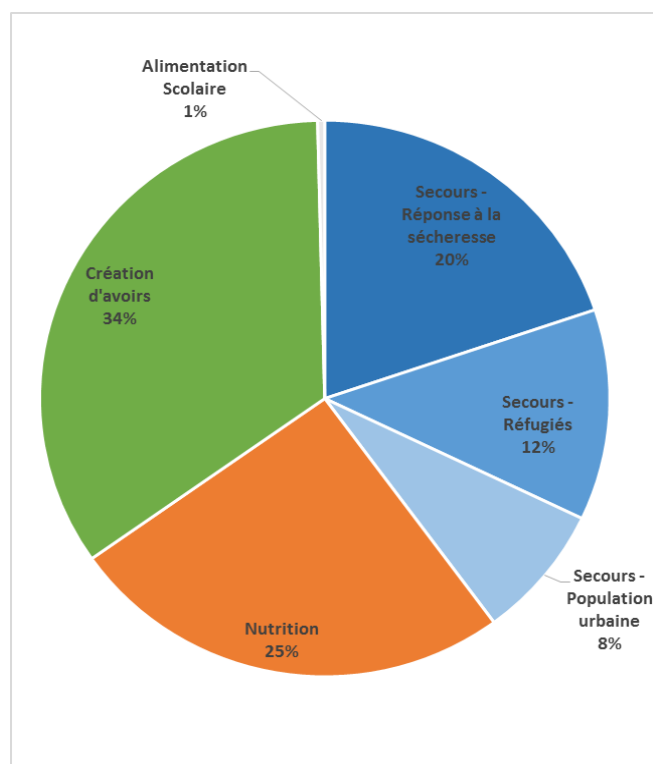
Proportion de bénéficiaires prévus par activité (en pourcentage)



Proportion prévue de femmes/filles par rapport aux hommes/garçons, par activité (en pourcentage)



Proportion prévue de produits alimentaires nécessaires par activité (en pourcentage)



4. Approche méthodologique de l'évaluation

4.1. Portée de l'évaluation

16. **Portée.** L'évaluation couvrira l'IPSR 200824, y compris l'ensemble des activités et processus se rapportant à son élaboration, sa mise en œuvre, sa dotation en ressources, au suivi et à l'évaluation, et à l'établissement de rapports qui sont utiles pour répondre aux questions d'évaluation. La période couverte par la présente évaluation va de janvier 2015 au 30 juin 2016, ce qui correspond au laps de temps écoulé entre la conception de l'opération et le démarrage de l'évaluation.

4.2. Questions d'évaluation

17. L'évaluation traitera les trois questions suivantes:

18. **Question 1: Dans quelle mesure l'opération est-elle pertinente?** L'analyse portera notamment sur la mesure dans laquelle les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert:

- étaient adaptés, au moment de la conception du projet, aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire, y compris aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles appartenant à différents groupes, le cas échéant, et le sont demeurés au fil du temps;
- sont cohérents au regard des politiques nationales définies, y compris les politiques et stratégies sectorielles et en matière de genre⁶, et s'inscrivent dans une logique de

⁶ Une Stratégie pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition est promue à travers la Vision 2035 de Djibouti et l'Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS (2008 – 2015 dont les 4 piliers sont: 1) le développement économique ; la stabilité et la compétitivité; 2) le développement du capital humain ; 3) la réduction de l'extrême pauvreté et des inégalités; and 4) la bonne gouvernance. Djibouti est aussi doté d'une Politique Nationale du Genre (2011-2021).

complémentarité avec les interventions pertinentes conduites par les partenaires de l'action humanitaire et du développement.

- étaient harmonisés au moment de la conception du projet avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM et du système des Nations Unies (notamment en matière de genre), et le sont demeurés au fil du temps⁷. En particulier, l'équipe analysera si et comment les objectifs liés à l'autonomisation des femmes et l'égalité des femmes ont été inclus lors de la formulation de l'intervention en accord avec l'OMD 3 et d'autres engagements de l'ensemble du système des Nations Unies.

Dans le cadre de l'analyse de la pertinence de l'opération, le bureau de pays et le bureau régional souhaiteraient qu'une attention particulière soit portée aux questions suivantes:

- La formulation de la Stratégie Pays en 2015 de Djibouti et celle de l'IPSR étaient-elles pertinentes/appropriées?
- Le choix des **modalités de transfert** (combinaison de transfert en vivres et monétaires) pour les réfugiés a-t-il été pertinent⁸?
- Prenant en compte les nombreux défis auxquels fait face le PAM⁹, la stratégie du bureau de pays en matière de **nutrition** et son intention de recentrer ses activités sur la prévention de la malnutrition chronique à travers une panoplie de services fournis en collaboration avec d'autres institutions (dont l'éducation pour la nutrition et la sensibilisation aux pratiques d'hygiène) est-elle appropriée?
- Examiner la pertinence du rôle du PAM en tant que fournisseur d'**assistance technique** au Gouvernement notamment dans le cadre des transferts électroniques (coupons ou monétaires)¹⁰.

Question 2: Quels sont les résultats de l'opération? Tout en s'attachant à examiner les écarts en termes d'effets bénéfiques entre femmes, hommes, garçons et filles des différents groupes, l'évaluation analysera les éléments suivants:

- le niveau de concrétisation des produits attendus (y compris le nombre de bénéficiaires secourus, ventilé par catégorie [femmes, filles, hommes et garçons]);
- la mesure dans laquelle les produits obtenus ont entraîné la réalisation des objectifs de l'opération, ainsi que les effets inattendus constatés, en mettant en évidence, le cas échéant, les différences selon les groupes, y compris les femmes, les filles, les hommes et les garçons; la mesure dans laquelle les objectifs liés à l'amélioration de l'égalité entre les sexes et l'autonomie accrue des femmes ont été atteints ;
- la façon dont les différentes activités menées dans le cadre de l'opération se complètent et sont en synergie avec d'autres opérations du PAM ainsi qu'avec les mesures prises par d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation de l'objectif principal du PAM dans le pays; et
- l'efficacité de l'opération et la probabilité que ses retombées perdurent à son issue.

Dans le cadre de l'analyse des résultats, le bureau de pays et le bureau régional souhaiteraient qu'une attention particulière soit portée aux questions suivantes:

⁷ Notamment le Plan Stratégique du PAM 2014-2017, les politiques du PAM en matière de genre (2015), nutrition (2012), partenariats (2014), filets de sécurité (2012/2004), protection (2012) et assistance humanitaire (2012), résilience et sécurité alimentaire (2015), de gestion et réduction du risque et désastres (2011), des transferts monétaires (2009), etc. S'agissant des questions liées au genre, l'équipe devra se référer à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes ainsi qu'à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

⁸ Les rapports PDM et les rapports des missions conjointes (JAM) fourniront des données statistiquement représentatives.

⁹ Tels que la capacité limitée des agents de santé et l'efficacité limitée des structures sanitaires.

¹⁰ Le Gouvernement a répliqué un projet pilote du PAM (utilisant des coupons électroniques) et explore la possibilité de l'étendre dans le cadre de sa politique nationale de protection sociale.

- **Résilience** : Dans l'IPSR, les activités FFA contribuent à un objectif de sécurité alimentaire mais aussi prévoient la création d'actifs communautaires (en relation avec la gestion de l'eau) avec le soutien technique de partenaires (FAO, FIDA, Banque Mondiale et Ministère de l'Agriculture). L'évaluation devra examiner le niveau de réalisation dans le cadre de cette composante. Les partenariats du PAM devront être évalués, notamment ceux en relation avec les activités de résilience.
- **Distributions générales**: Dans quelle mesure l'introduction d'un ciblage basé sur la vulnérabilité des ménages et la fourniture d'une assistance alimentaire régulière à ces ménages vulnérables ont-ils eu un impact sur l'efficacité et l'efficience de l'opération?

Question 3: Pourquoi et comment l'opération a-t-elle produit les résultats observés? L'évaluation devrait générer des indications intéressantes sur les principaux facteurs internes et externes ayant engendré les changements observés et influé sur la manière dont les résultats ont été obtenus.

L'enquête sera probablement centrée, entre autres, sur:

- les facteurs internes (sur lesquels le PAM peut agir): les processus, systèmes et outils en place pour appuyer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'opération, et l'établissement des rapports correspondants; la structure de gouvernance et les dispositions institutionnelles (y compris les aspects concernant les effectifs, les capacités et l'appui technique offert par le bureau régional/le Siège); les arrangements relatifs aux partenariats et à la coordination, etc.
- les facteurs extérieurs (sur lesquels le PAM ne peut influencer): l'environnement opérationnel externe; (contexte politique, sécuritaire, besoins des populations fluctuants, stratégies nationales; etc.); l'environnement financier; perceptions et appui des donateurs, facteurs géographiques, les facteurs positifs ou négatifs extérieurs (niveau des coûts), etc.

19. L'équipe d'évaluation devra tirer des enseignements et identifier de bonnes pratiques, notamment en matière de résilience à l'insécurité alimentaire et la malnutrition, déterminer quelles devraient être les interventions prioritaires à mener dans le futur et formuler des recommandations qui puissent guider le bureau de pays i) dans l'exécution de l'IPSR actuelle; et ii) dans la conception de l'opération suivante.

4.3 Étude d'évaluabilité

20. On entend par évaluabilité la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. L'analyse préliminaire de l'évaluabilité ci-après sera approfondie par l'équipe d'évaluation dans le dossier initial. En particulier, l'équipe procédera à une étude critique de la disponibilité des données, et elle prendra en considération les limites mises en évidence par l'étude d'évaluabilité pour choisir les méthodes d'évaluation. Ce faisant, l'équipe procédera à un examen critique de l'évaluabilité des aspects de l'opération ayant trait à la problématique hommes-femmes et répertoriera les difficultés connexes ainsi que les mesures d'atténuation à envisager et déterminera si d'autres indicateurs seront nécessaires afin d'intégrer la dimension de l'égalité entre les sexes et l'autonomie accrue des femmes dans l'analyse.

21. Pour répondre à la question 1, l'équipe d'évaluation pourra s'appuyer sur des rapports d'analyse, des comptes rendus émanant du Comité d'examen des programmes, le descriptif et le cadre logique du projet, les évaluations ou revues d'opérations passées¹¹ ainsi que sur des documents

¹¹ Celles-ci comprennent une étude de la sécurité alimentaire et une analyse des marchés conduites en 2013 dans les camps de réfugiés et parmi les populations hôtes, une mission d'évaluation conjointe (JAM) en 2013, ainsi qu'une évaluation du projet pilote de bons alimentaires (2012).

relatifs aux interventions du gouvernement et d'autres acteurs. En outre, elle se penchera sur les stratégies, politiques et orientations normatives pertinentes du PAM.

22. S'agissant de la question 2, l'opération a été conçue en conformité avec le Cadre de résultats stratégiques (2014-2017), et les produits, effets directs et cibles retenus figurent dans le cadre logique. Les rapports de suivi ainsi que les rapports normalisés sur les projets établis annuellement renseignent sur la réalisation des produits et des effets directs, ce qui permet de les évaluer au regard des objectifs établis.
23. Néanmoins, il pourrait se révéler difficile de répondre à la question 2 en partie du fait: i) de l'absence de données de référence pour certaines activités, qu'il faudra reconstituer à partir de constatations issues de divers rapports d'analyse; et ii) de lacunes dans les données relatives à l'efficience.
24. Le tableau présente la liste des données, études et enquêtes disponibles ou à venir. En particulier, deux études/enquêtes sont prévues dans les prochains mois, une mission conjointe (JAM) sur les réfugiés et une enquête nationale SMART.

Tableau 3: Principales Sources de Données

Liste des Sources de Données	2015	2016
Rapports normalisés sur les projets	√	
Food Security Outcome Monitoring System	√	√
Food Security and Monitoring System	√	√
Joint Mission Assessment		√
SMART survey		√
Joint Protection Assessment Cash Project in the Camps	√	
Joint Protection Assessment Cash Project in Urban Area	√	
Rapport de Review de l'UNDAF 2013 - 2017 (Avril 2016)		√
Rapport de completude "Projet PRODERMO" - WB	√	
Rapport de completude "Projet de protection de l'Ecosysteme" - EVA Local NGO	√	
Rapport de completude "Camps de Refugiés" - ONARS - Gouvernement	√	

25. Pour la question 3, les membres de l'équipe d'évaluation auront accès à certains documents de planification institutionnelle et pourront probablement obtenir des informations complémentaires dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés.

4.4. Méthodologie

26. La méthodologie sera définie par l'équipe d'évaluation pendant la phase initiale. Elle devrait avoir les caractéristiques suivantes:
 - faire appel à des critères d'évaluation pertinents et convenus à l'échelon international, ayant trait notamment à la pertinence, la cohérence (interne et externe), la couverture, l'efficience, l'efficacité, l'impact, la durabilité (ou l'interconnexion pour les opérations d'urgence) tout en prenant compte la problématique hommes-femmes et le principe d'équité dans leur analyse;
 - utiliser des normes applicables (comme les normes SPHERE) ou les directives du Groupe des Nations-Unies d'Evaluation en matière de genre ¹²;
 - garantir l'impartialité et l'objectivité en diversifiant les sources d'information (par exemple des groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et en associant plusieurs méthodes (par exemple quantitative, qualitative, participative) afin d'assurer la triangulation

¹² Groupe des Nations-Unies d'Evaluation «Intégrer les droits de l'homme et l'égalité des sexes aux évaluations», août 2014. Ces directives doivent être lues en conjonction avec la note technique d'OEV sur les questions de genre. L'équipe d'évaluation sera tenue de lire cette fiche technique durant la phase initiale et de veiller à l'intégration des aspects liés à la problématique hommes-femmes et l'équité dans toutes les phases et tous les aspects de l'évaluation.

de l'information par différents moyens. Il faudra privilégier les méthodes participatives mobilisant les principales parties prenantes, notamment le bureau de pays. La sélection des sites où seront effectuées des missions sur le terrain devra se faire de manière impartiale;

- être orientée sur le traitement des questions d'évaluation clés en tenant compte des difficultés liées à l'évaluabilité, des contraintes budgétaires et des considérations de temps;
- se fonder sur une étude du modèle logique de l'opération et sur une analyse détaillée des parties prenantes;
- utiliser une analyse selon le genre pour examiner la problématique Homme/Femme dans l'ensemble des activités de l'IPSR.
- utiliser une méthodologie mixte et un échantillonnage adéquat pour faire en sorte que les femmes, les filles, les hommes et les garçons appartenant à différents groupes de parties prenantes participent et que leurs différents témoignages soient recueillis et utilisés;
- être récapitulée dans une matrice d'évaluation, qui servira de principal outil pour organiser le travail.

4.5. Assurance qualité

27. Le Système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) mis en place par le Bureau de l'évaluation définit les normes de qualité attendues de la présente évaluation et indique les processus d'assurance qualité à appliquer, qui prévoient différentes étapes; il précise en outre les modèles à suivre s'agissant des produits d'évaluation ainsi que les listes de vérification. Ce système est fondé sur les normes et critères appliqués par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation ainsi que sur les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (Comité d'aide au développement et Réseau d'apprentissage actif pour la transparence et la performance de l'action humanitaire), et vise à garantir que le processus et les produits d'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques et respectent les normes de qualité du Bureau de l'évaluation. Le système EQAS ne compromet ni l'objectivité, ni l'indépendance de l'équipe d'évaluation.
28. Lorsque le travail débutera, le Bureau de l'évaluation présentera le système EQAS au gestionnaire de l'évaluation, à qui il communiquera les documents correspondants. Le système devrait être systématiquement appliqué à la présente évaluation et il appartiendra au gestionnaire de l'évaluation de veiller à ce que les travaux se déroulent conformément aux étapes du processus; il lui incombera également de procéder à un contrôle rigoureux de la qualité des produits de l'évaluation avant leur soumission au PAM. Le Bureau de l'évaluation communiquera aussi un guide d'orientation sur le PAM et ses opérations, qui offre une vue d'ensemble de l'organisation.

5. Phases et produits attendus

29. L'évaluation se déroulera en cinq phases. On trouvera à l'annexe 2 des renseignements détaillés sur les activités prévues, le calendrier correspondant et les produits attendus.
30. **Phase de préparation (Avril 2016):** le point focal du Bureau de l'évaluation conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence, sélectionnera l'équipe d'évaluation et recrutera la société chargée de gérer et de mener l'évaluation.
31. **Phase initiale (Juin 2016 – Juillet 2016):** cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en veillant à ce qu'elle saisisse bien les attentes et dispose d'un plan précis pour conduire l'évaluation. Elle comprendra un examen de la documentation portant sur les données secondaires et de premiers échanges avec les principales parties prenantes.

Produit attendu: le dossier initial. Le dossier initial indique de manière détaillée comment l'équipe prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Ce dossier sera communiqué au bureau de pays/bureau régional et Bureau de l'évaluation pour formuler des observations avant d'être approuvé par le Bureau de l'évaluation. Il contiendra une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie de l'évaluabilité et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, et un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [descriptif du contenu du dossier initial](#).

32. Phase d'évaluation (19 septembre - 8 octobre 2016): le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des projets et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Deux sessions de compte rendu seront organisées une fois les activités sur le terrain terminées. La première se tiendra en présence de représentants du bureau de pays (les collègues concernés dans le bureau régional et au Siège seront invités à participer par téléconférence), et la seconde sera organisée avec les parties prenantes extérieures.

Produit attendu: Exposé de Restitution. Un exposé reprenant les constatations et les conclusions préliminaires (sous forme de diaporama Powerpoint) sera établi pour appuyer les comptes rendus durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.

33. Phase de rapport (octobre – décembre 2016): l'équipe d'évaluation analysera les données collectées lors de l'examen de la documentation et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité. Les parties prenantes seront invitées à communiquer leurs observations, qui seront consignées sous forme de tableau par le gestionnaire de l'évaluation et transmises à l'équipe pour examen avant achèvement du rapport.

Produit attendu: rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation présentera les constatations, conclusions et recommandations issues de l'évaluation; ce document ne devra pas excéder 46 pages. Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les données seront ventilées par sexe; les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre un enchaînement logique conduisant des constatations aux conclusions et des conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le [descriptif du contenu du rapport d'évaluation](#) et les [modèles de présentation des effets directs et produits](#).

34. Phase de suivi et de diffusion: Le bureau de l'évaluation communiquera le rapport final d'évaluation au bureau de pays et au bureau régional. Le bureau de pays préparera une réponse de la direction détaillant les mesures qui seront prises pour faire suite aux recommandations de accompagnées d'un échancier. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation et suivra la mise en œuvre de ces mesures. Le Bureau de l'évaluation soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité à posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine. Une enquête en ligne permettra de recueillir auprès de toutes les parties prenantes des informations en retour sur l'évaluation. Le rapport final d'évaluation sera publié sur le site externe du PAM et les constatations de l'évaluation figureront dans une synthèse

annuelle des évaluations d'opérations qui sera présentée au Conseil d'Administration du PAM pour examen. Cette synthèse identifiera des thèmes communs parmi les opérations évaluées et rendra compte de la manière dont la problématique hommes-femmes a été prise en considération dans ces opérations.

35. Notes sur les produits attendus: le dossier initial et les rapports d'évaluation seront rédigés en Français, selon les modèles EQAS.
36. L'équipe d'évaluation doit rédiger des rapports de très haute qualité, fondés sur des données factuelles et dépourvus d'erreurs. Le cabinet chargé de l'évaluation est responsable en dernier ressort de la ponctualité et de la qualité des produits. Si les normes attendues ne sont pas atteintes, il devra, à ses propres frais, procéder aux ajustements nécessaires pour porter les produits d'évaluation au niveau de qualité requis.
37. Les termes de référence de l'évaluation, le rapport et la réponse de la direction seront accessibles au public et pourront être consultés sur le site Web du PAM (wfp.org/evaluation). Les autres produits de l'évaluation seront à usage interne.

Tableau 4: Calendrier pour la mission sur le terrain et les produits attendus

Entité responsable	Phase	Activités	Dates importantes
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version provisoire du dossier initial	11 juillet
Gestionnaire de l'évaluation	Phase initiale	Élaboration de la version finale du dossier initial	25 juillet
Bureau de pays/équipe d'évaluation	Évaluation	Réalisation de la mission d'évaluation sur le terrain	19 septembre-8 octobre
Équipe d'évaluation	Évaluation	Établissement d'un exposé de restitution (diaporama Powerpoint)	6 octobre (interne) 8 octobre (externe)
Gestionnaire de l'évaluation	Compte rendu	Élaboration de la version provisoire du rapport d'évaluation	17 novembre
Gestionnaire de l'évaluation	Compte rendu	Élaboration de la version finale du rapport d'évaluation	15 décembre
Bureau de pays/bureau régional	Suivi	Établissement de la réponse de la direction	15 janvier

6. Organisation de l'évaluation

6.1 Approche axée sur l'externalisation

38. En vertu de l'approche axée sur l'externalisation qui est suivie pour les évaluations d'opérations, l'évaluation est réalisée à la demande du Bureau de l'évaluation, mais elle est gérée et conduite par un cabinet d'évaluation externe avec lequel le PAM a conclu un accord à long terme pour des services d'évaluation d'opérations.
39. Ce cabinet mettra à disposition un gestionnaire de l'évaluation et une équipe d'évaluation indépendante, conformément à ce que prévoit l'accord. Afin de garantir la rigueur de l'examen des produits attendus, le gestionnaire de l'évaluation ne devra en aucun cas faire partie de l'équipe d'évaluation.
40. Le cabinet, le gestionnaire de l'évaluation et les membres de l'équipe d'évaluation ne devront pas avoir pris part à la conception, la mise en œuvre ou le suivi et l'évaluation de l'opération, ni être impliqués dans tout autre conflit d'intérêts ou dans une quelconque situation susceptible de compromettre leur impartialité. Les évaluateurs agiront de manière impartiale et respecteront le code de conduite de la profession.
41. Compte tenu de l'objectif didactique de l'étude, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation encourageront la participation des parties prenantes tout au long du processus d'évaluation. Toutefois, afin de préserver l'indépendance de l'évaluation, le personnel du PAM ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation ni ne participera à des réunions avec les parties prenantes extérieures si l'équipe estime que sa présence risquerait de biaiser les réponses.

6.2 Gestion de l'évaluation

42. L'évaluation sera gérée par le responsable des évaluations d'opérations désigné par le cabinet (conformément à l'accord à long terme). Il appartiendra à ce responsable de gérer le processus d'évaluation dans les limites du budget alloué et en conformité avec le système EQAS et les attentes formulées dans les présents termes de référence, ainsi que de fournir en temps voulu des produits d'évaluation conformes aux normes du Bureau de l'évaluation. En particulier, il incombera au gestionnaire de l'évaluation:
 - De constituer et recruter l'équipe d'évaluation, et d'apporter un soutien administratif (contrats, visas, arrangements relatifs aux déplacements, rémunération des consultants, factures pour le PAM, etc.).
 - De faire office d'interlocuteur principal entre les parties prenantes du PAM et l'équipe d'évaluation tout au long du processus, de faciliter de manière générale la communication et de promouvoir la participation des parties prenantes à toutes les étapes.
 - D'appuyer l'équipe d'évaluation en renseignant ses membres sur le PAM, le système EQAS et les prescriptions afférentes à l'évaluation, en leur fournissant la documentation pertinente et, de manière générale, en les conseillant sur tous les aspects de l'évaluation pour veiller à ce qu'ils soient en mesure de conduire leur travail.
 - De veiller à ce que l'évaluation se déroule conformément au système EQAS, aux normes et règles ainsi qu'au code de conduite de la profession, et à ce que les normes de qualité et les délais soient respectés.
 - De veiller à ce qu'un contrôle rigoureux et objectif de la qualité de tous les produits d'évaluation soit conduit avant leur soumission au PAM. Ce contrôle de la qualité sera consigné par écrit et une estimation de la mesure dans laquelle les normes de qualité sont respectées sera fournie au PAM.
 - De communiquer des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête consacrée à l'évaluation, menée par la voie électronique.

6.3 Conduite de l'évaluation

43. L'équipe d'évaluation conduira les travaux sous la direction du gestionnaire de l'évaluation. Elle sera recrutée par le cabinet conformément à ce qui aura été convenu avec le Bureau de l'évaluation quant à sa composition.
44. **Composition de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation devrait comprendre 2-3 membres, dont le chef d'équipe et des spécialistes dans les domaines ci-dessous. Elle devrait inclure des femmes et des hommes d'horizons culturels divers et un ressortissant national. Au minimum un membre de l'équipe doit avoir une expérience de travail avec le PAM ainsi qu'une expertise en matière de problématique hommes-femmes.
45. **Compétences de l'équipe d'évaluation.** L'équipe d'évaluation sera multidisciplinaire et ses membres réuniront à eux tous un ensemble équilibré de compétences spécialisées et de connaissances pratiques dans les domaines ci-après (par ordre d'importance):
 - Sécurité alimentaire/ résilience;
 - Filets de sécurité/ protection sociale;
 - Transferts monétaires notamment en contexte urbain;
 - Nutrition –avec l'accent sur les approches communautaires et la santé publique.
 - Compétences spécialisées en matière de problématique hommes-femmes dans le contexte national/régional ainsi qu'une bonne connaissance des engagements du PAM et du système des Nations Unies en matière de genre.
46. Tous les membres de l'équipe d'évaluation devront posséder de solides compétences dans le domaine de l'analyse et de la communication; une expérience de l'évaluation et une bonne connaissance du pays ou de la région.
47. Le chef d'équipe devra avoir une parfaite maîtrise du français (à l'oral et à l'écrit) afin de pouvoir communiquer avec les différentes parties prenantes et de consulter les documents relatifs à l'évaluation. Les autres membres de l'équipe devront parler français et si possible une langue locale.
48. **Le chef d'équipe** devra posséder les compétences requises en matière de communication, direction et encadrement, et avoir une expérience attestée dans la conduite d'évaluations similaires en tant que chef d'équipe. Il (ou elle) aura des compétences techniques dans l'un des domaines cités plus haut ainsi qu'un savoir-faire reconnu en matière de conception de méthodologies et d'outils de collecte de données. Il (ou elle) aura en outre de solides aptitudes à la rédaction et à la présentation d'exposés en français.
49. Ses responsabilités principales seront les suivantes: i) définir l'approche et la méthodologie de l'évaluation; ii) guider et gérer l'équipe d'évaluation; iii) conduire la mission d'évaluation et représenter l'équipe; iv) élaborer et réviser, si nécessaire, le dossier initial, l'exposé de restitution et le rapport d'évaluation en conformité avec le système EQAS; et v) communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.
50. **Les membres de l'équipe d'évaluation** réuniront un ensemble de compétences techniques complémentaires et auront une expérience du travail rédactionnel afférent à ce type de mission.
51. Les membres de l'équipe d'évaluation seront appelés à: i) contribuer à la méthodologie dans leur domaine d'expertise à la lumière d'un examen de la documentation; ii) conduire des missions sur le terrain; iii) prendre part aux réunions de l'équipe et à des rencontres avec les parties prenantes; iv) contribuer à l'élaboration et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s); et v) donner leur avis sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.

6.4 Considérations en rapport avec la sécurité

52. En tant que fournisseur indépendant de services d'évaluation au PAM, le cabinet d'évaluation est chargé de veiller à la sécurité de toutes les personnes recrutées, et notamment de prendre les dispositions adéquates en matière d'évacuation sanitaire ou d'évacuation pour raisons de sécurité. Les consultants recrutés ne relèvent pas du régime du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.
53. Cependant, pour éviter tout incident lié à la sécurité, il est demandé au gestionnaire de l'évaluation de s'assurer que:
- les membres de l'équipe qui se rendent sur le terrain ont suivi au préalable les cours sur la sécurité en mission conçus pour le système des Nations Unies, ont imprimé les certificats obtenus à l'issue de ces formations et les ont emportés avec eux (il faut environ 2 heures pour suivre ces formations);
 - le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité dès leur arrivée dans le pays, organise une séance d'information à leur intention pour qu'ils soient bien au courant des conditions de sécurité sur le terrain;
 - les membres de l'équipe observent les règles et règlements des Nations Unies relatifs à la sécurité, par exemple les couvre-feux, etc.
54. Pour plus d'information, notamment le lien pour les cours en ligne consacré à la sensibilisation à la sécurité, consulter [les directives pour les évaluations d'opérations](#) page 36.

7. Rôles et responsabilités des parties prenantes du PAM

55. **Bureau de pays.** La direction du bureau de pays sera chargée:
- De nommer un point focal pour l'évaluation. Etienne Labande, Chef du Programme sera le point focal du bureau de pays pour la présente évaluation.
 - De fournir au gestionnaire de l'évaluation et à l'équipe d'évaluation la documentation et les informations nécessaires à la réalisation de leur mission; faciliter les contacts de l'équipe avec les parties prenantes locales; d'organiser les réunions et les visites sur le terrain; de fournir un appui logistique pour le travail sur le terrain; et de prévoir des services d'interprétation, si nécessaire.
 - De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats, ainsi qu'à diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe au sujet des produits issus de leurs travaux.
 - D'organiser deux séances d'information de fin de mission, une en interne et l'autre avec les parties prenantes extérieures, et d'y participer.
 - De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial ainsi que le rapport d'évaluation, et d'établir une réponse de la direction au contenu de l'évaluation.
 - De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.
56. **Bureau régional.** Le bureau régional sera chargé:
- De nommer un point focal pour l'évaluation. Genevieve Chicoine, Conseiller Régional M&E sera le point focal du bureau régional pour la présente évaluation.
 - De participer aux délibérations avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'étude et sur l'opération, sa performance et ses résultats. En particulier, le bureau régional devrait prendre part aux séances d'information de fin de mission, ainsi qu'aux diverses téléconférences organisées avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe, le cas échéant.
 - De formuler des observations sur les termes de référence, le dossier initial et le rapport d'évaluation.

- De coordonner la réponse de la direction au contenu de l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.
 - De communiquer au Bureau de l'évaluation des informations en retour sur le processus d'évaluation dans le cadre d'une enquête électronique sur l'évaluation.
57. **Siège.** Il pourra être demandé à certaines entités du Siège d'examiner, s'il y a lieu, les stratégies, les politiques ou les systèmes du PAM dans leur domaine de compétence et de formuler des observations sur les termes de référence et le rapport d'évaluation.
58. **Bureau de l'évaluation.** Le Bureau de l'évaluation est chargé de faire réaliser l'évaluation et Mirande Sende, Chargée d'Evaluation est son point focal. Il incombe au Bureau de l'évaluation:
- D'organiser le déroulement de l'évaluation, y compris d'élaborer les termes de référence en concertation avec les parties prenantes concernées; de sélectionner et recruter par contrat le cabinet d'évaluation externe; et de faciliter les premiers contacts entre les parties prenantes du PAM et ledit cabinet.
 - De permettre au cabinet de faire un travail de qualité en lui communiquant les documents relatifs au système EQAS, et notamment les directives applicables au processus, les différents modes d'emploi et les modèles, ainsi que de donner au gestionnaire de l'évaluation des précisions sur les politiques, stratégies, processus et systèmes du PAM, le cas échéant.
 - De formuler des observations sur le dossier initial.
 - De formuler des observations sur le rapport d'évaluation et approuver la version finale.
 - De soumettre la version finale du rapport d'évaluation à un examen externe de la qualité a posteriori afin de disposer d'un avis indépendant sur la qualité, la crédibilité et l'utilité de l'évaluation et d'en communiquer les résultats au cabinet.
 - De publier la version finale du rapport d'évaluation sur le site Web du PAM et d'intégrer les constatations au rapport de synthèse annuel qui sera présenté au Conseil d'administration du PAM pour examen.
 - De conduire une enquête par voie électronique pour recueillir des avis sur le processus d'évaluation et la qualité du rapport, en vue de les utiliser pour réviser au besoin l'approche méthodologique.

8. Communication et budget

8.1. Communication

59. Les questions relatives à la langue de l'évaluation sont évoquées aux sections 6.3 et 5, cette dernière précisant également quels produits d'évaluation seront rendus publics et par quelles voies; y figure également le calendrier des réunions d'information avec les principales parties prenantes. La section 5, paragraphe 34, indique comment les constatations seront diffusées.
60. Pour renforcer la valeur pédagogique de la présente évaluation, le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation mettront l'accent sur la transparence et la franchise des échanges avec les parties prenantes du PAM. Des téléconférences et des conversations téléphoniques individuelles auront régulièrement lieu entre le gestionnaire de l'évaluation, l'équipe d'évaluation et le point focal du bureau de pays pour faciliter le traitement de tout problème qui surviendrait et garantir un processus participatif.

8.2. Budget

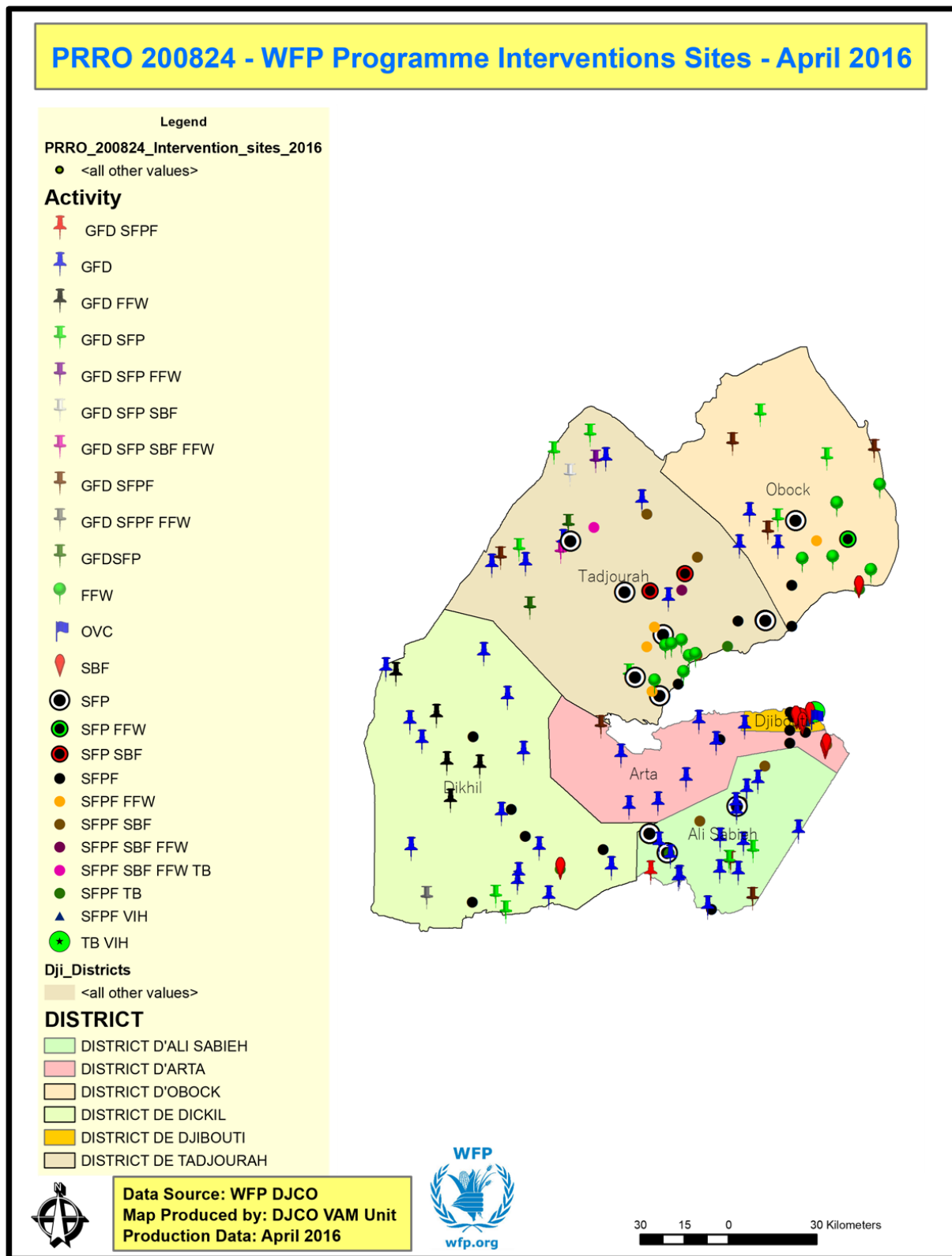
61. **Source de financement.** L'évaluation sera financée conformément aux dispositions du mécanisme de financement spécial du PAM pour les évaluations d'opération (mémoire de la Directrice exécutive datés d'octobre 2012 et juillet 2015). Les coûts à imputer au bureau de pays seront déterminés par la Division du budget et de la programmation du PAM.

62. **Budget.** Le budget sera établi par le cabinet (en utilisant les taux indiqués dans l'accord à long terme et le modèle correspondant) et approuvé par le Bureau de l'évaluation. Aux fins de la présente évaluation, le cabinet:

- Appliquera la commission de gestion correspondant à une opération de petite envergure.
- Ne prévoira pas dans le budget les déplacements dans le pays.

*Prière d'adresser toute question à Miranda Sende, Chargée d'Evaluation, à miranda.sende@wfp.org
Tel: +39 06 6513 2539.*

Annexe 1: Carte



Annexe 3 : Cadre logique de l'IPSR

LOGICAL FRAMEWORK		
Results	Performance indicators	Assumptions
Cross-cutting		
Cross-cutting result GENDER: Gender equality and empowerment improved	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Proportion of women beneficiaries in leadership positions of project management committees ▸ Proportion of women project management committee members trained on modalities of food, cash, or voucher distribution ▸ Proportion of households where females and males together make decisions over the use of cash, voucher or food ▸ Proportion of households where females make decisions over the use of cash, voucher or food ▸ Proportion of households where males make decisions over the use of cash, voucher or food 	<ul style="list-style-type: none"> . Implementation partners and WFP field staff will provide effective training and information session on gender and protection sensitization and on project management. . Funding is available for capacity building
Cross-cutting result PROTECTION AND ACCOUNTABILITY TO AFFECTED POPULATIONS: WFP assistance delivered and utilized in safe, accountable and dignified conditions	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Proportion of assisted people who do not experience safety problems travelling to, from and/or at WFP programme site ▸ Proportion of assisted people informed about the programme (who is included, what people will receive, where people can complain) 	<ul style="list-style-type: none"> . Implementation partners and WFP field staff will provide effective training and information session on gender and protection sensitization and on project management. . Funding is available for capacity building

<p>Cross-cutting result</p> <p>PARTNERSHIP: Food assistance interventions coordinated and partnerships developed and maintained</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Amount of complementary funds provided to the project by partners (including NGOs, civil society, private sector organizations, international financial institutions and regional development banks) ▸ Number of partner organizations that provide complementary inputs and services ▸ Proportion of project activities implemented with the engagement of complementary partners 	<p>.Partner will be able to have staff and funding to provide complementary inputs and services.</p>
<p>SO1: Save lives and protect livelihoods in emergencies</p>		
<p>Outcome SO1.1</p> <p>Stabilized or reduced undernutrition among children aged 6–59 months and pregnant and lactating women</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ MAM treatment default rate (%) ▸ MAM treatment mortality rate (%) ▸ MAM treatment non-response rate (%) ▸ MAM treatment recovery rate (%) ▸ Proportion of eligible population who participate in programme (coverage) 	<p>. Other underlying causes of under nutrition are addressed by the relevant agencies Complementary services are available (eg. Health services, water and social services).</p> <p>. Implementation partners are available; capable of providing effective training and inputs; managing facilities as per WFP-agreements; and engaged in transparent business practices.</p> <p>. Sufficient budget, time and staff capacity to collect, analyse, and report on baselines, routine monitoring and follow-up surveys.</p>

<p>Outcome SO1.2</p> <p>Stabilized or improved food consumption over assistance period for targeted households and/or individuals</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Diet Diversity Score ▸ Diet Diversity Score (female-headed households) ▸ Diet Diversity Score (male-headed households) ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (female-headed) ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (male-headed) ▸ CSI (Food): Coping Strategy Index (average) 	<ul style="list-style-type: none"> . Sufficient budget, time and staff capacity to collect, analyze and report on baselines, routine monitoring and follow-up surveys. . Country Office and partners has the capacity, funding and time to undertake sound monitoring data collection. . Food basket provided is diversified and quantities sufficient.
<p>Outcome SO1.3</p> <p>Restored or stabilized access to basic services and/or community assets</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Attendance rate (boys) in WFP-assisted primary schools ▸ Attendance rate (girls) in WFP-assisted primary schools ▸ Attendance rate (girls) in WFP-assisted secondary schools ▸ Attendance rate (boys) in WFP-assisted secondary schools ▸ Enrolment (boys): Average annual rate of change in number of boys enrolled in WFP-assisted primary schools 	<ul style="list-style-type: none"> . Sufficient budget, time and staff capacity to collect, analyze and report on baselines, routine monitoring and follow-up surveys. . Country Office and partners has the capacity, funding and time to undertake sound monitoring data collection. . Food basket provided is diversified and quantities sufficient.
<p>Output SO1.1</p> <p>Messaging and counselling on specialized nutritious foods and infant and young child feeding (IYCF) practices implemented effectively</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Proportion of women/men receiving nutrition counselling supported by WFP, against proportion planned 	<ul style="list-style-type: none"> . Population is informed about the programme and its targeting. . Adequate and timely funding to Maintain healthy pipeline.

<p>Output SO1.2</p> <p>Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Total amount of cash transferred to targeted beneficiaries, disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned ▶ Total value of vouchers distributed (expressed in food/cash) transferred to targeted beneficiaries, disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned ▶ Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned ▶ Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items. cash transfers and vouchers. as % of planned ▶ Number of institutional sites assisted (e.g. schools, health centres), as % of planned 	<ul style="list-style-type: none"> . Population is informed about the programme and its targeting. . Adequate and timely funding to Maintain healthy pipeline.
<p>SO3: Reduce risk and enable people, communities and countries to meet their own food and nutrition needs</p>		
<p>Outcome SO3.1</p> <p>Improved access to livelihood assets has contributed to enhanced resilience and reduced risks from disaster and shocks faced by targeted food-insecure communities and households</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ CAS: percentage of communities with an increased Asset Score ▶ Diet Diversity Score ▶ Diet Diversity Score (female-headed households) ▶ FCS: percentage of households with borderline Food Consumption Score ▶ FCS: percentage of households with borderline Food Consumption Score (female-headed) ▶ FCS: percentage of households with borderline Food 	<ul style="list-style-type: none"> . Sufficient budget, time and staff capacity to collect, analyze and report on baselines, routine monitoring and follow-up surveys. . Country Office and partners has the capacity, funding and time to undertake sound monitoring data collection. . Food basket provided is

	<p>Consumption Score (male-headed)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (female-headed) ▸ FCS: percentage of households with poor Food Consumption Score (male-headed) ▸ CSI (Asset Depletion): Percentage of households implementing crisis and emergency coping strategies ▸ CSI (Asset Depletion): Percentage of female-headed households implementing crisis and emergency coping strategies ▸ CSI (Asset Depletion): Percentage of male-headed households implementing crisis and emergency coping strategies ▸ CSI (Food): Coping Strategy Index (average) ▸ Diet Diversity Score (male-headed households) 	diversified and quantities sufficient.
<p>Output SO3.1</p> <p>Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Total amount of cash transferred to targeted beneficiaries, disaggregated by sex and beneficiary category, as % of planned ▸ Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned ▸ Quantity of non-food items distributed, disaggregated by type, as % of planned ▸ Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items, cash transfers and vouchers, as % of planned 	
<p>Output SO3.2</p> <p>Community or livelihood assets built, restored or maintained by targeted households and communities</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Number of assets built restored or maintained by targeted households and communities, by type and unit of measure 	

SO4: Reduce undernutrition and break the intergenerational cycle of hunger		
<p>Outcome SO4.1</p> <p>Reduced undernutrition, including micronutrient deficiencies among children aged 6-59 months, pregnant and lactating women, and school-aged children</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ MAM treatment default rate (%) ▸ MAM treatment mortality rate (%) ▸ MAM treatment non-response rate (%) ▸ MAM treatment recovery rate (%) ▸ Proportion of children who consume a minimum acceptable diet ▸ Proportion of eligible population who participate in programme (coverage) ▸ Proportion of target population who participate in an adequate number of distributions ▸ ART Adherence Rate (%) ▸ ART Nutritional Recovery Rate (%) ▸ TB Treatment Success Rate (%) ▸ TB Treatment Nutritional Recovery Rate (%) 	<ul style="list-style-type: none"> . Sufficient budget, time and staff capacity to collect, analyze and report on baselines, routine monitoring and follow-up surveys. . Country Office and partners has the capacity, funding and time to undertake sound monitoring data collection. . Food basket provided is diversified and quantities sufficient.
<p>Outcome SO4.2</p> <p>Ownership and capacity strengthened to reduce undernutrition and increase access to education at regional, national and community levels</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ NCI: Nutrition programmes National Capacity Index 	<ul style="list-style-type: none"> . Adequate and timely funding to maintain healthy pipeline. . Capacity of partner (funds, staffs and technical knowhow) is adequate.

<p>Output SO4.1 Food, nutritional products, non-food items, cash transfers and vouchers distributed in sufficient quantity and quality and in a timely manner to targeted beneficiaries</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Quantity of food assistance distributed, disaggregated by type, as % of planned ▸ Quantity of non-food items distributed, disaggregated by type, as % of planned ▸ Number of women, men, boys and girls receiving food assistance, disaggregated by activity, beneficiary category, sex, food, non-food items, cash transfers and vouchers, as % of planned ▸ Number of institutional sites assisted (e.g. schools, health centres), as % of planned 	
<p>Output SO4.2 Messaging and counselling on specialized nutritious foods and infant and young child feeding (IYCF) practices implemented effectively</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Proportion of women/men receiving nutrition counselling supported by WFP, against proportion planned 	
<p>Output SO4.3 Policy advice and technical support provided to enhance management of food security, nutrition and school feeding</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Number of government staff trained by WFP in nutrition programme design, implementation and other nutrition-related areas – technical/strategic/managerial – disaggregated by sex and type of training ▸ Number of technical assistance activities provided, by type 	

Liste des sigles utilisés dans le présent document

EQAS	Système d'assurance qualité des évaluations
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IGAD	Autorité Intergouvernementale pour le Développement
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
ODD	Objectifs de Développement Durables
ONG	organisation non gouvernementale
ONARS	Office National pour l'Assistance aux Réfugiés
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour le Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SESN	Secrétariat d'Etat pour la Solidarité Nationale
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nation Unies pour l'Enfance

Annexe 2. Matrice d'évaluation

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
Question clé 1: Dans quelle mesure l'opération est-elle pertinente ?					
<p>1.1. pertinence Dans quelle mesure les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert étaient adaptés au moment de la conception du projet, aux besoins particuliers des populations en situation d'insécurité alimentaire y compris : aux besoins particuliers des femmes ; des hommes ; des garçons ; et des filles appartenant à des groupes différents ?</p>	<p>Niveau d'adéquation des zones et populations les plus vulnérables en termes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (selon indicateurs nationaux) et les zones et populations ciblées par l'ISPR (ciblage géographique)</p> <p>Niveau d'objectivité, de transparence et de clarté dans les critères de vulnérabilité et la méthode de sélection des personnes ciblées (ciblage des bénéficiaires)</p> <p>Niveau de la qualité et de l'utilité des diagnostics/études en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de vulnérabilité pour informer la conception de l'Opération ; et niveau d'adaptation de la conception à ces études.</p> <p>Niveau d'analyse de genre, i.e. dans l'identification des besoins différenciés des femmes, hommes, garçons et filles.</p> <p>Mesure dans laquelle l'analyse de GEWE a été menée pour informer la conception de l'Opération (y compris l'utilisation des principes GEWE, SDD et Gender Marker). Présence explicite de la programmation et la budgétisation pour le genre dans l'IPSR, et des indicateurs de genre dans le système de Suivi et Evaluation</p>	<p>Documents stratégiques et opérationnels de l'ISPR (eg. Document de projet et cadre logique, SPR 2015, rapports M&E)</p> <p>JAMs (2013 et 2016 ?)</p> <p>Révisions Budgétaires (RB)</p> <p>Rapports d'analyse des comptes rendus émanant du Comité d'examen des programmes</p> <p>Évaluations d'opérations passées (eg. Evaluation du projet pilote de bons alimentaires (2012) ; Protection assessment of the Djibouti Mixed modality cash /food pilot (ONARS, UNHCR, WFP, 2015); Etude de faisabilité du Programme de Transferts monétaires dans les dans les camps de réfugiés de Ali Addeh et Holl Holl (Juin 2014) ;</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties prenantes clés (internes et externes)</p> <p>Groupes de discussion avec les partenaires de mise en oeuvre</p> <p>Groupe focaux (sondage aléatoire stratifié)</p> <p>avec la population assistée (hôte et réfugié)</p>	<p>Qualitative</p> <p>Triangulation des données et preuves provenant de différentes sources</p> <p>Analyse multidimensionnelle sur les aspects de sécurité alimentaire, de nutrition, le genre et des filets de sécurité sociale dans chaque activité de l'IPSR.</p> <p>Analyse de la</p>	<p>(1-1)</p> <p>Moyenne/ élevée</p> <p>(triangulation de plusieurs sources mais certaine dépendance de la disponibilité des données)</p> <p>Compréhension de l'objectif de l'évaluation et la connaissance des activités/stra</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
	<p>Niveau d'adaptation des activités et modalités de l'IPSR aux besoins changeants (après la conception) ; et mesure dans laquelle des choix d'intervention alternatifs ont été considérés par le PAM pendant la conception initiale et au long de la mise en œuvre de l'IPSR.</p> <p>Niveau d'accessibilité et qualité des infrastructures et autres moyens nécessaires pour la justification du choix des modalités de transfert (ex : accès au marché pour introduire les modalités de transfert).</p> <p>Situation et besoins en termes de nutrition, santé, vulnérabilité, éducation, sécurité alimentaire et genre au moment de la conception de l'IPSR: données désagrégées par sexe: Score de consommation alimentaire, stratégie de survie et d'adaptation, score d'actif communautaire indicateurs nutrition/ santé/ accès à l'éducation y compris gender gap.</p> <p>Adéquation de la conception et mise en œuvre de l'IPSR à l'approche AAP.</p> <p>Perceptions de la population bénéficiaire quant à la pertinence de : a) l'ensemble de l'assistance reçue (type de modalités/activités et quantité/qualité du panier alimentaire) ; b) des informations reçues ; c) de la consultation et ; d) de leur participation à la conception (évaluation des besoins) de l'Opération.</p> <p>Existence des mécanismes de plainte pour les bénéficiaires</p>	<p>UNICEF Djibouti Humanitarian Situation Report, Aug 2015</p> <p>Enquêtes nutritionnelles nationales avec la méthodologie SMART, (Dec 2013 et sept 2016)</p> <p>Ligne de base et rapports de suivi</p>	<p>Observation</p>	<p>stratégie de ciblage</p> <p>Analyse de genre</p> <p>Analyse du niveau de participation dans la conception de l'IPSR</p> <p>Analyse de la faisabilité et adéquation du choix des activités/modalités d'assistance aux spécificités contextuelles du pays et culturelles des populations assistées</p>	<p>tégie du PAM (PRRO 200824).</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>1.2 (cohérence externe) 1-2-1 Dans quelle mesure les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert sont cohérents au regard des politiques nationales définies y compris les politiques et stratégies sectorielles et en matière de genre, et ;</p> <p>1-2-2 Dans quelle mesure les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert s'inscrivent dans une logique de complémentarité avec les interventions pertinentes conduites par les partenaires de l'action humanitaire et du développement ?</p>	<p>(1-2-1) Niveau d'adéquation des plans et objectifs stratégiques du PAM dans le pays avec les plans et objectifs du gouvernement en matière de nutrition, santé, réduction de pauvreté et résilience, sécurité alimentaire, genre et éducation, et autres acteurs humanitaires et de développement présents dans la région.</p> <p>(1-2-2) Degré de complémentarité et coordination des actions dans les zones d'intervention, par rapport aux types de population ciblée et choix des activités/modalités d'assistance IPSR du PAM et d'autres acteurs, notamment Gouvernement, UNICEF, FAO</p>	<p>Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015</p> <p>RAPPORT OMD 2010 DJIBOUTI Un Monde Meilleur pour Tous (Sept. 2010)</p> <p>Vision 2035 de Djibouti ;</p> <p>Cadre Politique et Stratégique du Programme National de Nutrition (2007) ;</p> <p>L'Initiative nationale pour le Développement Social (INDS 2008-2012) ;</p> <p>Rapport Annuel 2015 PRODERMO (World Bank - WB) ;</p> <p>Politique Nationale Genre 2011-2021 ;</p> <p>Draft document du programme conjoint Genre et autonomisation des femmes (2016) ; Protection and gender</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties prenantes clés (partenaires/non partenaires du PAM)</p> <p>Groupes de discussion avec les partenaires de mise en œuvre</p> <p>Groupe focaux avec la population assistée (hôte et réfugié), notamment pour les questions de genre</p> <p>Observation (niveau de coordination du PAM et autres</p>	<p>Analyse des synergies/ (non) duplication de l'IPSR avec les activités des autres acteurs dans les mêmes zones d'intervention</p> <p>Analyse de la complémentarité (ou gaps) des stratégies du PAM dans le pays et les priorités/politiques nationales</p>	<p>(1.2)</p> <p>Élevée (la principale source d'information ce sont les documents stratégiques dont l'analyse assure que la qualité de la preuve soit élevée)</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
1.2.(cohérence externe), cont.		<p>mainstreaming in WFP Djibouti (Oct. 2015);</p> <p>PNUAD/UNDAF (2013-2017)</p> <p>Cadre politique et stratégique du programme national de nutrition (Ministère de la Santé)</p> <p>Politiques du PAM en matière de genre (2015), nutrition (2012), de lutte contre le VIH et le SIDA (2010), partenariats (2014), filets de sécurité (2012/2004), protection (2012) et assistance humanitaire (2012), résilience et sécurité alimentaire (2015), de gestion et réduction du risque et désastres (2011), des transferts monétaires (2009), d'alimentation scolaire (2013)</p>	acteurs)		

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>1.3 (cohérence interne) 1-3-1 Dans quelle mesure les objectifs, le ciblage et le choix des activités et des modalités de transfert étaient harmonisés au moment de la conception du projet avec les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM et du système des Nations Unies et le sont demeurés au fil du temps.</p> <p>1-3-2 Notamment en matière de genre, comment les objectifs liés à l'autonomisation des femmes et l'égalité des femmes ont été inclus lors de la formulation de l'intervention en accord avec l'ODM 3 et d'autres engagements de l'ensemble du système des nations Unies ?</p>	<p>(1-3-1)</p> <p>Alignement/harmonisation entre la stratégie de l'IPSR, les autres opérations du PAM à Djibouti et les stratégies, les politiques et les orientations normatives du PAM. En particulier avec :</p> <p>Programmes : DEV 200498, IR-EMOP, IPSR 200293</p> <p>Stratégies : Stratégie PAM Djibouti, Stratégie PAM 2014- 2017</p> <p>Politiques du PAM</p> <p>(1-3-2)</p> <p>Niveau d'adéquation de la stratégie de l'IPSR aux normes les plus récentes du PAM et du système des Nations Unies.</p> <p>Niveau d'adéquation des objectifs de l'IPSR en matière de genre aux engagements du système des Nations Unies et notamment à l'ODM3.</p> <p>Nombre et proportion de femmes impliquées directement dans la conception et le ciblage des activités IPSR.</p>	<p>Autres documents de projets PAM (passés/actuels): Djibouti (IPSR 200293 ; DEV 200498 et évaluation; IR-EMOP)</p> <p>Politiques du PAM en matière de genre (2015), nutrition (2012), de lutte contre le VIH et le SIDA (2010), partenariats (2014), filets de sécurité (2012/2004), protection (2012) et assistance humanitaire (2012), résilience et sécurité alimentaire (2015), de gestion et réduction du risque et désastres (2011), des transferts monétaires (2009), d'alimentation scolaire (2013)</p> <p>La Stratégie Pays du PAM (2015-2017) et Plan Stratégique du PAM (2014-2017).</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties prenantes clés (partenaires/non partenaires du PAM)</p> <p>Groupes de discussion avec le personnel PAM, notamment en matière de genre</p> <p>Observation (niveau de coordination des unités du PAM)</p>	<p>Analyse de la complémentarité (stratégique et opérationnelle) des objectifs couverts par les différents programmes du PAM dans le pays</p> <p>Identification de gaps stratégiques ou opérationnels</p>	<p>(1.3)</p> <p>Élevée (la principale source d'information ce sont les documents stratégiques dont l'analyse assure que la qualité de la preuve soit élevée)</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>1.4 (Adéquation - modalités de transfert) Le choix des modalités de transfert (combinaison de transfert en vivres et monétaires) pour les réfugiés a-t-il été pertinent?</p>	<p>Adéquation de l'approche et objectifs de l'IPSR en termes de transferts monétaires à la réponse aux besoins prioritaires de la population réfugiée assistée.</p> <p>Qualité et adéquation de la logique d'intervention de l'IPSR et des activités pour achever les objectifs du programme</p> <p>Niveau d'adaptation de la modalité de transfert (% de transfert en vivres et monétaires) de l'IPSR aux besoins changeants de la population réfugiée assistée.</p> <p>Adéquation des rations (composition et quantité) aux coutumes et attentes de la population ciblée</p> <p>Adéquation des actifs créés à travers des activités 3A aux besoins des communautés</p> <p>Niveau de satisfaction des bénéficiaires avec les activités réalisées</p>	<p>SSSA (Mai et octobre 2015)</p> <p>SSAR/FSOM (Mai 2015, Oct. 2015)</p> <p>Etude de faisabilité du Programme de Transferts monétaires dans les camps de réfugiés de Ali Addeh et Holl Holl (Juin 2014)</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties prenantes clés (internes et externes, du domaine sécurité alimentaire et résilience)</p> <p>Groupes focaux avec la population réfugiée ayant reçu les différentes combinaisons de transfert en vivres et monétaires</p> <p>Observation</p>	<p>Analyse des objectifs conçus pour mener les activités IPSR de distribution alimentaire sous la modalité de transfert (analyse comparative des différentes combinaisons de transfert)</p>	<p>(1.4)</p> <p>Moyenne/ élevée</p> <p>(triangulation de plusieurs sources mais certaine dépendance de la disponibilité des données sur les résultats des activités sous la modalité de transfert)</p>
<p>1.5 (adéquation - modalité nutrition) Prenant en compte les nombreux défis auxquels fait face le PAM, la stratégie</p>	<p>Adéquation de l'approche et objectifs de l'IPSR en termes de nutrition à la réponse aux besoins prioritaires et particuliers des femmes, des hommes, des garçons et des filles.</p>	<p>SSSA (Mai et octobre 2015)</p> <p>rapports PDM et les rapports</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties</p>	<p>Analyse de la pertinence (réponse aux besoins)</p>	<p>(1.5)</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>du bureau de pays en matière de nutrition et son intention de recentrer ses activités sur la prévention de la malnutrition chronique à travers une panoplie de services fournis en collaboration avec d'autres institutions (dont l'éducation pour la nutrition et la sensibilisation aux pratiques d'hygiène) est-elle appropriée?</p>	<p>Niveau d'adaptation des activités de nutrition de l'IPSR aux besoins changeants de la population assistée.</p> <p>Niveau de pertinence de l'introduction des nouvelles activités en nutrition incluse dans les objectifs de l'IPSR (suite à l'IPSR 200293 antérieur), notamment celles visant la prévention de la malnutrition aiguë et la prévention des activités de malnutrition chronique</p>	<p>des JAM</p> <p>SSAR/FSOM,)Mai 2015, Oct. 2015)</p> <p>UNHCR Standardized Expanded Nutrition Surveys in Djibouti's Refugee Camps (Dec.2015)</p> <p>Données partenaires nationaux et internationaux (MdS, ONARS, UNHCR, UNICEF, autres)</p>	<p>prenantes clés (internes et externes, du domaine nutrition)</p> <p>Groupe focaux</p> <p>avec la population (réfugié et hôte) ciblée pour les activités de nutrition</p> <p>Observation</p>	<p>prioritaires) des objectifs de l'IPSR liés aux activités de nutrition</p> <p>Analyse de données</p>	<p>Moyenne/ élevée</p> <p>(triangulation de plusieurs sources mais certaine dépendance de la disponibilité des données sur les résultats en matière de nutrition)</p>
<p>1.6 (adéquation – Assistance technique au gouvernement)</p> <p>Examiner la pertinence du rôle du PAM en tant que fournisseur d'assistance technique au Gouvernement notamment dans le cadre des transferts électroniques (coupons ou monétaires).</p>	<p>Adéquation de l'approche et objectifs de l'IPSR en termes de renforcement des capacités du gouvernement</p> <p>Niveau d'adaptation des activités d'assistance technique au gouvernement dans le cadre des transferts électroniques aux besoins de la population ciblée.</p> <p>Niveau d'adaptation des activités d'assistance technique au gouvernement aux besoins et priorités du gouvernement et des populations assistées.</p> <p>Niveau de pertinence (y inclus le coût d'opportunité) du</p>	<p>Protection Assessment of the Djibouti Mixed Modality Cash/food Pilot (May 2015);</p> <p>WFP Djibouti Assessment Report of Voucher Transfer Modality in Djibouti (2010); Rapport sur les marchés urbains (Fev. 2011)</p>	<p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens parties prenantes clés (internes et externes, du</p>	<p>Analyse de la pertinence (y inclus le coût d'opportunité) du rôle du PAM en tant qu'assistant technique au gouvernement.</p>	<p>(1.6)</p> <p>Moyenne/ élevée</p> <p>(triangulation de plusieurs sources mais certaine</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
	rôle du PAM en tant que fournisseur d'assistance technique au gouvernement (face à d'autres rôles et responsabilité du PAM ou à d'autres possibles acteurs pouvant couvrir ce rôle.		<p>domaine CBT)</p> <p>Groupe focaux avec la population (réfugié et hôte) ciblée pour les activités de nutrition</p> <p>Observation</p>	<p>Analyse sur la relation/adéquation des activités d'assistance technique au Gouvernement, notamment celles relatives aux transferts électroniques les besoins prioritaires du Gouvernement et des populations ciblées et les activités</p>	<p>dépendance de la disponibilité des données sur les résultats en matière d'assistance technique au Gouvernement, notamment dans le cadre des transferts électroniques (coupons ou monétaires</p>
Question 2: Quels sont les résultats de l'opération?					
<p>2.1 (efficacité)</p> <p>Quel est le niveau de concrétisation des produits attendus (y compris le nombre de bénéficiaires secourus, ventilé par catégorie [femmes, filles,</p>	<p>Niveau d'adéquation entre les activités/résultats prévus et les activités/résultats atteints par catégorie de bénéficiaire et par type d'activité et modalité</p> <p>Niveau de couverture du nombre et proportion de bénéficiaires assistés (prévus vs atteints) et des zones géographiques attendues (prévues vs atteintes)</p> <p>Indicateurs corporatifs du PAM de produits (<i>outputs</i>)</p>	<p>SPR, 2015 (Results)</p> <p>Documents opérationnels : rapports de mission, annuels des partenaires de mise en œuvre ; rapports M&E ; données COMET</p>	<p>(Q2)</p> <p>Révision littéraire (des documents et des données sur</p>	<p>(Q 2)</p> <p>Analyse des résultats de chaque activité et modalité de l'IPSR</p>	<p>(Q 2)</p> <p>Moyenne</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
hommes et garçons] ?	par secteur	UNHCR Standardized Expanded Nutrition Surveys in Djibouti's Refugee Camps, 23 November-14 December 2015 FSMS bulletin DJI Octobre 2015 (SSSA), Mai 2015 et Oct 2015	les résultats) Entretiens parties prenantes clés, notamment les partenaires de mise en œuvre (ONG et organismes gouvernementaux) et PAM (unités sectorielles/ M&E, point focal)	afin de définir le niveau de réalisation des effets attendus (outputs et outcomes) Analyse de données locales similaires sur les effets des activités (eg. changement observé en comportement (si possible) ; incidence maladies enfance)	(la qualité de la preuve dépend en partie de l'existence de données à jour et comparables sur les résultats qualitatifs et quantitatifs des activités)
2.2 (Impact) 2-2-1 Dans quelle mesure les produits obtenus ont entraîné la réalisation des objectifs de l'opération, ainsi que les effets inattendus constatés, en mettant en évidence, le cas échéant, les différences selon les groupes, y compris les femmes, les filles, les hommes et les garçons ? 2-2-2 Dans quelle mesure les objectifs liés à l'amélioration de l'égalité entre les sexes et l'autonomie accrue des	Résultats (attendus et inattendus) désagrégés par an, catégorie de bénéficiaires et par type d'activité et modalité Indicateurs corporatifs du PAM de résultats (<i>outcomes</i>) Par secteur Degré de changements significatifs à long terme induit dans la population au-delà des résultats des interventions du fait des effets combinés des activités de l'IPSR ainsi que des activités des autres intervenants	SPR, 2015 (Outcomes) Cadre logique du projet Rapport homme/femme ou fille/garçon pour les objectifs visés, exemple : scolarisation, emploi, bénéficiaires distribution vivres et autres Politique nationale genre 2011-2021 République de Djibouti Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial Presentation du PNSA nov 19	Groupe focaux avec la population (réfugié et hôte) ciblée pour tous les types d'activités et modalités Observation		

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
femmes ont été atteints ?	Niveau d'atteinte (prévu vs réel) des objectifs d'amélioration de l'égalité entre les sexes et l'autonomie accrue des femmes par rapport aux moyens utilisés		(notamment dans sites de mise en œuvre, et dans une/plusieurs réunions de coordination des acteurs humanitaires et de développement)		
2.3 (coordination) De quelle façon les différentes activités menées dans le cadre de l'opération se complètent et sont en synergie avec d'autres opérations du PAM ainsi qu'avec les mesures prises par d'autres acteurs pour contribuer à la réalisation de l'objectif principal du PAM dans le pays ?	<p>Complémentarité entre l'ISPR et les autres programmes du PAM au niveau de la:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convergence géographique entre les activités - Complémentarité des activités <p>Complémentarité avec d'autres acteurs :</p> <p>Nombre d'initiatives conjointes (entre plusieurs acteurs de mise en œuvre)</p> <p>Proportion des activités exécutées de manière conjointe avec la participation des partenaires</p> <p>Nombre et type d'autres activités complémentaires exécutées par des partenaires</p> <p>Nombre d'organisations partenaires qui exécutent des activités complémentaires</p>	<p>Cadre de résultats stratégiques (2014-2017)</p> <p>Rapports de situation, des partenaires de mise en œuvre</p> <p>Rapports de partenariats, MoU</p> <p>Notes séance d'orientation 16062016, Organigramme Djibouti Janvier 2016, MoU WFP UNHCR, Organigramme Corridor cost share et Djibouti OPS, PVCluster, groupe sectorial nutrition (01/01/2016; 31/03/2016; 02/05/2016)</p>		<p>2-3 (coordination)</p> <p>Analyse comparative des activités menées par le PAM et ses partenaires et non partenaires (niveau de synergie)</p>	

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
	Complémentarité des activités				
<p>2.4 (durabilité)</p> <p>2-4-1-Quelle est l'efficience (et l'efficacité) de l'opération ?</p> <p>2-4-2- Quelle est la probabilité que les retombées de l'opération perdurent à son issue ?</p>	<p>Existence et qualité des stratégies de transfert des activités aux acteurs nationaux pour la prise en charge des besoins de populations.</p> <p>Apprentissage et utilisation des expériences similaires du PAM pertinentes au contexte djiboutien.</p> <p>Niveau d'appropriation du programme de la part des acteurs nationaux.</p> <p>Capacité technique, économique et institutionnelle des partenaires, notamment du Gouvernement pour prendre en charge les différentes composantes de l'IPSR</p>	<p>Proposition France 07052016_EN</p> <p>- Resource Update 3 April 2016</p> <p>Rapport sur l'usage Report on the use of CERF funds Djibouti</p> <p>Entretiens parties prenantes clés notamment avec PAM (unité 3A/résilience/ Nutrition) et ONG et partenaires gouvernementaux et ONG (travaillant sur 3A/résilience/ Nutrition)</p>		<p>(2-4-durabilité) Analyse de l'efficience de l'Opération et du niveau d'appropriation de l'Opération de la part des acteurs nationaux</p> <p>2-5) Analyse de la Résilience</p>	<p>(Q2)</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>2-5 (Résilience)</p> <p>2-5-1 Résilience (analysée à travers les résultats IPSR) : Quel est le niveau de réalisation de l'IPSR dans le cadre des activités 3A ? À quel point ces activités 3A contribuent-elles à un objectif de sécurité alimentaire mais aussi prévoient la création d'actifs communautaires (en relation avec la gestion de l'eau) avec le soutien technique de partenaires (FAO, FIDA, Banque Mondiale et Ministère de l'Agriculture) ?</p> <p>2-5-2 Résilience (analysée à travers les partenariats) Les partenariats du PAM devront être évalués, notamment ceux en relation avec les activités de résilience.</p>	<p>Niveau d'utilité des partenariats pour la réalisation des objectifs IPSR en matière de résilience</p> <p>Degré d'appropriation et d'autonomie des structures nationales et communautaires pour prendre la relève dans le future de la gestion des services fournis par l'IPSR</p>	<p>Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)</p> <p>Documents des partenaires de développement (FAO, FIDA, Banque Mondiale et Ministère de l'Agriculture)</p> <p>wfp271216-Executive Summary CFSVA 2014</p> <p>Evaluation version finale EFSA RAPIDE 2010 mars</p>	<p>Révision littéraire (des documents et des données sur les résultats notamment en 3A)</p> <p>Entretiens parties prenantes clés notamment avec PAM (unité 3A/résilience) et ONG et partenaires gouvernementaux et ONG (travaillant sur 3A/résilience)</p> <p>Groupe focaux avec la population (réfugié et hôte) ciblée pour les activités 3A et autres visant la résilience</p> <p>Observation</p>		<p>(Q2)</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>2-6 Distributions générales Dans quelle mesure l'introduction d'un ciblage basé sur la vulnérabilité des ménages et la fourniture d'une assistance alimentaire régulière à ces ménages vulnérables ont-ils eu un impact sur l'efficacité et l'efficience de l'opération?</p>	<p>Critères de vulnérabilité et système de contrôle sur leur application.</p> <p>Niveau d'impact sur l'efficacité et l'efficience de l'opération grâce à la fourniture régulière d'une assistance alimentaire à travers les distributions générales aux ménages vulnérables.</p>	<p>SSSA (Mai et octobre 2015)</p> <p>rapports PDM et les rapports des JAM</p> <p>SSAR/FSOM) Mai 2015, Oct. 2015)</p> <p>Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)</p>	<p>Révision littéraire (des documents et des données sur les résultats notamment en distributions générales)</p> <p>Entretiens parties prenantes clés notamment avec PAM (unité assistance alimentaire) et ONG et partenaires gouvernementaux et ONG</p> <p>Groupe focaux avec la population ciblée pour les activités de distribution générale</p> <p>Observation</p>	<p>Analyse coût- efficience</p>	

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
Question clé 3: Pourquoi et comment l'opération produit-elle les résultats observés?					
<p>3-1 (facteurs internes)</p> <p>A quel point les facteurs internes (sur lesquels le PAM peut agir) ont-ils affectés les résultats observés, notamment ?</p> <p>3-1-1 Les processus, systèmes et outils en place pour appuyer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'opération, et l'établissement des rapports correspondants;</p> <p>3-1-2 La structure de gouvernance et les dispositions institutionnelles (y compris les aspects concernant les effectifs, les capacités et</p>	<p>Niveau d'adéquation des mécanismes d'intervention du PAM à l'atteinte des résultats observés</p> <p>Mobilisation des fonds et des ressources</p> <p>Degré d'optimisation des ressources (moyens humains, matériels, financiers, organisationnels et fonctionnels</p> <p>Performance du PAM</p> <p>Coûts associés aux partenaires</p> <p>Qualité et efficacité lors de l'exécution du programme, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procès de planification et respect des délais dans l'exécution des activités - Adéquation des protocoles et accords institutionnels, processus de prise de décisions et limitations dans la gestion - Logistiques et approvisionnement (transport, stockage, gestion du pipeline, etc.) - Qualité et limitations des partenariats, capacité des partenaires - Qualité et utilisation des guides normatifs pour la mise en œuvre des activités par composante de l'IPSR 	<p>Documents opérationnels du PAM et des partenaires de mise en œuvre, documents de planification institutionnelle, documents de suivi, budget de l'IPSR et rapports financiers, MoU avec les partenaires</p> <p>Resident/Humanitarian coordinator Report on the Use of CERF funds Djibouti, Un derfunded emergency round 2014</p> <p>Représentant du PAM et Chef de Programme</p>	<p>(Q 3)</p> <p>Révision littéraire</p> <p>Entretiens semi-structurés notamment avec le personnel du PAM (BP), partenaires de mise en œuvre et bailleurs</p> <p>Groupes focaux</p> <p>Observation</p> <p>Séances de restitution sur les résultats préliminaires de</p>	<p>(Q3)</p> <p>Analyse quantitative et qualitative des facteurs</p> <p>Triangulation</p> <p>Validation</p>	<p>3-1 (facteurs internes)</p> <p>Élevée</p>

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>l'appui technique offert par le bureau régional/le Siège);</p> <p>3-1-3 Les arrangements relatifs aux partenariats et à la coordination, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de la gestion administrative et financière (adéquation des procédures) - Cout de l'opération en relation aux bénéfices générés - Qualité et efficacité des systèmes de suivi et évaluation - Qualité et type d'appui reçu par le BP, BR et HQ - Adéquation et compétences du staff PAM - Participation dans des mécanismes de coordination sectorielle. <p>Analyse du <i>Value for Money</i>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valeurs Alpha et Omega comparées aux transferts modalités et analyse du cout des produits importés vs produits localement. - Adéquation de la prévision des ressources - Evolution de la ligne budgétaire Direct Support Cost - Analyse des couts des partenariats contre les services proportionnés - Timeliness: gestion du cycle de distribution et efforts fait pour éviter excès de couts <p>(3-1-3) Niveau d'échange préliminaire du PAM avec les autres acteurs intervenant dans les mêmes zones IPSR lors de la conception et durant la mise en œuvre de l'IPSR</p>		l'évaluation		

Sous-question	Mesure / Indicateur	Principales sources d'informations	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	La qualité de la preuve
<p>3.2 (facteurs externes)</p> <p>A quel point les facteurs extérieurs (sur lesquels le PAM ne peut influencer) ont-ils affectés les résultats observés, notamment ?</p> <p>3-2-1 L'environnement opérationnel externe; (contexte politique, sécuritaire, besoins des populations fluctuants, stratégies nationales; etc.);</p> <p>3-2-2 L'environnement financier (perceptions et appui des donateurs, facteurs géographiques, les facteurs positifs ou négatifs extérieurs (niveau des coûts, etc.)</p>	<p>Capacité d'adaptation aux facteurs externes</p> <p>Facteurs déterminants des résultats non prévus par le PAM mais observés au court de ce programme ; et comment ils ont influencé la situation conjoncturelle du programme.</p> <p>3-2-1 description des changements dans l'environnement opérationnel et estimation de leur effet ; description des mesures prises par le bureau PAM pour adresser ces défis. Notamment par rapport à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contexte politique, économique, institutionnel et de sécurité (à Djibouti et dans les pays d'origine des réfugiés) -Aléas climatiques - Évolution de la sécurité alimentaire - Facteurs liés à la situation des femmes et filles - Autres problématiques qui affectent aux populations bénéficiaires - Efficience des systèmes de santé et éducation nationale - Situations d'ordre socio- culturelle et comportement des populations bénéficiaires. - Accès aux bénéficiaires - Communication et infrastructure -Décisions et priorités des bailleurs des fonds, partenaires et Gouvernement. 	<p>3-2-1 rapports de situation, stratégies nationales</p> <p>3-2-2 Documents financiers, des bailleurs, révisions budgétaires, études de marché</p> <p>Bulletin002_Mars2016VF (1)</p> <p>Mission Report Djibouti Jan 2016 draft</p> <p>Resource Update 3 April 2016</p> <p>internal Sitrep WFP 05 26 2015</p> <p>PIPELINE Djibouti PRRO 200824 - May 2016</p> <p>Objectifs du Développement Durable (ODD) : Programmation de Djibouti.</p>			<p>3-2 (facteurs externes)</p> <p>Moyenne/ Haute</p> <p>(il existe la principale difficulté d'attribuer le niveau de réussite / échec d'un résultat à l'influence de facteurs externes indépendants de la volonté du PAM)</p>

Annexe 3 : Personnes Consultées

Institution /Site	Nom	Position
ACF	Isabelle Yahiaoui	ACF Directrice Pays
ADDS (Obock)	Mohamed Moulah	à compléter (BP)
ADDS (Obock)	Mères conseillères	
ADDS	Souleikha Mouhamed	Coordinatrice nutrition
Secrétaire d'État chargé des Affaires Sociales (SEAS)	Efrah Ali, Amina, Mouna	Représentante
Secrétaire d'État chargé des Affaires Sociales (SEAS)	à compléter (BP)	Secrétaire Général
AHA	Alfred	Infirmier, Camp de Markazi
AHA	Abdulah Rahman Ibrahim	Enregistrement nutrition (centre nutrition du camp Holl Holl)
AHA	Robleh Osman	Coordinateur nutrition
AHA	Yatya Ahmed	Suivi nutrition (centre nutrition du camp Holl Holl)
CMH (Obock)	Dr Warsamaah	Interimaire
Délégation Union Européenne	Francisco Jose PUIG VARA et Kajsa	Directeur Programme, Chef de la Section Coopération
DRC	Marwa Said	Chargé de programme
EVA	Ahmed Ali Mohamed	Président, Coordinateur des programmes FFW
FAO	Abdoulkader	Communications et informations
FAO/IGAD	Emmanuelle	Country Director and representation
FAO	Ibo	Sécurité Alimentaire
FAO	Omar	à compléter (BP)
FAO	Tarwa Hamze	Communications et informations
FAO	Usman	Operations
Japon	Tatsuo ARAI	Ambassadeur
Ministère de la Santé	à compléter (BP)	Secrétaire Général
Ministère de la Santé	à compléter (BP)	Directrice de la Direction de la Santé Mère et Enfant (DSME)
NRC	David	Directeur Pays
OIM	Ali Al Jefri	Responsable OIM Obock
OMS	Aicha Taybi	Consultante nutrition, MCH, urgences
ONARS	Basra Ahmed	administratrice, Camps Ali-Addeh
ONARS	Houssein Mohamed Chardi	Adjoint du Secrétaire Exécutif
ONARS	Mohamed Abdallah,	chef de camps, Camps Ali-Addeh
ONARS	à compléter (BP)	Directeur Adjoint
PAM (Tadjourah)	Abdalah	Responsable PAM
PAM	Adel SALEH	Admin/Finance/Procurement
PAM	Ali Aden	M&E, VAM

Institution /Site	Nom	Position
PAM	Etienne LABANDE	Chargé de Programme et secteurs Livelihoods, Protection Sociale
PAM	Espérance NTEZUKOBAGIRA	Unité Programme DEV/ School Feeding
PAM	Dato	Responsable bureau Obock
PAM	Hasna	Chargé du programme nutrition
PAM	Houmed GABA	Chargé de programme Réfugiés, Distribution générale
PAM	Jacques HIGGINS	Country Director
PAM	Magda Chaher	HR
PAM	Marie-Christine PIPET	Consultante VIH
PAM	Mohamed Dato	moniteur du projet e-voucher, Site du projet e-voucher à Balbala (Quartier Nassibwanag)
PAM (Abaitou, Dikhil)	Moniteurs	
PAM (Dikhil)	SAADA	Monitrice PAM
PAM	Souleiman	Budget programming officer
PAM	à compléter (BP)	Responsable Logistiques
PRODERMO	Ahmed	Coordinateur projet PRODERMO à Dikhil
Qatar Charity Djibouti	Mohamed Al Waei	Country Director
UNFD (Balbala)	à compléter (BP)	à compléter (BP)
UNFPA	Aicha	Représentante
UNHCR	Jeremie KOUAKENE	WASH officer, Camps Ali-Addeh
UNHCR	Mohamed Mahdi	Staff, Camps Ali-Addeh
UNHCR	Paul Ndaitouroum	Représentant
UNHCR	Salim	Responsable HRC
UNICEF	Djanabou Mahondé et Dina Rakotoharifetra	Représentante et adjointe
UNICEF	Kalil Sagno	Sante et Nutrition
Ali Sabieh	à compléter (BP)	Préfet
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh Centre de Nutrition)	Mustapha Ahem	Superviseur nutrition
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh)	Haga	sage membre des leaders du camps
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh)	Moussa	membre des leaders du camps
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh)	Membres des leaders du camps (groupe d'hommes)	
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh)	Jeunes filles bénéficiaires des vivres à emporter	
Ali Sabieh (Camp Ali-Addeh)	Groupe de discussion mixte	
Dikhil	à compléter (BP)	Préfet
Dikhil	Youssouf Ali,	1er Adjoint au Préfet

Institution /Site	Nom	Position
Dikhil	Kori et Cheikh Sabir	2 femmes du comité
Dikhil	Hasna, Cheikh SABIR)	Membre du comité de distribution
Dikhil (Abaitou)	Ali Guelleh	Chef du village
Dikhil (Galamo-Affasso)	Said Moussa	agent communautaire
Dikhil (Galamo-Affasso)	Groupe discussion	
Dikhil (Poste de santé GALLAMO)	à compléter (BP)	Infirmier-major
Dikhil (Poste de santé GALLAMO)	Femmes beneficiaires	
Djibouti Ville (Site du projet e-voucher à Balbala (Quartier Nassibwanag)	Femme bénéficiaire du projet	
Djibouti Ville	Youssouf Hassan Nouho	Président de Balbala
Obock	à compléter (BP)	Préfet
Obock (Camp de Markazi)	Ali	Leader d'un secteur du camp de Markazi
Obock (Camp de Markazi)	Hassan Dini	Leader d'un secteur du camp de Markazi
Obock (Camp de Markazi)	Groupe discussion femmes	
Obock (Godoria)	Bénéficiaires 3A	
Tadjourah	à compléter (BP)	Préfet
Tadjourah (Dorra)	Abdallah	à compléter (BP)
Tadjourah (Dorra)	Groupe de discussion	
Tadjourah (IDEYTA)	Abdo	Membre du comité
Tadjourah (IDEYTA)	Comite de gestion	
Tadjourah (OTHOYE)	Mohamed Ali Hamadou	Chef du village
Tadjourah (Kalaf)	Moussa	Infirmier-major
Tadjourah (Randa)		Représentante des femmes bénéficiaires
Tadjourah (Sagalou) CDS	Mme Hawa Mohamed	matrone
à compléter (BP)	Nima Ahmed	Logistic officer
à compléter (BP)	Amina Ahmed Warsam	Directrice de la Solidarité
à compléter (BP)	Youssouf Nouho	Président de la commune de Balbala
à compléter (BP)	Nasib Wanak	Conseil du quartier et bénéficiaires

Annexe 4 : Méthodologie, priorités d'analyse et ses défis:

1. Analyse de l'efficacité et l'efficience: d'après les TdR, « il pourrait se révéler difficile de répondre à la question 2 en partie du fait: i) de l'absence de données de référence pour certaines activités, qu'il faudra reconstituer à partir de constatations issues de divers rapports d'analyse; et ii) de lacunes dans les données relatives à l'efficience». Dans la mesure du possible, l'équipe visera à réduire ce risque en reconstituant les données, en faisant usage de plusieurs rapports, comme suggéré. Or, il s'avère très nécessaire de recevoir quelques données et documents additionnels sans lesquels l'analyse complète attendue ne sera pas possible.

2. Analyse de l'impact de la réponse du PAM: l'évaluation se concentrera principalement sur les résultats (*outcomes*) pour la période considérée tout en tirant quelques conclusions sur la manière dont ces résultats contribuent à des changements/améliorations à long terme et durables dans la vie et statut social des personnes ciblées.

3. Analyse de la résilience: Il est important de noter que dans la conception de l'IPSR, seules les activités de « Assistance Alimentaire pour la Création d'Actifs » étaient destinées à avoir des objectifs dans le domaine de la résilience.¹ D'autre part, l'équipe cherchera à identifier des activités autres que 3A qui contribuent également à la résilience afin de mettre en évidence tous les efforts que le PAM a fait dans ce domaine dans le cadre de l'IPSR, et d'informer l'orientation future sur ces activités. Par exemple, il est apparu que d'autres activités partageaient ce même objectif, comme c'est le cas des activités dénommées « Vivres Contre Travail ». Ce genre d'activités a connu une transformation², en particulier dans les objectifs à atteindre; alors que l'on cherchait auparavant à assurer la sécurité alimentaire des populations et laisser une trace durable dans le pays, les objectifs actuels impliquent de demander aux populations les éléments qui leur manquent et améliorer, grâce aux partenariats mis en place, et aux complémentarités, les conditions de vie où la sécurité alimentaire des populations reste un défi. Les résultats se mesurent désormais en termes de créations d'actions et pas seulement en termes d'éducation pour la sécurité alimentaire. L'évaluation assurera la prise en considération de ces aspects.

4. Analyse des filets de sécurité/protection sociale et du renforcement des capacités du Gouvernement: Le Gouvernement doit mettre en place des lignes de protection sociale (comme l'assurance maladie), ainsi que d'autres initiatives bénéfiques du point de vue de la protection sociale de la population. En ce qui concerne les stratégies de sortie du PAM dans le pays, peu d'initiatives avaient été mises en place jusqu'à maintenant mais il est vrai qu'il y a eu une certaine reprise des activités du Gouvernement. En particulier dans le cadre de l'approche des activités de « Vivres Contre Travail », un travail significatif a été fait par exemple avec le Ministère des Affaires Sociales sur la base du « Registre National de la Pauvreté », financé par la

¹ Notes du BR en réponse à la demande de clarification de l'équipe d'évaluation en ce qui concerne les attentes de l'évaluation.

² Idem.

Banque Mondiale, qui, après avoir été utilisé par le Gouvernement a servi au PAM d'indicateur proxy pour le ciblage des personnes en situation d'insécurité alimentaire grâce au critère de pauvreté utilisé pour les milieux urbains.

5. L'évaluation va tenir compte de ces récentes initiatives et garder en tête les analyses clé de transfert au Gouvernement, de renforcement de leur capacité et des stratégies de sortie annexes prévus par le PAM. Enfin, des analyses seront produites sur les formes sous lesquelles les filets de sécurité et de protection sociale peuvent être introduits dans la dernière année de l'IPSR du PAM. Ceci dans le but d'introduire un moyen de réduire l'insécurité alimentaire et d'augmenter la résilience des populations.

6. Analyse du genre: Pour analyser les questions de genre et les intégrer adéquatement dans l'analyse globale, les TdR indiquent que « l'équipe procédera à un examen critique de l'évaluabilité des aspects de l'opération ayant trait à la problématique hommes-femmes et répertoriera les difficultés connexes ainsi que les mesures d'atténuation à envisager et déterminera si d'autres indicateurs seront nécessaires afin d'intégrer la dimension de l'égalité entre les sexes et l'autonomie accrue des femmes dans l'analyse». Cette analyse pose un défi surtout s'il n'y a pas de données disponible suffisantes pour approfondir l'analyse et assurer une bonne intégration de la dimension de l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes. En effet, les indicateurs corporatifs du PAM en matière de genre se limitent principalement à quantifier la participation des femmes dans la conception, mise en œuvre et évaluation des programmes du PAM. Or, ils ne capturent pas les aspects liés aux structures de pouvoir, ni aux changements dans les rôles de genre.³

7. Dans la mesure du possible, l'équipe émettra des recommandations visant le renforcement du système de suivi et évaluation avec d'autres indicateurs supplémentaires. Aussi, l'évaluation essaiera de réduire la limitation due à l'insuffisance de données (quantitatives), en renforçant le côté qualitatif de cette analyse à travers les entretiens avec les parties prenantes et avec l'utilisation des documents de référence clé tels que la politique du PAM en matière de Genre, la note technique, 'Good Practice on Integrating GEWE⁴ in Evaluation' et 'Meta-Assessment of Gender Integration in WFP's Evaluations (2015).

8. Analyse de l'alimentation scolaire: Les activités IPSR d'alimentation scolaire se réduisent à la distribution de rations sèches à emporter pour les filles dans les camps de réfugiés au sud du pays. L'équipe profitera du fait qu'en septembre, il y aura l'évaluation à mi-parcours du projet DEV qui cible toutes les écoles en milieu rural pour donner assistance dans ce secteur. L'équipe essaiera de s'entretenir avec les

³ "It is generally recognized within the PRRO Project Document that all activities should be gender sensitive. However, there have not been any specific gender studies to show the underlying factors of the existing power structures and the impacts on the efficiency and effectiveness of the PRRO and on food security in general. Likewise, the exact meaning of gender within the PRRO remains unclear. Most, if not all discussions about gender refer to the role of women and more often than not to quantitative issues, for instance how many women versus men participate in PRRO activities with little attention to the fact that gender is about equal opportunities for men and women and girls and boys and should not be seen as a 50:50 issue" WFP Somalia PRRO 200443 Evaluation "Strengthening Food and Nutrition Security and Enhancing Resilience" L. Poulsen et al, 2015, para 86.

⁴ Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes.

évaluateurs du projet DEV et de compter sur les résultats préliminaires de l'évaluation à mi-parcours (normalement pour fin octobre) pour enrichir l'analyse de l'IPSR. Une JAM est aussi prévue en septembre 2016, ce qui représentera une nouvelle source d'information très utile. En général, l'évaluation traitera l'analyse du secteur de l'alimentation scolaire sous les angles des objectifs en éducation nutritionnelle et en matière de genre et de filet de sécurité.

9. Analyse de la nutrition: L'évaluation de la réponse prend en considération le rôle de l'apport en vivres pour l'état nutritionnel, surtout la malnutrition aiguë dans les zones géographiques du projet où les taux de MAG étaient les plus élevés (Obock, Dikhil). Le lien avec la protection sociale (santé, éducation) est un autre aspect important. Au niveau national il semble y avoir peu de coordination entre les ministères de la santé et du Secrétariat d'Etat chargé des affaires sociales. Sur le terrain, l'UNICEF a essayé d'établir le lien nutrition-protection sociale à travers les mères conseillères mais leur appartenance reste à clarifier.

10. En dehors des camps il n'y a pas de dépistage actif de la malnutrition. En général l'approche communautaire sera difficile en cas de manque de coordination entre les acteurs. Les données de suivi pour la population rurale viennent des centres de santé à travers le ministère de la santé et le programme de nutrition. Le système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM fait également un suivi de l'état nutritionnel par la mesure du périmètre brachial dans les zones rurales du projet (2-3 fois par an). Les données de base pour la nutrition sont surtout celles de SMART (2013) et du AGVSAN.⁵ L'efficacité du traitement MAM en zone rurale est un sujet à revoir avec les nutritionnistes du PAM (BR). Le traitement MAM dans les camps était faible parce que tardif : cela dépend cependant des camps et des efforts ont été fournis depuis la dernière année – le traitement dans le camp de Markazi était plus systématique car les bénéficiaires ne sont pas nombreux mais dans Ali Addeh, par exemple, ils sont plus nombreux, ce qui peut compliquer le dépistage et le suivi actif. Comme les réfugiés sont dépendants de l'assistance humanitaire pour leur survie, l'évaluation devra mettre l'accent sur l'impact des différentes activités du PAM dans les camps. Il sera aussi d'intérêt pour les parties prenantes de regarder les facteurs causaux du délai dans les activités de prévention de la malnutrition en dehors des camps.

11. Les pratiques défaillantes de nutrition infantile comptent parmi les causes de la malnutrition. Les raisons pour lesquelles le taux d'allaitement exclusif est faible ne sont pas bien connues (donc difficile à agir dessus pour la prévention). L'OMS, l'UNICEF et le FNUAP peuvent avoir plus de données.

12. L'aide alimentaire aux personnes vivant avec le VIH et souffrant de TB est aussi un aspect à évaluer puisque le PAM a l'intention de changer la formule d'assistance afin de réduire le risque d'exclusion sociale de ces personnes.

13. Il est important de considérer le rôle du PAM au Djibouti dans l'avenir proche, étant donné que le pays est classé comme « pays à revenu intermédiaire ». Pourtant

⁵ PAM 2014, mesures anthropométriques Obock seulement.

47% des enfants souffrent de malnutrition chronique. Il faudra évaluer la pertinence de l'orientation actuelle du projet PAM qui reflète une urgence nutritionnelle en zone rurale, et réfléchir à une approche plus développementale.

14. Finalement, il faut noter que l'évaluation inclura bien sûr d'autres priorités d'analyse, par exemple, l'analyse centrale de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, de la durabilité des résultats acquis ou des facteurs qui influent sur les résultats. Or, celles-ci ne posent pas pour l'instant des défis particuliers.

Annexe 5 : Méthodes et outils de collecte des données

1. La collecte d'information pour l'évaluation se fait à travers un ensemble d'outils et d'approches qui assurent une bonne triangulation des sources et vise à une vue d'ensemble.

2. De manière générale, en ce qui concerne les sources (quantitatives et qualitatives), l'équipe d'évaluation se basera à la fois sur des données quantitatives et des données qualitatives collectées pour mesurer les indicateurs proposés dans la matrice d'évaluation. En effet, l'évaluation utilisera d'un côté les données brutes (quantitatives) qui existent déjà⁶ afin d'identifier les différences de résultats par sites, modalités et activités et par type de bénéficiaire. Ceci nous permettra de faire des analyses comparatives en essayant, dans la mesure du possible, de trouver des liens de causalité entre les objectifs et les facteurs (internes et externes) et les résultats obtenus.

3. De l'autre côté, vu que les indicateurs proposés sont principalement des indicateurs qualitatifs, l'équipe utilisera comme méthodes de collecte d'informations (qualitatives), la révision littéraire, mais surtout les entretiens individuels, les groupes de discussion et les groupes focaux avec les parties prenantes clé. La méthode participative des groupes de discussion (avec les partenaires de mise en œuvre) et des groupes focaux (avec les bénéficiaires) permet de renforcer l'approche de la triangulation et par conséquent la qualité des preuves. L'équipe d'évaluation restera bien sûr attentive à d'autres éléments pertinents à analyser qui apparaîtront au cours de la mission de terrain.

4. Les principales méthodes et outils à utiliser sont décrits à continuation de manière détaillée:

- La révision littéraire: L'analyse de la documentation et des données secondaires (informations reçues des bureaux de pays du PAM ainsi que d'un large éventail d'autres documents qui sont obtenus à partir des principales parties prenantes et par une recherche interne). L'examen des documents sera un élément clé dans la reconstitution de la façon dont l'intervention a été conçue ainsi que des objectifs stratégiques et opérationnels qui ont servi de base de l'IPSR. La qualité des données disponibles dépendra de la consistance et cohérence des mécanismes de suivi au cours de la période d'évaluation. L'équipe mettra l'accent sur une révision littéraire aussi systématique et structurée que possible ; et qui compte sur l'appui essentiel du PAM pour fournir la plupart des informations secondaires.

- Les Entretiens individuels semi-structurés et les groupes de discussion sectoriels ou thématiques fourniront des informations détaillées sur les questions clés qui sont décrites dans la matrice d'évaluation. Les entretiens et groupes de discussion seront utilisés pour valider des hypothèses, identifier les causalités et combler les lacunes

⁶ Les principales sources d'informations quantitatives sont les rapports de suivi, le SPR, et les fichiers pipeline, c'est à dire les données provenant du système de suivi du PAM et de ses partenaires, mais aussi celles provenant d'autres institutions étatiques telles que le Ministère de la Santé ou le Ministère des affaires Sociales. Voir matrice d'évaluation en annexe pour une description détaillée des sources à utiliser pour répondre à chaque question d'évaluation.

d'information. Ils seront menés avec un éventail d'informateurs clés au niveau national et au niveau du terrain dans les camps de réfugiés et sites d'accueil. Les informateurs incluent : 1) le personnel du PAM, 2) d'autres agences des Nations Unies, 3) les entités au sein des gouvernements (en particulier celles qui sont engagées dans la gestion et analyse de la situation des réfugiés, le genre, la sécurité alimentaire, la nutrition, l'alimentation scolaire et la résilience aux chocs), 4) les principaux bailleurs de fonds internationaux de l'IPSR, 5) les partenaires de mise en œuvre de l'IPSR et/ou d'autres programmes du PAM (l'IPSR 200293 précédent, IR-EMOP, projet DEV) et 5) les non-partenaires de mise en œuvre pertinents qui travaillent dans les zones d'exécution de l'IPSR. Les questions sont tirées du cadre d'évaluation, et sont regroupées par type de partie prenante. Cette approche facilitera la comparaison croisée entre les différents groupes de personnes interrogées.

5. La consultation aux bénéficiaires, au cours des visites dans les camps de réfugiés et les sites d'accueil, et les villages voisins des communautés hôtes, visera à évaluer la façon dont les différentes activités sont exécutées dans la pratique. Des groupes focaux seront organisés avec des groupes représentatifs de réfugiés/villageois qui sont informés sur les activités du programme IPSR. Les groupes focaux seront organisés par type de bénéficiaire (groupe de femmes, enfants, hommes, personnes les plus vulnérables, les chefs...) afin de permettre une collecte de données qui saisisse la manière dont les résultats de l'IPSR affectent de manière distincte à chaque groupe. Les groupes les plus vulnérables nécessitent un traitement particulièrement sensible et l'équipe d'évaluation sera sûre de respecter la confidentialité des participants et garantir leur sécurité. Les processus de consultations sont aussi l'occasion de dédier une attention spéciale à la participation des femmes et renforcer leur autonomie, ainsi que celle des autres groupes vulnérables. Le guide de questions pour les groupes focaux sera aussi tiré du cadre d'évaluation et adapté au contexte et situation des réfugiés et populations d'accueil, qui demeurent des informateurs absolument clés.

- En outre, lors des visites, l'équipe d'évaluation aura des discussions séparées avec les partenaires de mise en œuvre, et fera aussi usage de la méthode de l'observation, particulièrement si l'équipe a l'occasion de témoigner une ou plusieurs activités IPSR en cours.

6. Pendant et après le processus de collecte des données, l'équipe se chargera d'analyser l'information par moyen de la méthode de triangulation, le but étant de construire une vision commune aux informateurs clé de l'évaluation basée sur les preuves. L'analyse des preuves est l'élément essentiel parmi les efforts de collecte de données car elle identifie les tendances globales des modalités d'assistance du PAM. L'accent sera mis sur l'obtention d'une compréhension approfondie du contexte, de la pertinence et des résultats obtenus de l'IPSR et de l'analyse des facteurs internes et externes qui ont influencé le niveau d'efficacité et d'effectivité de l'Opération. Finalement, la manière dont ces facteurs ont apporté un changement réel pour les bénéficiaires sera une autre priorité d'analyse.

7. Dans le processus d'analyse (de terrain et pendant l'étape de rédaction), l'équipe cherchera toujours la validation croisée de l'information reçue.

8. Les preuves seront triangulées en comparant les informations obtenues:

- À partir de différentes sources (niveaux ou organismes);
- Par différents outils, entretiens, discussions de groupe, groupes focaux, révision littéraire, observation directe;
- Par zone géographique (pour vérifier que les problématiques rencontrées ne sont pas seulement utiles ou pertinentes à un contexte/pays spécifique);
- Au fil du temps (pour vérifier que les questions ne sont pas seulement spécifiques à une période donnée).

9. À la fin des visites dans le pays, des séances de restitution seront tenues. Une première séance interne sera dirigée au PAM (BE, BR et BP), et une deuxième séance externe aux parties prenantes pertinentes. Ici, l'accent sera mis sur une analyse et une discussion plus approfondies des résultats préliminaires de l'évaluation. L'équipe d'évaluation veut promouvoir et attend la participation active des parties prenantes (internes et externes), l'objectif étant non seulement de présenter les résultats préliminaires mais aussi de discuter en profondeur afin d'atteindre un consensus/pré-validation des preuves et conclusions clé autours desquels devraient reposer les recommandations. Dans la mesure du possible et en ligne avec l'approche Redevabilité Envers les Populations Affectées (AAP, en anglais)⁷, l'évaluation essaiera d'inclure cette même dimension de pré-validation de la part des populations vulnérables consultées sur les preuves clé de l'évaluation.

10. À l'issue de la phase de terrain, l'équipe travaillera conjointement sur la préparation du rapport d'évaluation en ligne avec les guides EQAS pour les évaluations d'opération

⁷ Plus connu sous sa dénomination anglaise : 'Accountability to Affected Populations' (AAP)

Annexe 6. Profil de la question de genre dans les différents secteurs de la société djiboutienne

Politique Nationale de Genre 2011 - 2021

République de Djibouti

1. Contexte Socioculturel

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes
<p>La femme a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique: elle réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et autres membres de la famille</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration de la scolarisation des filles et de la formation des femmes 2. Existence d'un mouvement associatif engagé pour soutenir la promotion du leadership des femmes et défendre la pleine jouissance de leurs droits sociaux, économiques et politiques. 3. Loi sur le quota qui instaure une discrimination positive pour soutenir une plus grande représentation des femmes dans les instances de décision 4. Meilleure perception par les leaders coutumiers, des avantages liés à l'équité et à l'égalité de genre notamment dans les régions. 	<p>Facteurs socioculturels:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Système patriarcal et patrilinéaire: l'homme a une position social dominante dans la famille et dans la communauté et la femme a un statut de subordination à l'homme 2. L'éducation et la socialisation déterminent la division du travail par sexe (dans la famille, la société, les rôles et responsabilités) 3. Stéréotypes et préjugés: corroborent les valeurs et normes édictées par la communauté et de perpétuent les inégalités entre les sexes.

2. Services sociaux de base : Education Formelle

Éducation et santé, essentiels au développement du capital humain et à l'eau et à l'énergie)

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes	Raisons des problèmes	Défis
Nets progrès dans le primaire où l'indice de parité est 0.98 (2009), enseignement moyen où indice de parité de 0.70 (2009) et professionnel/technique avec taux de scolarisation de 40 à 46% (de 2007 à 2009).	Le maintien des filles à l'école	Résistances culturelles par rapport à l'école, pauvreté des ménages, mariages précoces ⁸ , grossesses non désirées, insuffisance de l'offre scolaire et des infrastructures d'accueil, vulnérabilité des filles appelées à poursuivre leurs études loin du domicile familial et une faible implication des parents dans la gestion de l'école	Limitations d'accès et d'accessibilité en particulier dans les zones rurales et les localités reculées.

2. Services sociaux de base : Education non-formelle

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes	Défis
Le taux d'analphabétisme des femmes reste encore élevé: 52,5% contre 34,1% pour les hommes	Situation de la femme djiboutienne marquée par une charge ménagère excessive et une faible disponibilité de temps pour participer aux programmes d'alphabétisation.	Limitations d'accès et d'accessibilité en particulier dans les zones rurales et les localités reculées.

⁸ Le mariage précoce est encore une pratique qui s'observe à Djibouti et ce, malgré la loi portant sur le Code de la Famille qui fixe l'âge du mariage à 18 ans pour les deux sexes. Ainsi, l'EDIM 2006 révèle que parmi les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, 2,8% ont été mariées avant l'âge de 15 ans, 9,5% se sont mariées avant l'âge de 18 ans et 4,2% sont actuellement âgées de 15 à 19 ans. Il renseigne sur l'ampleur des besoins spécifiques et pratiques des jeunes et des femmes dans les domaines de la scolarisation, de la santé de la reproduction, de l'emploi et de la protection sociale

2. Services sociaux de base : Santé

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Raisons des problèmes	Défis
<p>État de santé préoccupant:</p> <p>1. Taux global de fécondité général élevé: indice synthétique de fécondité de 4,2 (PAPFAM 2002)</p> <p>2. Taux de mortalité maternelle encore trop élevé: 546 décès pour 100 000 naissances vivantes (PAPFAM, 2002)</p> <p>3. Prévalence des MGF (93,1% chez les femmes âgées de 15 à 49 ans)</p> <p>4. Vulnérabilité au VIH/SIDA: chez les adultes de 15-49 ans, est de 3,3% chez les femmes contre 2,5% chez les hommes</p> <p>5. Prévalence des violences fondées sur le genre en constante progression</p>	<p>Certaines améliorations :</p> <p>1. Baisse notable des taux de mortalité maternelle et de mortalité infantile</p> <p>2. Amélioration de l'accès aux services de santé et aux médicaments</p> <p>3. Amélioration de la couverture vaccinale des femmes enceintes et des enfants de 0 à 5 ans.</p>	<p>Plus grande vulnérabilité des femmes et des adolescentes en matière de santé de la reproduction</p>	<p>Les barrières culturelles qui affectent les capacités de négociation et de décision des femmes pour une prise en charge conséquent de sa santé reproductive</p> <p>Le faible niveau d'éducation et d'information des femmes, surtout en milieu rural</p> <p>La faible implication des hommes dans la gestion de la SR de la femme et du bien-être de la famille</p> <p>L'influence de facteurs socio-économiques tels que la pauvreté et la dépendance économique de la femme vis-à-vis de l'homme.</p>	<p>L'atténuation des contraintes socioculturelles sur les femmes et les adolescent(e)s</p> <p>Le renforcement de l'accès équitable des femmes et des adolescent(e)s à des soins de santé de qualité</p> <p>L'implication des hommes dans la prise en charge de la santé de la reproduction du couple.</p>

2. Services sociaux de base : Eau, Assainissement, Energie

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes	Défis
La femme est directement impliquée dans la gestion de l'environnement	La femme est responsable de l'hygiène et du bien-être de la famille MAIS problèmes d'évacuation des ordures ménagères (surtout en milieu urbain) + insuffisance des latrines et l'absence de traitement des déchets ont un impact négatif sur l'environnement. Le budget-temps des femmes est largement entamé par sa charge de travail domestique au détriment du développement d'activités de production ou de renforcement de capacités	Disponibilité des services de qualité, leur accès et accessibilité par tous les utilisateurs Implication des populations et, en particulier les femmes, dans les structures de gestion des équipements et des services.

3. Emploi

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
Disparités d'accès et de position en termes de responsabilités: 68,8% de femmes actives sont au chômage par rapport à 54,6% des hommes Les femmes sont plus nombreuses dans le secteur informel: vente du khat, des légumes et fruits à celles de produits électroniques tandis que les hommes se retrouvent dans le bâtiment, les transports et les services, etc.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faible accès aux services sociaux de base 2. Faible proportion des femmes qui arrivent à franchir les multiples barrières socioculturelles pour accéder à la formation et au seuil de qualification professionnelle requis pour occuper un emploi rémunéré décent 3. Discriminations voilées au moment des recrutements et nominations aux différents emplois.

4. Pauvreté

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
Conditions de vie différenciée des hommes et des femmes et féminisation de la pauvreté: la population rurale est plus touchée que la population urbaine et les femmes se trouvent être plus vulnérables	<p>1. Les femmes sont défavorisées en matière d'éducation, d'accès aux opportunités économiques, d'emploi et de possession de bien</p> <p>2. Même si niveau de vie des ménages s'est amélioré c'est différent pour les ménages dirigés par les femmes : elles disposent de plus d'autonomie et de contrôle sur les ressources MAIS elles doivent assurer leurs propres besoins et ceux des membres de la famille.</p>

5. Secteurs de la production : Agriculture

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Solutions possibles	Défis
<p>Secteur peu développé pour des raisons physiques et les femmes ne travaillent pas la terre culturellement (celles actives dans le secteur sont surtout dans les activités maraîchères)</p> <p>Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité</p>	Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité	Problème de rendement, de transport, commercialisation, d'accès à l'eau (dans certaines zones)	<p>1. SOLUTION POUR LA PROMOTION DES FEMMES DANS L'AGRICULTURE : développer des périmètres agro-pastoraux et des palmeraies dans les régions notamment (i) l'implantation de 250 000 plants, (ii) l'aménagement de 40 hectares agricoles dans plusieurs sites, (iii) l'accompagnement et l'appui à l'agriculture autour des Oasis et des points d'eau pérennes sur tout le territoire et (iv) le développement de l'agriculture fourragère car le bétail est souvent victime de la sécheresse. 2. SOLUTIONS DANS L'INDS : renforcement des capacités des agricultrices à travers la mise en place d'un programme de formation de 50 agricultrices aux techniques agricoles modernes et la fourniture de kits d'équipements agricoles et de manuels d'utilisation.</p>	<p><u>Les contraintes à la promotion des femmes dans les secteurs de production :</u> 1. faible disponibilité en temps des femmes ;</p> <p>2. faible productivité due au manque de formation ;</p> <p>3. faible capacité d'investissement induite par un faible accès au crédit ;</p> <p>4. une capacité organisationnelle limitée ;</p> <p>5. des contraintes socioculturelles qui favorisent le mimétisme, le manque d'initiative</p> <p>6. manque de confiance en soi.</p>

5. Secteurs de la production : Maraîchage

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
<p>Secteur porteur pour les femmes rurales CAR c'est une filière génératrice de revenus</p> <p>Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité</p>	<p>Manque de moyens techniques et financiers, le faible encadrement et, en général, la faible rentabilité des activités du fait de l'absence de mesures de protection des produits locaux par rapport aux exportations.</p>

5. Secteurs de la production : Élevage

Statut de la question de genre dans le secteur	Solutions possibles
<p>Les femmes possèdent le petit bétail (ovin et caprin) et se chargent de la commercialisation du lait et les hommes du gros bétail (dromadaires et bovins) et leur commercialisation.</p> <p>Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité</p>	<p>Sensibiliser les femmes à la transformation des produits laitiers, l'aviculture et l'apiculture grâce à un programme de soutien à l'insertion des femmes dans ces secteurs et ; renforcer leurs capacités (et leurs capacités technique et de gestion)</p>

5. Secteurs de la production : Artisanat

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
<p>La proportion de femmes dans le secteur est de 22% de l'économie informelle ; SURTOUT dans la transformation de produits, vannerie, et poterie.</p> <p>Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité</p>	<p>Difficultés d'approvisionnement en matières premières, inexistence d'infrastructures de commercialisation et déficit d'encadrement et de ressources qui entravent la production et la commercialisation des produits artisanaux.</p>

5. Secteurs de la production : Commerce

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes	Défis
<p>Les femmes sont actives dans le secteur du petit commerce tandis que les hommes sont dans les activités commerciales plus importantes/plus structurées et plus rémunératrices. MAIS il existe des femmes entrepreneurs comme les femmes de Charcharis qui exercent davantage dans l'import-export au niveau de l'habillement, de l'électronique et de l'alimentation</p> <p>Potentiel de contribution des femmes à l'économie de marché peu exploité</p>	<p>PROBLÈME DES FEMMES ENTREPRENEURS : accès à des crédits d'envergure qui leur permettraient d'accroître leur niveau d'investissement</p>	<p>Défis des Secteurs de la Production : les contraintes à la promotion des femmes dans les secteurs de production</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. faible disponibilité en temps des femmes ; 2. faible productivité due au manque de formation ; 3. faible capacité d'investissement induite par un faible accès au crédit ; 4. une capacité organisationnelle limitée ; 5. des contraintes socioculturelles qui favorisent le mimétisme, le manque d'initiative 6. manque de confiance en soi

5. Ressources Reproductives

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Défis
Accès inégal des hommes et des femmes aux facteurs de production, au crédit et aux opportunités économiques.	Micro finance plus accessible : à Djibouti - deux institutions d'épargne et de crédit et un programme de l'ADDS pour promouvoir des services de crédit aux personnes les plus démunies et aux organisations communautaires féminines.	<p>1. Accès à la terre: le système traditionnel d'appropriation des terres est complexe avec une diversité de situation suivant les régions. Seuls les préfets ont pouvoir d'attribution des terres.</p> <p>2. Accès au crédit : l'insertion économique de la femme passe par l'accès au crédit pour réaliser des activités génératrices de revenus MAIS souvent barrières de la garantie, les critères de faisabilité de leurs projets et prix du crédit (taux d'intérêts souvent élevés).</p> <p>3. Accès aux circuits de commercialisation: les femmes sont souvent dans les secteurs informels ; dans la restauration, la vente de fruits et légumes, la vente de produits (alimentaires et non alimentaires), l'artisanal, la confection et les services. Les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées sont : l'enclavement de certaines zones, l'absence d'infrastructures de stockage, de conservation ou de transformation, le manque d'information sur les marchés et un niveau d'organisation très faible.</p>	<p>1. Rôles stéréotypés de la femme et de l'homme dans la société ;</p> <p>2. Division inégale du travail domestique ;</p> <p>3. Surcharge de travail de la femme et de la jeune fille, particulièrement en milieu rural;</p> <p>4. Accès inégal aux moyens de production, à la technologie et au crédit ;</p> <p>5. Inégal niveau d'éducation et de qualification ;</p> <p>6. Féminisation de la pauvreté;</p> <p>7. Déficit de données sexo-spécifiques et faible prise en compte des questions de genre</p> <p>8. Dans les politiques et programmes économiques.</p>

6. Secteur juridique

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
Jouissance des droits et exercice des devoirs différenciés pour l'homme et la femme au sein de la famille et de la société.	Faible application de ces lois en raison de: <ol style="list-style-type: none"> 1. La préséance du droit coutumier sur le droit moderne dans les différentes communautés djiboutiennes 2. Le faible niveau d'instruction et d'alphabétisation de la grande majorité des populations 3. La méconnaissance par les femmes et les hommes des différentes dispositions juridiques 4. Le problème d'accessibilité et la lenteur de la procédure judiciaire.

7. Secteur de la gouvernance

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes
Sous représentation et faible niveau de participation des femmes aux instances de gestion et de décision: l'indicateur de la participation des femmes est encore faible (0,127) ⁶ témoignant ainsi que les femmes participent très peu dans les processus de gestion et de prise de décision	A la faveur de la loi sur le quota, les femmes ont fait une percée importante dans la vie publique et se retrouvent dans des fonctions ou à des postes considérés hier comme réservés aux hommes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Stéréotypes et autres préjugés socioculturels, 2. Contraintes sociales, familiales et économiques qui surchargent leur emploi du temps et ne leur permettent pas d'exercer des responsabilités communautaires, 3. Manque de confiance en elles-mêmes, 4. Faible capacité financière, 5. Insuffisante prise en compte des questions d'égalité et d'équité dans les instances de décision du fait de la faible conscience des questions de genre chez les décideurs et leaders d'opinion et de la quasi-inexistence de compétences en genre dans ces instances.

8. Mécanismes institutionnels

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Raisons des problèmes	Défis
<p>Faible prise en compte de la transversalité du genre et faible impact des interventions de développement en faveur de l'équité et de l'égalité de genre.</p>	<p>1. Changements progressifs au niveau social : les progrès réalisés, en matière d'éducation (amélioration de la scolarisation des filles), au niveau de la santé de la reproduction (meilleure prise en charge de la maternité, de la transmission du VIH mère - enfant, des personnes infectées) et dans le domaine de la lutte contre les violences basées sur le genre, apparaissent aujourd'hui comme des possibilités pour les femmes de valoriser leur statut et de renforcer leurs capacités pour de nouvelles relations plus égalitaires.</p> <p>2. Changements économiques : l'existence de cadres de politique économique et social qui reconnaissent le potentiel économique et social de la femme, constituent autant d'opportunités pour garantir l'accès, sans discrimination des femmes et des hommes, aux fruits de la croissance et la participation équitable au développement.</p> <p>Changements juridiques et institutionnels : droits fondamentaux des femmes et de promotion de l'égalité des sexes, la participation accrue des femmes dans les sphères politiques et administratives, le processus de décentralisation, la participation des communautés au développement local et la dynamique associative des femmes renforcent la protection des droits fondamentaux des femmes et offrent à la promotion de l'équité et de l'égalité de genre un cadre d'évolution favorable.</p>	<p>La principale contrainte des mécanismes institutionnels est le faible impact des interventions de développement en faveur de l'équité et de l'égalité de genre</p>	<p>1. L'insuffisante capacité d'intervention de ces mécanismes liée à la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers dont ils disposent ;</p> <p>2. La faible maîtrise de l'approche genre par les différents acteurs et le déficit de compétences en genre ;</p> <p>3. La faible application de l'institutionnalisation du genre ;</p> <p>4. La non-disponibilité de données désagrégées par sexe dans tous les secteurs de développement.</p>	<p>1. Le défi du renforcement de la position sociale et culturelle du statut de la femme au sein du ménage et de la société.</p> <p>2. Le défi de l'acquisition de connaissances et de compétences techniques et professionnelles.</p> <p>3. Le défi de l'accès et de l'accessibilité à des services sociaux de base et de qualité.</p> <p>4. Le défi de l'amélioration de la santé de reproduction de la femme.</p> <p>5. Le défi de l'accès et de l'accessibilité aux ressources et aux opportunités économiques.</p> <p>6. Le défi de l'exercice et de la jouissance de ses droits fondamentaux y compris la citoyenneté.</p> <p>7. Le défi de l'accès et de la participation équitable dans les instances de gestion et de décision.</p> <p>8. Le défi de l'intégration du genre dans les interventions de développement</p>

9. Mécanismes institutionnels : Mécanisme national en charge du genre

Statut de la question de genre dans le secteur	Problèmes
Ministère de la Promotion de la Femme (MPF), et du Planning Familial, Chargé des Relations avec le Parlement.	Son budget ne représente que 0,28% du Budget de l'Etat. Ressources entièrement consacrées au fonctionnement. DONC Le mécanisme en charge du genre ne dispose pas d'un budget d'investissement, ce qui le rend très dépendant du financement extérieur pour la réalisation de ses programmes.

9. Mécanismes institutionnels : Cellules sectorielles genre

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Raisons des problèmes	Solutions possibles
Les points focaux genre, institués dans le cadre de la mise en œuvre de la SNIFD, créés pour soutenir la promotion du genre au niveau des institutions publiques	Permet la visibilité du ministère auprès des autres institutions + permet intégration effective du genre dans tous les programmes d'intervention.	Le mécanisme point focal genre n'a pas eu les résultats escomptés, faible intégration des questions de genre dans les politiques et programmes de développement.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Choix des personnes, dont le profil et le statut, au sein de leur institution respective, peuvent ne pas être appropriés 2. Faible capacité en genre des points focaux 3. Non existence d'un plan d'action pour permettre aux points focaux de travailler dans un cadre bien défini avec des moyens matériels et financiers nécessaires pour exécuter leur mission 4. Mobilité des points focaux 	Le Gouvernement a retenu de mettre en place au niveau de chaque ministère une cellule genre en vue de renforcer la capacité d'intervention des points focaux genre. A ce jour, huit ministères ont mis en place une cellule genre. Il faudra relancer les autres ministères qui n'ont pas encore créé le mécanisme. Il faudra aussi prendre les mesures institutionnelles appropriées pour garantir l'efficacité des cellules ET soutenir la mise en place et la fonctionnalité des cellules sectorielles genre.

9. Mécanismes institutionnels : Bureaux Régionaux de Genre (BRG)

Statut de la question de genre dans le secteur
Opérationnalisés dans toutes les régions, en juin 2008 afin de répondre au souci de décentraliser les activités du Ministère de la Promotion de la femme et du Planning Familial, Chargé des Relations avec le Parlement, mais aussi de mesurer les véritables besoins ainsi que les attentes des populations bénéficiaires des projets et programmes initiés ou gérés par le MPF

9. Mécanismes institutionnels : Organisation de la Société Civile (OSC) intervenant pour l'équité et l'égalité de genre

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Raisons des problèmes
Sur les 602 OSC enregistrées au Ministère de l'Intérieur les associations des femmes sont majoritaires et représentent 53%.	Les domaines d'intervention sont: la lutte contre la féminisation de la pauvreté, l'alphabétisation fonctionnelle, l'information et la sensibilisation, la santé de la reproduction, la lutte contre les MST, le SIDA et les violences basées sur le genre.	Efficacité limitée	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fragilité de leur cadre organisationnel 2. Insuffisance des moyens humains, matériels et financiers dont elles disposent 3. Insuffisance des compétences en genre en leur sein 4. Dispersion de leurs interventions en faveur de l'équité et de l'égalité de genre qui sont davantage circonstancielles que proactives.

9. Mécanismes institutionnels : Partenaires techniques et financiers (PTF): la coopération bilatérale et multilatérale intervenant à Djibouti

Problèmes	Raisons des problèmes
Efficacité limitée	La dispersion de leurs actions trop souvent ciblées en rapport avec leur centre d'intérêt respectif ayant pour conséquence la faible harmonisation de leurs interventions et de la mobilisation des ressources en faveur de la promotion du genre.

9. Mécanismes institutionnels : Mécanismes de financement

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes
Les banques ont surtout une vocation commerciale, elles accordent des crédits à court, moyen et long termes, selon des procédures clairement définies	L'accès des femmes au crédit s'est trouvé nettement amélioré grâce au développement de la micro finance et à l'émergence des systèmes de financement décentralisés.	Leurs conditions d'accès sont hors de portée des petits opérateurs, en général et des femmes en particulier.

9. Mécanismes institutionnels : Mécanismes de communication

Statut de la question de genre dans le secteur	Aspects positifs/Atouts	Problèmes	Raisons des problèmes
<p>Dans les domaines de l'information et de la communication: progrès notables dans le domaine des médias, une femme a été nommée au poste de rédactrice en chef à la Radio et la Télévision de Djibouti ; le nombre de journalistes femmes est également en augmentation ; les femmes sont de plus en plus visibles à la télévision; ce qui contribue à véhiculer une image positive de la femme, agent de développement.</p> <p>Les vecteurs traditionnels d'information (mosquées, associations communautaires, troupes théâtrales) et les organisations féminines de base sont des espaces pertinents de communication et d'échanges.</p>	Tous ces mécanismes sont importants pour le développement d'une véritable stratégie de communication capable de porter la problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes	Mais ils ne suffisent pas pour masquer la faiblesse de l'impact des interventions des mécanismes de communication et d'information pour l'avancée des questions de genre.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Insuffisante prise en compte de l'approche genre au niveau de ces mécanismes 2. Existence de peu de compétences dans le domaine 3. La plupart de ces acteurs interviennent de manière épisodique au gré des événements et ne disposent pas d'un plan stratégique d'intervention sur ces questions.

Annexe 7 : Ciblage géographique

1. Afin de mieux comprendre le ciblage géographique, nous avons analysé le nombre de sites par région qui ont reçu une aide alimentaire de DGV et/ou 3A en 2015 et 2016 (tableau 1). Cette analyse permettra de mieux appréhender, s'il y a eu, les changements de l'état des vulnérabilités d'une région à travers l'analyse des sites ciblés pour chaque activité.

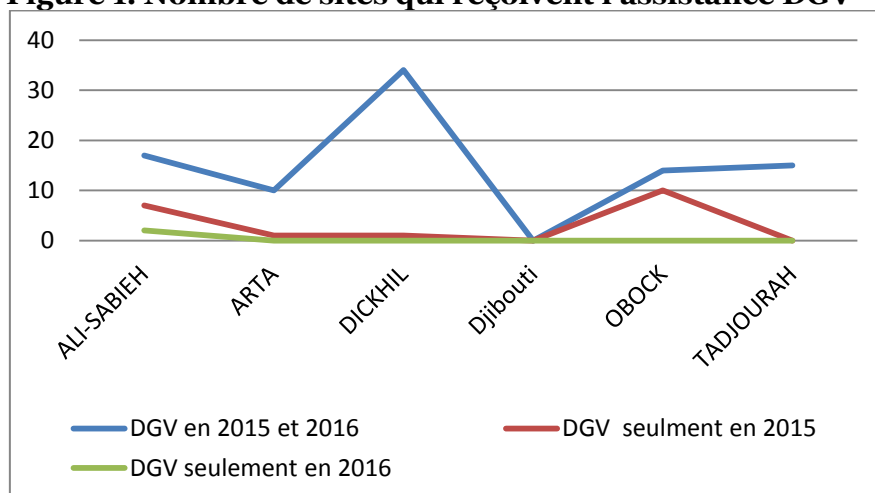
2. En général, on peut observer que, d'après les données disponibles sur le nombre de sites recevant l'assistance DGV, il n'y a pas de changement significatif entre 2015 et 2016, puisque la majorité des sites recevant la DGV en 2015 continuent à la recevoir en 2016. Concernant l'assistance 3A, on constate que plus de sites reçoivent cette assistance en 2016 qu'en 2015 ; or, il faudrait ajouter que, d'après les données FSOM d'octobre 2016, la mise en œuvre des activités 3A reste significativement inférieure à ce qui avait été planifié.

Tableau 1. Nombre de sites (Distribution settlement) dans chaque Sous-région administrative recevant une assistance DGV et 3A seulement en 2015, seulement en 2016 ou au cours des deux années.

Région	Admin Breakdown 1	Nombre de sites (Distribution Settlement) par région			Nombre de sites (Distribution Settlement) par région		
		DGV en 2015 et 2016	DGV seulme nt en 2015	DGV seulemen t en 2016	3A en 2015 et 2016	3A seulmen t en 2015	3A seulem ent en 2016
ALI-SABIEH	Ali-Addeh	9	2	1	0	0	5
	Holl-Holl	4	2		0	0	2
	Peripherie d'ALI-SABIEH	4	3	1	0	0	3
ARTA	ARTA	9	1	0	0	0	0
	Damerjog	1	0	0	0	0	0
DICKHIL	Aseyla	7	1	0	0	0	2
	Mouloud	3	0	0	0	0	1
	Peripherie de Dickhil	4	0	0	1		3
	Yoboeki	20	0	0	2	1	1
Djibouti	Djibouti-ville	0	0	0	0	4	0
OBOCK	Alaili -Dada	12	5	0	1	0	0
	Khor angar	1	4	0	0	0	0
	peripherie Obock	1	1	0	0	0	0
TADJOURA H	Adailou	0	0	0	1	0	0
	DORRA	14	0	0	1	1	0
	Lac Assal	1	0	0	0	0	0
	RANDA	0	0	0	3	1	0

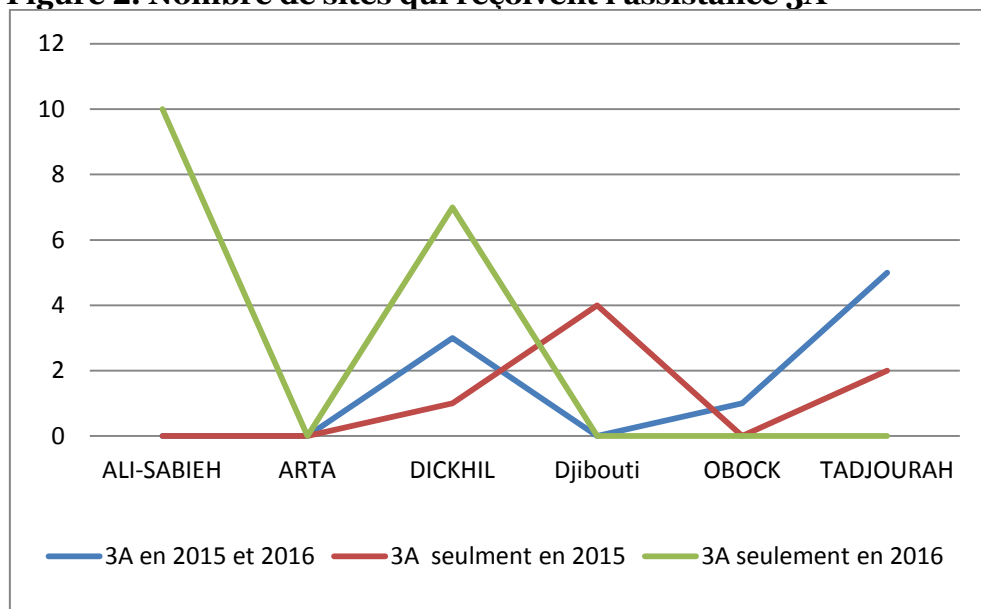
Source: COMET (CM-A002_Commodities_Actual_v1 05-2015 et 2016)

Figure 1. Nombre de sites qui reçoivent l'assistance DGV



Source: COMET (CM-A002_Commodities_Actual_v1 05-2015 et 2016)

Figure 2. Nombre de sites qui reçoivent l'assistance 3A



Source: COMET (CM-A002_Commodities_Actual_v1 05-2015 et 2016)

3. L'analyse par région (Figures 1 et 2) révèle que:

- À Ali Sabieh, l'assistance DGV s'est maintenue en 2015 et en 2016 (17 sites) et on note un nombre élevé de communautés hôtes (10) qui ont commencé à recevoir l'assistance 3A en 2016. On observe ainsi une certaine transition de DGV à 3A.
- À Arta, la majorité des sites ont reçu la DGV au cours des deux années et aucun site n'a mis en place les activités 3A, les bénéficiaires restent donc, semble-il, vulnérables car la DGV reste la principale activité.
- À Dikhil, plus de 30 sites ont reçu la DGV en 2015 ainsi qu'en 2016 et on observe également que les activités 3A ont été reçues, en grande partie en

2016 (par rapport au total qui reçoit les activités 3A). On observe ainsi une transition de DGV à 3A.

- À Obock, la majorité a reçu soit la DGV seulement en 2015, soit au cours des deux années ; seulement un site reçoit l'assistance 3A au cours des deux années (cette région reste une des plus vulnérables).
- À Tadjourah, il existe un nombre significatif de sites qui reçoivent l'assistance DGV en 2015 et 2016. Concernant l'assistance 3A, la majorité des sites qui l'ont reçu en 2015 se maintiennent en 2016, il n'y a donc pas de nouveaux sites (la vulnérabilité semble s'être maintenue au même niveau dans cette région); en effet ceux recevant la DGV continuent de la recevoir, ainsi que ceux recevant l'assistance 3A continuent aussi de la recevoir).

Annexe 8. Projet transferts électroniques : Projet Balbala

1. Le projet de transferts électroniques mis en œuvre à Balbala (Djibouti ville) a été un projet pilote innovateur, reconduit pour la 5^{ème} année. Les commerçants (semi-grossistes qui ravitaillent les petits magasins à Balbala) répondent à l'appel d'offre et les bénéficiaires reçoivent 2000 francs toutes les semaines (8000 francs/mois). Mais la méthodologie du projet a subi chaque année des modifications, permettant certaines améliorations ; les bénéficiaires recevaient initialement des coupons en papier et allaient chercher le sac de commodités prédéfinies (sur le coupon), ne leur laissant ainsi aucun choix quant aux vivres (égal en tout point à la DGV). Les coupons électroniques ont ensuite présenté plusieurs avantages dont: le choix entre plusieurs commodités ; la possibilité d'économiser (de ne pas tout dépenser) ; la possibilité d'aller dans plusieurs magasins (il n'y avait au départ qu'un seul site pour récupérer leur sac de vivres). Finalement, les transferts électroniques ont apporté plus d'efficacité et d'efficience au projet. L'innovation de cette année 2016 consiste à laisser les bénéficiaires aller eux mêmes chercher les cartes SIM en montrant leur fiche de bénéficiaire. Malgré quelques difficultés d'attribution des numéros et portables à chaque bénéficiaire, la modalité de transferts électroniques semble être la plus perfectionnée, quoiqu'il y ait parfois des problèmes de réseau (ce qui est difficilement contrôlable par le PAM). Même ainsi, le PAM a indirectement mitigé ce problème de réseau en incluant des boîtes de plaintes dans chaque quartier.

2. L'UNFD est l'ONG nationale chargée d'exécuter le projet en collaboration avec le PAM. Le partenariat avec l'UNFD est basé sur 2 volets : la lutte contre la pauvreté et la distribution de vivres aux PVVIH. Le projet de transferts électronique s'inscrit dans le premier volet et a bénéficié chaque année à 3500 personnes pendant 3 mois. Ce sont les femmes qui reçoivent les transferts.

3. Pour le **ciblage** de ces 3500 bénéficiaires, le PAM a compté sur les comités de chaque quartier⁹ de Balbala afin d'assurer la sélection des plus vulnérables. Or, bien que les plus vulnérables aient été choisis, quelques problèmes techniques ont eu lieu dans l'enregistrement.¹⁰ Les 3500 bénéficiaires de 2014 ont été repris en 2015 et, pour l'année 2016, le PAM a voulu cibler d'autres personnes vulnérables; or, des plaintes ont été reçues de la part des bénéficiaires initiaux dénonçant leur exclusion du ciblage pour 2016. Le PAM a donc décidé de reprendre les mêmes mais a proposé au gouvernement de faire une enquête pour actualiser le niveau de vulnérabilité des bénéficiaires et vérifier ainsi qu'ils soient toujours éligibles pour le projet. Face au refus du gouvernement de faire cette enquête (la priorité a été le démarrage du projet le plus tôt possible, étant donné le retard de quelques mois par rapport à ce qui été prévu) le compromis trouvé a finalement été de comparer la base de données du PAM avec le registre social du gouvernement (base de ratissage des plus pauvres) et de conclure qu'au sein des 3500 bénéficiaires, 1300 étaient nouveaux. Ceci ne veut cependant pas forcément dire que 1300 nouveaux bénéficiaires soient venus remplacer 1300 anciens bénéficiaires qui ne sont plus

⁹ Dans chaque quartier, il y a un président et des membres de conseil de quartier.

¹⁰ Plusieurs personnes qui étaient enregistrées il y a deux ans n'ont rien reçu en 2015 mais sont prioritaires pour l'année suivante.

vulnérables, mais plutôt que plusieurs de ces anciens bénéficiaires n'ont pas été identifiés (trouvés).¹¹

4. **Le retard du projet** (de juin à octobre) a été dû à plusieurs raisons. Les problèmes rencontrés avec l'ancien consultant qui produisait les données a été un obstacle majeur, et le nouveau besoin en ressources humaines a été transmis un peu tard. Or, le PAM aurait pu prévoir ce besoin car le projet est mis en place depuis des années et le recrutement du personnel local peut prendre jusqu'à 2 mois. Les innovations que le PAM apporte chaque année au projet et les sensibilisations à mettre en place prennent aussi certainement du temps. Dernièrement, valider tous les détails avec le gouvernement (rien ne peut se faire sans l'accord du gouvernement) ne permet pas toujours d'exécuter l'intervention de manière efficace. Ces raisons ne semblent pas avoir été clairement expliquées au partenaire qui n'était pas bien informé et qui ne connaissait pas encore les nouvelles dates de démarrage. Il était prévu de commencer en début octobre mais le PAM travaille encore sur la base de données.

5. Dans une certaine mesure, le retard du projet a conduit à remettre en question la logique de la conception même du projet. Le projet a été conçu pour fournir une assistance durant les mois les plus durs. Or, les opinions sont partagées à ce sujet. Tout le monde (y compris les bénéficiaires eux-mêmes) est d'accord sur le fait que le projet aide clairement à soulager les bénéficiaires pendant les 3 mois de durée du projet mais que la durée est trop limitée puisque les bénéficiaires restent vulnérables le reste de l'année. C'est pourquoi, certains pensent que le projet reste tout de même pertinent et utile, même en démarrant après la période prévue, car les bénéficiaires sont aussi vulnérables le reste de l'année.

6. Quelques difficultés de compréhension et d'**adaptation des bénéficiaires quant au projet** sont à noter. Tout d'abord, pour cette année, la pression du gouvernement pour démarrer le projet a donné peu de marge à l'UNFD et au PAM pour former les nouveaux bénéficiaires et propriétaires des magasins ; ce qui est pourtant nécessaire lorsque le projet se base sur des transferts électroniques et que beaucoup de bénéficiaires sont analphabètes et ne savent pas comment utiliser l'opérateur. Les bénéficiaires ont aussi des difficultés à gérer l'argent et donc la durée des vivres qu'ils achètent. Les transactions se font parfois sur trois mois au lieu de chaque semaine (2000 Francs) pour des raisons de retards, et les bénéficiaires reçoivent 24.000 Francs d'un seul coup (l'argent est transféré directement sur leur téléphone portable et ils peuvent aller le dépenser dans les magasins quand ils le désirent). Les propres boutiquiers conseillent aux bénéficiaires de prendre tout à la fois pour ne pas avoir des soucis de stock et c'est ce que la plupart des femmes bénéficiaires interrogées dans le quartier Nassib préfèrent aussi, non seulement pour une raison de stock mais aussi pour éviter les aller/retour dans les magasins toutes les semaines. Or, ils sont en même temps conscients que la gestion d'une ration qui correspond à un mois est beaucoup plus compliquée que la gestion hebdomadaire. C'est pourquoi quelques unes ont clairement

¹¹ Le fait qu'il y ait 1300 nouveaux bénéficiaires peut signifier plusieurs choses : que le ciblage n'était pas bien fait à l'origine, c'est-à-dire qu'il y avait d'autres personnes dans les quartiers Balbala plus vulnérables (ceux qui font maintenant partie des nouveaux bénéficiaires) ; ou bien qu'il y en a qui ne sont plus dans une situation de vulnérabilité élevée (grâce justement au projet Balbala ou à d'autres interventions dans la zone comme le PNN) ; ou bien qu'ils n'ont pas été trouvés (comme annoncé) ; ou finalement un mélange de tout. L'équipe ne connaît pas les données actuelles du projet pour arriver à une conclusion à cet égard.

affirmé qu'elles préféreraient recevoir 2000 francs par semaine car cela les aide à ne pas tout dépenser et à ne pas consommer trop rapidement. Il y a aussi des cas de bénéficiaires qui, au contraire, ayant reçu 2000 francs par semaine, ont tendance à l'accumuler et à tout dépenser à la fin du mois. Avec l'argent reçu, elles achètent généralement des vivres mais parfois elles en réservent une partie pour acheter d'autres choses comme des cahiers pour les enfants. De manière générale, elles dépensent tout et n'épargnent jamais.

7. Les effets du projet sont donc en général positifs dans le court-terme et dans le sens où les femmes sont satisfaites, leurs besoins sont couverts et leurs habitudes de consommation se sont améliorées du point de vue de la qualité: elles sont satisfaites de la diversité des aliments, et elles consomment des aliments qu'elles ne consommaient pas avant ou presque pas à cause des prix élevés, comme le lait. Du point de vue de la quantité, le projet représente 'un plus', un appui supplémentaire, mais entraîne aussi une certaine irrégularité dans le niveau de consommation puisqu'elles consomment beaucoup plus que pendant le reste de l'année. Finalement, elles disent 'se débrouiller' lorsqu'elles ont tout dépensé mais regrettent quand même que la durée du projet ne soit que de trois mois étant donné que leurs besoins sont nombreux. Donc, si bien les effets immédiats sont généralement positifs, il n'y a pas de trace d'impact à plus long terme, et la durabilité du projet a été remise en question justement en raison de sa courte durée chaque année.

Annexe 9. Coordination et partenariats

1. **Coordination interne** : Au niveau des activités de l'IPSR, on remarque en général une complémentarité de l'assistance alimentaire déterminée selon les groupes de personnes cibles et besoins spécifiques. Ainsi, les activités se complètent pour répondre de manière parallèle aux besoins principaux de sécurité alimentaire, nutrition et protection sociale.

2. **Rôle et participation des structures étatiques partenaires du PAM** : Les organes de l'État, partenaires du PAM, coordonnent leurs actions de manière avec les activités du PAM de la manière suivante. Le Secrétariat d'Etat chargé des Affaires Sociales (SEAS), coordonne la mise en œuvre des actions de développement social et le suivi des indicateurs de pauvreté. Il participe aux interventions de l'IPSR à travers les orientations stratégiques des activités de protection sociale ainsi que l'utilisation du registre social pour la conception des activités de transfert monétaire et alimentaire.

3. L'Agence Djiboutienne du Développement Social (ADDS), organe technique du SEAS, a quant à elle pour mission d'exécuter la stratégie sectorielle du SEAS sous une approche intégrée du développement, qui comprend l'accès aux services sociaux de base, le renforcement des capacités et la promotion de la micro-finance. L'agence participe à l'intervention du PAM dans le cadre de la prévention de la malnutrition à base communautaire, à travers l'assistance alimentaire des mères conseillères formatrices dans quelques quartiers de Djibouti ville, des chefs lieux de Dikhil et d'Obock, des localités d'Adaillou et Dorra (Tadjourah) ainsi que les localités de Dasbyo, de Holl-Holl et de Goubetto d'Ali-Sabieh.

4. Les communautés rurales, souffrant d'insécurité alimentaire récurrente et parallèlement de chocs, sont priorisées pour les activités de création d'actifs. Afin de maximiser leur impact, le ciblage géographique est axé sur les zones où la FAO, le FIDA et la Banque mondiale sont présents. La durée des activités est de quatre à six mois et coïncide normalement avec la période de soudure.

5. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Elevage, chargé des Ressources Halieutiques (MAEPE-RH), coordonne les activités du secteur primaire, la gestion de l'eau et la régulation de la qualité/quantité des produits alimentaire importés et/ou exportés, dans le but de renforcer le capital humain et de stabiliser la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales. Dans le cadre de la résilience face aux aléas du changement climatique, le ministère a développé une stratégie axée sur la mobilisation des ressources hydrauliques et la promotion des activités agropastorales.

6. **Coordination sectorielle** : Sous la présidence du Ministère de l'Agriculture, le PAM et la FAO sont vice-présidents du groupe de travail sectoriel en sécurité alimentaire. Le PAM est également membre du groupe de nutrition présidé par PNN avec le soutien d'UNICEF. Ces groupes servent à échanger de l'information et à coordonner les initiatives sectorielles. La coordination intersectorielle reste cependant un défi.

7. Le PAM a des accords formels avec les Ministères de la Santé, de l'Agriculture et des Affaires Sociales et avec les départements et programmes exécutifs concernés (PNLT, PNLS, PNN, ONARS, et autres à ajouter). Ces accords sont révisés et renouvelés selon les besoins. Dans les centres de santé il y a des points focaux pour la nutrition et les agents de santé et les agents

communautaires sont engagés par le Ministère de la Santé, tandis que les « relais communautaires » (par exemple les MC) sont supervisés par le Ministère des Affaires Sociales. Ces accords élaborent les responsabilités des uns et des autres, ce qui a facilité le suivi des résultats IPSR.

8. La collaboration avec les autres agences ONU tel que la FAO, l'OMS et l'UNICEF est de circonstance. Les activités des Nations Unies à Djibouti s'inscrivent dans le cadre du PNUAD. La coordination s'inscrit dans la « vue d'ensemble des besoins humanitaires ». ¹² L'agence chef de file, le PNUD, transfère des financements internationaux tels que l'assistance du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui permettent notamment de financer les projets VIH et TB du PAM. Le nombre d'agences civiles nationales, enregistrées et reconnues par l'Etat djiboutien, est limité. Le PAM a des accords avec UNFD, EVA, ADDS. ¹³ Coordination DGV vis-à-vis des réfugiés : Pour les camps du sud, il existe des réunions mensuelles de coordination entre HCR, ONARS, le PAM, les partenaires ONG et les réfugiés. La coordination s'articule autour de l'activité prioritaire, c'est-à-dire les distributions du PAM. Il est donc très important de connaître quand est-ce qu'elles vont se faire; or, ceci est justement un point à améliorer d'après les constatations de terrain. La coordination du PAM dans les camps du sud étant 'apte', elle fait néanmoins face à quelques défis au niveau du programme à cause d'une planification souvent tardive. Par exemple, environ 1000 nouveaux réfugiés sont arrivés le 2 septembre 2015 à Ali-Addeh et n'ont pas pu recevoir de ration pendant tout le mois. Il a donc été conseillé de compter sur une marge de couverture pour éviter les retards dans les distributions. En revanche, ces réunions tripartites (HCR, PAM, ONARS) de suivi post-distribution avec les réfugiés ont permis de mettre l'accent de manière conjointe sur les sensibilisations qui n'ont pas été faciles mais qui ont donné des résultats positifs (l'acceptation du système biométrique ou l'acceptation un peu moins bonne du fait que le CSB ne fasse plus partie de la ration DGV mais uniquement des activités nutritionnelles).

9. Dans le camp du nord, le nombre d'acteurs présents a diminué considérablement dès que la phase d'urgence est passée et que le nombre de réfugiés yéménites s'est progressivement réduit. Un nombre réduit d'acteurs et de bénéficiaires est généralement un grand atout pour la coordination. Or, ce n'est pas exactement le cas à Markazi. Il y a de bons exemples de coordination et de collaboration comme l'est celui du PAM et l'IOM pour la distribution des vivres aux migrants. Or, dans ce cas, sans vouloir démeriter l'effort de collaboration, le fait que l'IOM dépende entièrement du stock du PAM pour mener à bien ses actions, oblige à devoir se coordonner et à planifier le stock autant que possible. Le défi de la planification se présente surtout quand il faut projeter un nombre imprévisible de réfugiés à propos duquel on ne peut pas connaître les fluctuations d'entrées et de sorties (phénomène assez récurrent à Markazi)¹⁴. Un certain manque de coordination entre le PAM et le HCR a aussi été rendu visible par la liste des bénéficiaires, les dates des distributions du

¹² Humanitarian Needs Overview, HNO en anglais.

¹³ Y compris un accord tripartite avec FICIIL, ADEPF et ADPEB, et avec des associations et coopératives agro-pastorales dans le cadre de projet « nourriture pour les actifs ».

¹⁴ Le nombre de bénéficiaires de l'IOM (migrants) est aussi imprévisible et donc difficilement planifiable mais l'assistance qui est donnée aux migrants est ponctuelle.

PAM¹⁵ et par la manière dont celles-ci sont promues (il n'y a pas d'affiches en arabe). L'importance de développer davantage les procédures opérationnelles standardisées¹⁶ sectorielles afin d'améliorer le travail conjoint de terrain a donc été soulevée, ainsi que l'importance pour le PAM de bien informer les chefs lieux avant toute décision sur les denrées et d'essayer de retarder les distributions quand il y a des chevauchements avec d'autres activités.

10. Coordination des activités de nutrition : Le Ministère de la Santé (PNN), l'OMS et UNICEF, ainsi que les ONG ACF, AHA et l'entreprise publique ADDS sont membres du groupe sectoriel nutrition. Le PAM participe aux réunions mensuelles présidées par le Programme National de Nutrition (PNN) du Ministère de la Santé. ACF est l'ONG principale impliquée dans les projets de nutrition pour la population nationale Djiboutienne et il existe une collaboration informelle efficace entre le PAM et ACF qui participe à la formation des agents de santé et des agents communautaires sur la prise en charge d'enfants et des FEFA malnutries. La collaboration avec l'ONG AHA, responsable des soins de santé et nutrition dans les camps est encadrée par un accord écrit.

11. Les interventions nutritionnelles sont complémentaires aux actions de l'UNICEF (traitement de la malnutrition sévère et prévention des déficiences en micronutriments), de l'OMS (coordination du contrôle des maladies chroniques) et des ONG nationales (ADDs) et internationales (AHA, ACF) présentes dans le pays.

12. La réalisation des enquêtes de référence assure la complémentarité du PAM, de ses partenaires ONU, et du gouvernement dans le suivi des indicateurs sociaux et démographiques.

13. Coordination des activités 3A : Les activités de l'opération sont complémentaires dans la mesure où elles répondent à la situation humanitaire des différents groupes ciblés (hommes, femmes enceintes/allaitantes et enfants de 5 à 59 mois) des populations hôtes et des réfugiés.

14. Ainsi pour atteindre ses objectifs, le PAM a mis en place des outils de suivi (IPC, COMET et FSOM) afin d'améliorer le suivi des activités et la coordination interne des unités opérationnelles et permettre ainsi une meilleure performance des opérations. Un cluster est à présent fonctionnel dans le domaine des activités de résilience (comprenant le gouvernement et les organismes de développement), permettant à l'IPSR de classer les niveaux d'insécurité alimentaire des localités et des populations bénéficiaires des 3A (avec les données de l'IPC en partenariat avec la FAO).

15. Lors de la conception de l'IPSR et plus concrètement de son volet 3A, le PAM a fait des consultations techniques avec les autres agences des Nations Unies, spécialement avec la FAO. Or la coordination et la mise en œuvre de la composante 3A a été parfois victime du chevauchement des mandats du PAM pas strictement humanitaire) et de la FAO (développement). Si le PAM distribue des vivres contre la création d'actifs tels que les infrastructures hydrauliques par exemple (barrages, réservoirs d'eau) le PAM, en se faisant accompagner par

¹⁵ Les distributions du PAM se font à Markazi généralement les 21-22 de chaque mois, mais vu qu'une campagne de sensibilisation sur le nouveau système de biométrie était prévue, le PAM a décidé de planifier la distribution pour le 25 pour laisser le temps d'adaptation au système biométrique. Or, c'est finalement du HCR terrain que le PAM terrain a appris directement que la biométrie n'allait pas encore s'introduire.

¹⁶ Standard Operation Procedures (SOPs), en anglais.

une agence de développement maximiserait l'utilisation de son expertise technique. Or, ceci n'est pas toujours possible dans la pratique à cause du nombre restreint d'acteurs de développement sur le terrain (voir coordination en annexe 8 pour plus de détails au niveau opérationnel).

Annexe 10: Politiques sectorielles du PAM

Politique	Secteur	Période	Messages clé et recommandations	Cohérence avec les objectifs de l'IPSR ¹⁷
Stratégie Pays-Djibouti (2015-17)	Tous	2015-2017	<u>Message clé</u> : comprennent un accent accru sur l'amélioration de la résilience des populations rurales, urbaines et de réfugiés et d'aider le gouvernement à créer un système de filets de sécurité nationale <u>Recommandations</u> : (i) Améliorer la capacité du gouvernement, en termes de ciblage, suivi et logistiques, pour mettre en œuvre les politiques nationales ; (ii) Le financement doit se concentrer sur les causes sous-jacentes de la malnutrition aigüe et chronique (iii) L'approche interagence doit être mieux coordonnée ; (iv) Extension des services de couverture et de la qualité de ces services ; (v) Augmenter le nombre d'ONG partenaires du PAM	Objectifs 1, 2 et 3
Plan Stratégique du PAM	Tous	2014-2017	<u>Message clé</u> : Le programme renouvelle son engagement en faveur de la protection et de l'égalité des sexes et il tient compte du caractère évolutif de l'environnement dans lequel le PAM opère.	Objectifs 1, 2 et 3
Politique du PAM en matière de filets de sécurité	Protection sociale, résilience, sécurité alimentaire et genre	2012	<u>Message clé</u> : le PAM joue un rôle critique dans la protection sociale au travers des filets de sécurité qui fournissent une assistance alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. <u>Recommandations</u> : comprendre le contexte, évaluer les moyens dont on dispose et miser sur ce qui fonctionne bien, assurer la coordination et garantir la fiabilité, concentrer les efforts sur les plus vulnérables, privilégier les systèmes pour réduire les risques de catastrophe et le recours aux interventions d'urgence, renforcer l'efficacité et l'efficience des processus et	Objectif 2

¹⁷ Les objectifs de l'IPSR sont les suivants: (i) Assurer les besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés et des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire à Djibouti ; (ii) Renforcer la résilience des populations rurales aux chocs liés aux changements climatiques à travers l'appui aux services sociaux de base et la création d'actifs et ; (iii) Appuyer le Programme National de Nutrition à travers la mise en œuvre d'activités visant la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe et chronique des groupes vulnérables, notamment les enfants et les femmes.

Politique	Secteur	Période	Messages clé et recommandations	Cohérence avec les objectifs de l'IPSR ¹⁷
			intégrer les différentes composantes de la protection sociale, engager sa responsabilité et être ouvert aux idées nouvelles, renforcer l'appropriation et les contrats sociaux, et enfin promouvoir des modalités de développement sans exclusive.	
Révision de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire	Alimentation scolaire	2013	<p><u>Message clé</u> : le PAM s'attachera de plus en plus à aider les pays à instaurer et maintenir des programmes nationaux liés à la production agricole locale.</p> <p><u>Recommandations</u> : (i) Le PAM recherchera des moyens plus efficaces de venir en aide aux bénéficiaires, comme le recours aux transferts monétaires et aux bons pour remplacer les rations à emporter ou permettre que les achats soient effectués localement ; (ii) veiller à ce que l'alimentation scolaire contribue à la lutte contre les carences en micronutriments chez les écoliers ; Dans la mesure du possible, le PAM s'emploiera à diversifier l'assortiment alimentaire, en y ajoutant notamment des produits frais locaux ; (iii) Le PAM aidera les gouvernements à prendre en considération les questions relatives à la nutrition lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, en particulier les nouveaux problèmes que sont le surpoids et l'obésité.</p>	Objectifs 1 et 3
Politique du PAM en matière de nutrition	Nutrition: Traitement MAM, prévention MAM et malnutrition chronique	2012	<p><u>Message clé</u>: Le PAM continuera d'améliorer ses dispositifs internes et sa capacité d'appuyer des solutions reposant sur l'alimentation selon les besoins. Il tirera parti de sa boîte à outils diversifiée, qui comprend désormais une plus grande variété de produits alimentaires nutritifs spécialement conçus et prévoit la distribution d'espèces et de bons, et il fera en sorte que tous les outils contribuent à la réalisation d'objectifs liés à la nutrition. Le PAM élargira également ses activités axées sur la recherche, aidera ses partenaires à élaborer des produits améliorés et plus rentables, et assurera un approvisionnement adéquat pour répondre à la demande croissante concernant ces produits.</p>	Objectifs 1 et 3
Politique du PAM en	Genre	2015 -	<p><u>Recommandations</u>: (i) Prendre systématiquement en compte la problématique hommes-femmes ; et (ii) Les bureaux de pays devraient aussi continuer d'utiliser des activités ciblées</p>	Objectifs 1,

Politique	Secteur	Période	Messages clé et recommandations	Cohérence avec les objectifs de l'IPSR¹⁷
matière de problématique hommes-femmes		2020	destinées aux femmes et/ou aux hommes – même si cela ne relève pas directement des volets des programmes ayant trait à la sécurité alimentaire et à la nutrition.	2 et 3
Politique du PAM de Protection Humanitaire	Protection	2012	<u>Recommandations:</u> (i) mieux sensibiliser le personnel aux droits des populations et au cadre éthique dans lequel s'inscrit l'assistance humanitaire, ainsi qu'aux incidences négatives que l'assistance du PAM peut avoir sur les bénéficiaires et leurs communautés; ii) doter le personnel des compétences nécessaires pour analyser les problèmes de protection, les vulnérabilités des communautés et les stratégies que celles-ci ont élaboré pour se protéger elles-mêmes; et iii) donner au personnel les instructions appropriées pour traduire cet impératif de protection dans des interventions concrètes appropriées.	Objectif 2
Politique du PAM de Renforcement des Capacités	Renforcement des capacités	2009	<u>Recommandations:</u> le PAM a pour ambition d'améliorer sans cesse la conception et la mise en œuvre de moyens répondant à l'initiative nationale propres à résoudre durablement le problème de la faim, s'appuyant sur des politiques et des institutions porteuses, des organisations nationales d'assistance alimentaire efficaces et des praticiens compétents.	Objectifs 2 et 3
Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition	Résilience, sécurité alimentaire et nutrition	2015-2030 (la fin du cadre Sendai pour la RRC)	<u>Recommandations :</u> (i) Appuyer l'action menée par les autorités nationales de gestion des catastrophes en faveur de la résilience ; (ii) Adopter une démarche préventive, prévoyant des mesures spécifiquement axées sur la nutrition ou attentives à ses enjeux ; (iii) Renforcer les capacités nationales et la prise en main par les pays de programmes de protection sociale ; (iv) Inclure des outils de pointe de la climatologie et de la finance dans les programmes nationaux de filets de sécurité et dans les programmes d'assistance alimentaire du PAM . Mettre en œuvre des programmes visant à créer des biens de production, à diversifier les	Objectifs 1, 2 et 3

Politique	Secteur	Période	Messages clé et recommandations	Cohérence avec les objectifs de l'IPSR ¹⁷
			<p>stratégies de subsistance et à régénérer les ressources naturelles.</p> <p>. Développer les compétences des agriculteurs en matière de commercialisation et améliorer la qualité de leurs produits. Le PAM, la FAO et le FIDA vont intensifier leur collaboration.</p> <p>La souplesse devrait caractériser son portefeuille d'activités d'assistance afin de permettre d'ajuster les interventions en fonction de l'évolution de la situation</p>	
Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe	Réduction et gestion des risques de catastrophe	2011	<p><u>Recommandations</u> : (i) le PAM doit veiller à ce que ses programmes concordent avec les politiques nationales et les soutiennent; (ii) la mise à disposition en temps utile de ressources et d'une assistance technique durant la conception et la mise en oeuvre des programmes du PAM sont des facteurs de succès clés; (iii) le renforcement des partenariats avec des organisations spécialisées peut améliorer la qualité et les effets directs des programmes du PAM, dans les domaines du développement des infrastructures ou des travaux d'ingénierie, par exemple; (iv) les interventions du PAM, notamment lorsqu'elles visent à restaurer les ressources naturelles, doivent tenir compte de l'échelle et du délai nécessaires pour obtenir un impact; (v) les outils d'analyse et de programmation du PAM doivent de plus en plus souvent prendre en considération le caractère changeant des risques de catastrophe et les interactions complexes entre les facteurs d'insécurité alimentaire, en particulier la pauvreté, la pénurie de ressources, la dégradation de l'environnement, l'instabilité des prix et le changement climatique; (vi) quel que soit le contexte – urgence, transition ou développement – les programmes du PAM peuvent aider des communautés vulnérables à protéger leurs avoirs et leurs moyens de subsistance, à réduire les risques et à renforcer leur capacité de résistance à des chocs ultérieurs; (vii) les crises de grande ampleur survenues récemment, ont mis en relief la nécessité, pour le PAM, de continuer à renforcer ses capacités en matière de gestion des risques de catastrophe et de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et ce par une approche à l'échelle du Programme</p>	Objectifs 1, 2 et 3

Politique	Secteur	Période	Messages clé et recommandations	Cohérence avec les objectifs de l'IPSR ¹⁷
			<p><u>Message clé</u> : Le PAM aborde la réduction et la gestion des risques de catastrophe sous l'angle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans les régions du monde exposées à la fois à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, à la pauvreté et au risque de catastrophe, il est un partenaire important des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des ONG et des communautés, dont il soutient les activités de réduction des risques de catastrophe au moyen de divers outils et stratégies ciblées d'assistance alimentaire, allant de l'alerte rapide en cas d'insécurité alimentaire au renforcement de la capacité de résistance, en passant par l'analyse de la vulnérabilité, les interventions d'urgence et le redressement, entre autres.</p>	
Politique du PAM en matière de lutte contre le VIH et le SIDA	Santé	2010	<p><u>Recommandations</u> : (i) chaque riposte programmatique devrait être adaptée au contexte sociopolitique et épidémiologique; (ii) activités devraient pleinement répondre aux programmes nationaux afin de renforcer la maîtrise des ripostes par les pays; (iii) les interventions centrées sur la nutrition et l'alimentation devraient être intégrées dans des programmes de santé et de protection sociale; (iv) Exécuter des programmes d'un bon rapport coût-efficacité fondés sur des données probantes et assortis d'un solide système de suivi et d'évaluation; (v) intégrer collaboration et partenariats; (vi) favoriser la participation et la responsabilisation des communautés, y compris des personnes vivant avec le VIH; (vii) achats locaux de produits alimentaires; (viii) disposer de financements prévisibles et fiables; (ix) se pencher sur la problématique hommes-femmes; et (x) ne pas nuire.</p>	Objectifs 1, 2 et 3

Annexe 11: Résultats globaux de l'IPSR

1. Le ciblage des bénéficiaires a été fait de manière participative et sous la base du niveau de vulnérabilité (l'assistance DGV pour les 'plus vulnérables', l'assistance nutritionnelle pour les femmes et enfants malnutris et les 3A dirigés aux 'vulnérables' n'ayant pas d'autres moyens de subsistance/revenus).

2. Concernant le nombre total de bénéficiaires IPSR, le tableau 1 suivants, montre qu'en 2015, le nombre atteint (86,913) par rapport à ce qui était prévu (106,310) est significatif (82 pourcent). En 2016, le nombre de bénéficiaires atteints par rapport au nombre prévu est beaucoup plus faible (33 pourcent), surtout si on considère que la période couverte correspond déjà aux trois quarts de l'année (janvier à septembre 2016). Le nombre prévu pour l'année 2016 (59,563) est aussi significativement inférieur au nombre prévu en 2015 (presque la moitié). Maintenant, indépendamment du nombre prévu¹⁸, c'est-à-dire en termes de valeur absolue, nous pouvons constater que pour une même période de 8 mois de mise en œuvre (de mai à décembre 2015 et de janvier à septembre 2016), le PAM a atteint un nombre de bénéficiaires très inférieur en 2016 (19,826) par rapport à 2015 (86,913). Les explications sur ces différences sont traitées dans le rapport, dans les analyses par type d'activité.

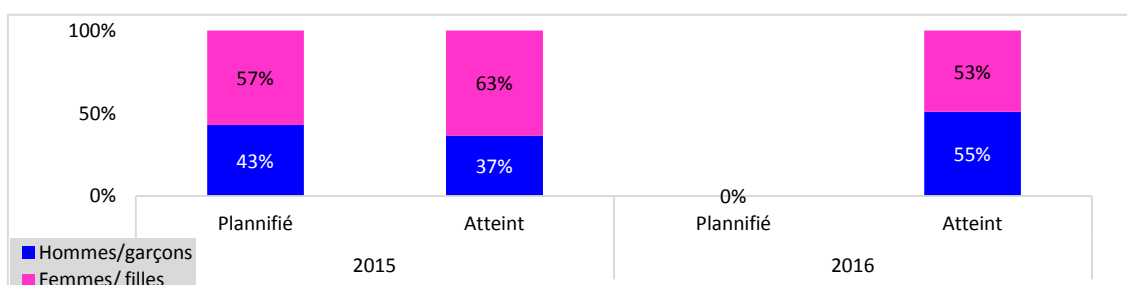
Tableau 1. Nombre total de bénéficiaires IPSR planifié/réel par année

	Planifié			Réel			% atteint
	Hommes/garçons	Femmes / filles	Total	Hommes/garçons	Femmes / filles	Total	
2015 (Mai-Dec)	45,717	60,593	106,310	31,843	55,070	86,913	82%
2016 (Jan-Sept)	P/D	P/D	56,469	13,843	13,341	25,000	44%
Total	--	--	162,779	45,686	68,411	111,913	69%

Source: 2015 : Planifié: Budget Revision N° 1; Atteint: Standard Project Report 2015 (May 2015- Dec 2015); 2016: Planifié 2016 (CM-P010_Project_Plan_-_Details_for_all_transfers_v1 05) ; Atteint 2016 BP (actualisation déc.16)

3. En 2015, l'objectif de répartition par sexe a été atteint, le pourcentage de femmes bénéficiaires dépassant le pourcentage prévu comme le montre la figure suivante. En 2016, la répartition par sexe est maintenue si on la compare à ce qui a été atteint en 2015.

Figure 1. Bénéficiaires ventilés par sexe¹⁹



Source: 2015 : Standard Project Report 2015 (May 2015- Dec 2015); 2016: Planifié 2016 (CM-P010_Project_Plan_-_Details_for_all_transfers_v1 05) ; Effectifs 2016 BP (actualisation déc.16)

¹⁸ Pour 2016 la prévision est faite pour l'année entière alors qu'en 2015, l'intervention a démarré en mai, ce qui veut dire que la prévision a été faite pour la période de mai-décembre.

¹⁹ L'évaluation ne dispose pas des chiffres prévus de bénéficiaires ventilés par sexe en 2016., pour les chiffres réels la ventilation par sexe n'est pas disponible pour tous les activités.

4. Certaines disparités dans les niveaux de réalisation par type d'activité et par année ont été observées (voir tableau 2). L'activité DGV est la seule à montrer des niveaux de réalisation très élevés au cours des deux années en termes de bénéficiaires atteints (100 pourcent en 2015 et 73 pourcent en 2016). Au contraire, les volets nutrition, 3A et ration à emporter montrent plus de disparité entre les deux années, et présentent généralement des niveaux de réalisation plus faibles en 2016 qu'en 2015.

Tableau 2. Nombre de bénéficiaires IPSR planifié/réel par activité et année

		Escomptés			Effectifs			% atteint
		Hommes /garçons	Femmes / filles	Total	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total	
2015	Distributions Générales (DGV)	24,610	28,890	53,500	18,284	35,216	53,500	100%
	Alimentation Scolaire (Rations à Emporter)	1,680	1,820	3,500	2,016	2,184	4,200	120%
	Assistance Alimentaire pour la Création d'Actifs (3A)	12,236	14,364	26,600	6,557	7,698	14,255	54%
	Vivres Contre Formation (VCF)	-	400	400	-	350	350	88%
	VIH/TB: Soins&Traitement	920	1,080	2,000	1,030	1,210	2,240	112%
	VIH/TB: Mitigation&Filets de Sécurité	345	1,405	1,750	529	621	1,150	66%
	Nutrition: Traitement de la MAM	3,250	7,505	10,755	2,176	6,166	8,342	78%
	Nutrition: Prévention de la Malnutrition Aigüe	1,779	1,851	3,630	487	491	978	27%
	Nutrition: Prévention de la Malnutrition Chronique	897	3,278	4,175	764	1,134	1,898	45%
	Sub total année 1	45,717	60,593	106,310	31,843	55,070	86,913	82%
2016	Distributions Générales (DGV)	P/D	P/D	15,789	8,550	8,438	11,505	73%
	Alimentation Scolaire (Rations à Emporter)	P/D	700	700	0	0	0	0%
	Assistance Alimentaire pour la Création d'Actifs (3A)	P/D	P/D	25,530	2385	2800	5185	20%
	Vivres Contre Formation (VCF)	P/D	400	400	48	49	97	24%
	VIH/TB: Soins&Traitement	P/D	P/D	500	561	809	1220	244%
	VIH/TB: Mitigation&Filets de Sécurité	P/D	P/D	750	55	65	120	16%
	Nutrition: Traitement de la MAM	P/D	P/D	5,800	P/D	P/D	2,699	47%
	Nutrition: Prévention de la Malnutrition Aigüe	P/D	P/D	4,000	2,244	1,180	3,424	86%
	Nutrition: Prévention de la Malnutrition Chronique	P/D	P/D	3,000	P/D	P/D	750	25%
	Subtotal année 2	-	-	56,469	13,843	13,341	25,000	44%

Source: 2015 : Planifié: Budget Revision N° 1; Atteint: Standard Project Report 2015 (May 2015- Dec 2015); 2016: Planifié 2016 (CM-PO10_Project_Plan_-_Details_for_all_transfers_v1 05) ; Atteint 2016 (COMET Sept 2016)

5. Le niveau de réalisation de la quantité de denrées distribuées est, en 2015, de 71 pourcent par rapport à la quantité prévue. En 2016, le niveau de réalisation est inférieur (42 pourcent), mais il est nécessaire de préciser que la période d'analyse pour 2016 va jusqu'à septembre.

Tableau 3: Vivres distribués par année (MT)

	2015 (mai-déc)	2016 (jan- déc)	Total
Planifié	8,145	12,712	20,857
Réel	5,807	8,950	14,757
% Atteint	71%	70%	71%

Source:2015, SPR ; 2016, BP (actualisation déc.16)

6. Le tableau suivant représente la quantité totale en vivres contre la quantité d'espèces et bons planifiée et distribuée à travers l'IPSR. Au cours des deux années, le niveau de réalisation (atteint/prévu) de la distribution de vivres est meilleur que celle des espèces et bons.

Tableau 4: Vivres et espèces & bons distribués par année

	2015			2016		
	Planifié	Distribué	%atteint	Planifié	Distribué	%atteint
Vivres (MT)	8,145	5,807	71%	12,712	8,950	70%
Espèces & bons (USD)	1,009,620	578,381	57%	1,278,271	506,580	40%

Source:2015, SPR; 2016, BP (actualisation déc.16)

7. Concernant les préférences des bénéficiaires, la distribution en espèces (500 Francs Djiboutiens/personne/mois contre 3 kilos de farine enlevés de la ration) a été considérée très positive dans les deux camps du sud. Les espèces leur ont permis de se procurer des denrées manquantes (notamment les légumineuses) ou des articles non alimentaires (vêtements, savon).

8. Cependant, de nombreux aspects ont été moins bien reçus par les bénéficiaires, surtout en ce qui concerne la qualité des vivres²⁰; les quantités sont aussi considérées comme insuffisantes dans les trois camps de réfugiés, surtout quand il s'agit des vivres qu'ils ont culturellement l'habitude de consommer en grandes quantités, notamment, le sel. La durée de la ration est normalement de 15 jours, mais ça dépend des cultures (les somaliens consomment généralement plus vite).²¹

9. La préférence majeure concerne les vivres mais ils ont aussi d'autres besoins prioritaires en termes de santé et nutrition, et d'éducation. Le besoin en formation professionnelle et en périmètres de terre pour faire du maraîchage a été précisé surtout à Markazi et à Holl Holl par les femmes. Enfin, les problèmes de protection et de violence domestique sont aussi mentionnés dans les camps, spécialement à Markazi où les hommes se battent pour avoir de l'argent. Le besoin d'emploi est ainsi un aspect significatif.²²

20 Le riz a souvent été décrit comme trop dur et qui colle, or d'autres types de riz manquent et le PAM cherche des bailleurs à cet effet. La qualité de l'eau distribuée est décrite comme pas trop bonne, et l'huile 'sent mauvais'. Les haricots rouge ne sont pas non plus une préférence et sont généralement échangés contre des légumineuses.

21 L'assistance fournie en vivres dans les camps d'Ali Sabieh ne satisfait même pas 1/4 de leurs besoins (cela comporte 12k farine, 900 grammes huile, 1,8 légumineuses et très peu de sel). Certains bénéficiaires du camp de Holl Holl ont recours au x espèces distribuées pour acheter du riz pour pouvoir manger 3 jours de plus.

22 Les femmes de Markazi ont même suggéré de privilégier les distributions de matériaux (pour des petits travaux) par rapport aux distributions en espèces, ainsi les hommes auraient un travail et le problème de violence domestique se réglerait de lui-même.

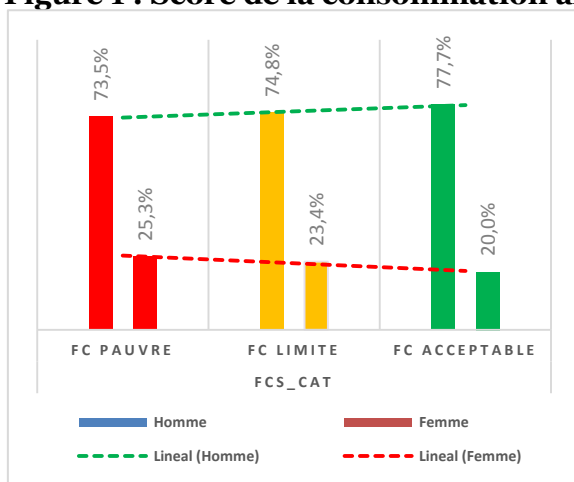
Annexe 12 : Résultats Impact du Genre

Score de Consommation Alimentaire

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes)

1. «Le pourcentage des ménages présentant une consommation alimentaire acceptable reste à un niveau significatif et dépasse légèrement celui de l'année dernière (mai 2015) mais un semestre plus tard (depuis octobre 2015) leur nombre a baissé».
2. «Cette situation semble affecter légèrement plus les femmes chef de ménage que les hommes chef de ménage (graph 2) car la proportion des ménages dirigés par une femme semble plus significative au sein du groupe ayant une consommation alimentaire pauvre par rapport aux ménages dirigés par les hommes qui se trouvent en général dans le groupe de consommation alimentaire acceptable».

Figure 1 : Score de la consommation alimentaire par chef de ménage



Source : PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

DGV Réfugiés

3. «Si on vérifie ces informations, désagrégées par sexe, du chef de ménage ayant un score de consommation alimentaire pauvre, on peut observer deux types de situations ; la première dans laquelle les femmes chef des ménages sont plus affectées (27 pourcent) que les ménages dirigés par les hommes (14 pourcent) dans les camps d'Ali Addeh et Holl Holl et la deuxième situation à Obock où les ménages dirigés par les hommes sont plus affectés que ceux dirigés par les femmes (19 pourcent contre 11 pourcent, respectivement)».

Conclusion Score de Consommation Alimentaire: Chez les populations hôtes, les femmes chef de ménage sont légèrement plus affectées et se retrouvent souvent dans le groupe ayant une consommation alimentaire pauvre, contrairement aux hommes chefs de ménages. On constate deux tendances distinctes dans les camps de réfugiés : 1) les femmes chef des ménages sont plus affectées (27 pourcent) que les ménages dirigés par les hommes (14 pourcent) dans les camps d'Ali Addeh et Holl Holl ; et 2) les ménages dirigés par les hommes sont plus affectés à Obock.

Score de Diversité de la Diète (DDS ou HDDS en anglais)

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes)

4. Généralement, la diversité alimentaire des ménages bénéficiaires, avec une consommation pauvre, est limitée à la consommation de seulement 3 aliments qui ne sont nullement riche en protéines comme les céréales, l'huile et le sucre. Par ailleurs, les ménages dirigés par les femmes semblent être plus affectés par cette détérioration avec un score de diversité alimentaire pauvre (87.3 pourcent) et l'absence de ménages présentant un HDDS élevé.

DGV Réfugiés

5. Dans les deux camps d'Ali Sabieh, le score de la diversité de la diète est plus élevé quand l'homme et la femme dirigent ensemble leur ménage c'est-à-dire quand ils sont tous deux présent au sein du ménage. En dehors de ça, il n'y a pas une grande différence entre l'homme et la femme. Pour les réfugiés basés à Obock, le score de la diversité de la diète du ménage, lorsqu'il est dirigé par une femme, est plus intéressant (4.23) qu'au sein des ménages dirigés par le deux sexe et l'homme.

Conclusion Score de Diversité de la Diète: Les ménages dirigés par les femmes au sein de la population hôte, semblent être plus affectés avec score de diversité alimentaire pauvre ²³ (87.3 pourcent) et l'absence de ménages présentant un HDDS élevé. Une dynamique intéressante a été observée à Ali Addeh et Holl Holl, où le score de la diversité de la diète est plus significatif quand l'homme et la femme dirigent ensemble leur ménage, ce qui n'est pas le cas à Obock où le score de la diversité de la diète du ménage est plus élevé (4.23) lorsqu'il est dirigé par une femme.

Indice des Stratégies de Survie

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes)

6. Il semble que les ménages dirigés par les hommes seuls aient des difficultés à gérer les situations de manque de nourriture au sein du ménage contrairement aux femmes et encore quand la responsabilité est partagée entre les deux sexes.

Prise de décision quant à l'utilisation des rations

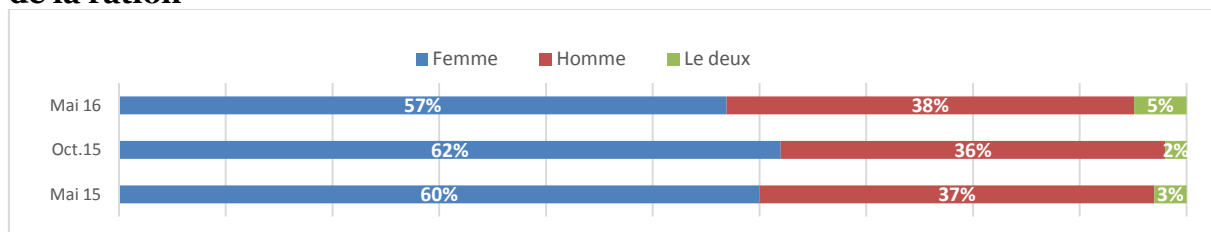
DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes)

7. En mai 2016, le pourcentage de femmes décidant de l'utilisation des rations au sein du ménage a légèrement baissé. Cette baisse (pourcentage) se concentre dans les ménages où les hommes décident seuls, avec 2 pourcent d'augmentation et 3 pourcent dans les décisions collégiales entre la femme et l'homme. Toutefois, il existe toujours une proportion importante qui décide de l'utilisation de l'assistance reçue chez les femmes et on ne peut douter du bon usage de la ration reçue tant qu'elles sont impliquées. Cette tendance semble

²³ « Une diversité alimentaire pauvre se caractérise par la consommation de seulement 3 aliments qui ne sont nullement riche en protéines comme les céréales, l'huile et le sucre », PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

être différente selon les régions ; une grande partie des décisions sont prises par les femmes à Ali Sabieh, suivi par Arta, Dikhil et Tadjoura. Tandis que Obock, il se trouve que les décisions sont prises majoritairement par l'homme.

Figure 2 : Proportion des femmes et des hommes décidant de l'utilisation de la ration



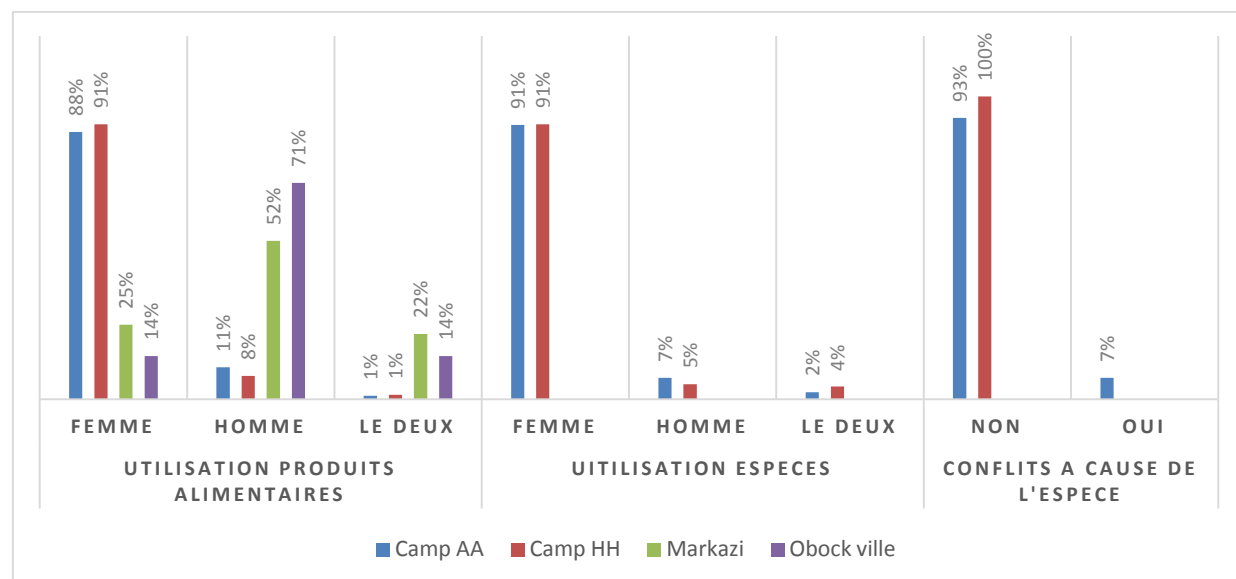
Source : PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

DGV Réfugiés

8. En ce qui concerne l'utilisation des denrées alimentaire on observe, dans les camps du Sud, une situation similaire à celle de l'utilisation du cash, dans laquelle les hommes s'impliquent de moins en moins dans la gestion du panier alimentaire.

9. Par contraste, les refugies yéménites semblent adopter un comportement différent des camps du sud et plus de 50 pourcent des ménages déclarent que la décision de l'utilisation de la ration est prise par l'homme.

Figure 3: Décision au sein du ménage



Source : PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

Conclusion Prise de Décision : Le pourcentage de femmes au sein de la population hôte décidant de l'utilisation des rations au sein du ménage a légèrement baissé mais il y existe toujours une grande partie des femmes qui prend les décisions quant à l'utilisation de la ration. Les camps de réfugiés de la région d'Ali Sabieh quant à eux se caractérisent par une diminution de l'implication des hommes dans la gestion du panier alimentaire alors que dans le camp d'Obock, plus de 50 pourcent des ménages déclarent que les décisions

sur l'usage de la ration sont prises par les hommes.

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes) : Participation à la gestion des projets du PAM

10. La participation des femmes dans la gestion des projets du PAM demeure toujours inférieure à 50 pourcent. Les femmes occupant des positions dirigeantes représentent seulement 41 pourcent contre 45 pourcent en octobre 2015. Ceci s'explique par la présence à 38 pourcent des femmes au sein des comités, et représente une légère augmentation par rapport à octobre 2015 (36 pourcent). Cette légère augmentation pourrait illustrer l'acceptation de la participation de la femme dans les activités en dehors du cadre domestique par la communauté rurale. D'autre part, 44 pourcent des femmes ont également reçu des formations (47 pourcent pour les hommes) sur la gestion des vivres, les distributions, du projet.

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes) : Sous-distribution

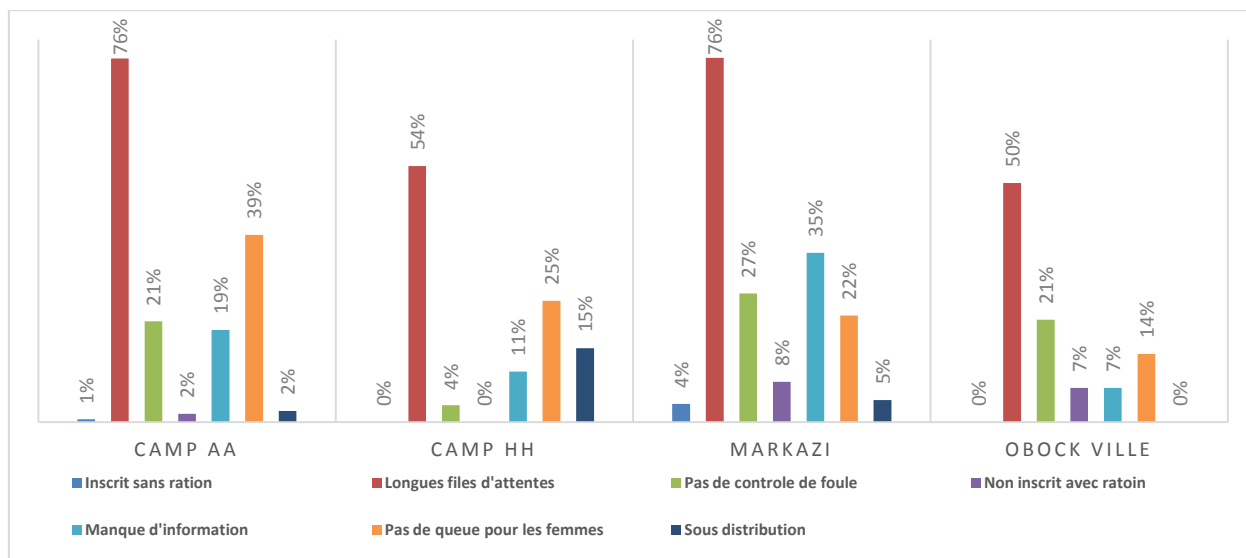
11. Un problème lié à la distribution a été noté, la sous-distribution ; ce problème persiste bien qu'il soit en constante baisse. La sous-distribution a été désignée comme un problème par 25 pourcent des ménages interrogés, en particulier dans la région de Dikhil et de Tadjoura. Il est suivi par le manque de queue pour les femmes (14 pourcent) qui semble être plus répandu dans la région d'Obock, suivi par Ali Sakieh et Arta.

12. En référence à la sous-distribution, les régions sont affectées différemment les unes par rapport aux autres en fonction du panier alimentaire. Pour les légumineuses, la moyenne par région est inférieure à la moyenne rurale (toutes régions confondues) sauf pour Obock et Tadjourah. En plus du sucre, les céréales aussi sont affectées par ce phénomène en particulier à Arta et Dikhil.

DGV Réfugiés : problèmes liés à la distribution

13. Certains problèmes liés à la distribution des vivres ont été identifiés dans les camps des réfugiés tels que les longues files d'attente, l'absence de queue pour les femmes, le manque d'information sur la distribution, le contrôle de la foule et enfin la sous distribution en particulier dans le camp de Holl Holl et Markazī, qui ont été le plus souvent mentionnés par les bénéficiaires. On observe une proportion minime mais inacceptable «de personnes non inscrites qui reçoivent la ration».

Figure 4 : Problèmes liés à la distribution



Source : PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

Autres thèmes transversaux – informations sur la ration/partage

DGV Victimes de la sécheresse (populations hôtes)

14. L'absence de connaissance concernant la ration de DGV par les ménages bénéficiaires est considérée comme un frein à la bonne performance du programme de DGV car seulement 53 pourcent déclarent connaître la ration alors que la cible était fixée à 80 pourcent.

15. En accordant plus d'attention aux questions sur le processus du programme, le partage des rations semble être une pratique répandue dans certaines régions comme Ali Sabieh, Obock et Dikhil, lesquelles présente un niveau élevé de score de consommation alimentaire pauvre.

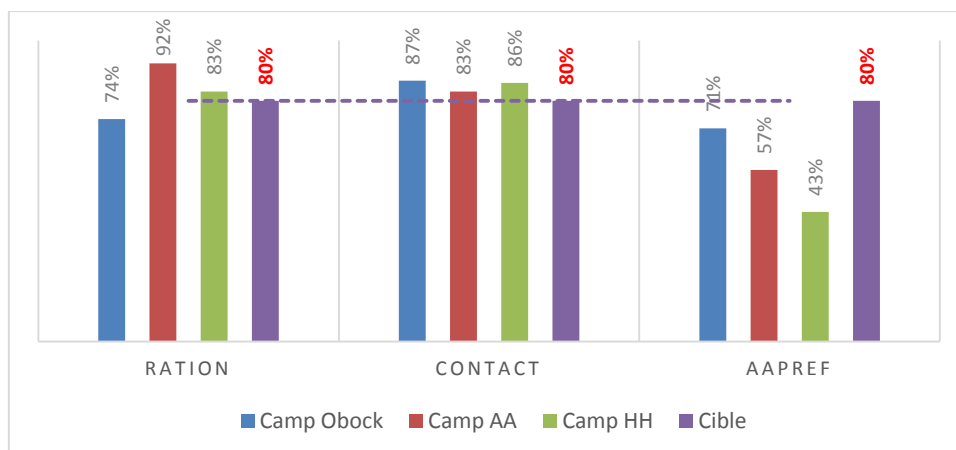
DGV Réfugiés

16. Dans les camps du sud, les réfugiés semblent assez bien connaître les rations qui leur sont distribuées, en particulier dans le camp d'Ali Addeh, tandis qu'à Obock, les réfugiés yéménites ne semblent pas posséder beaucoup de connaissance concernant les rations. Il s'avère donc nécessaire de fournir autant d'effort que dans les autres camps des réfugiés pour informer et sensibiliser les réfugiés.

17. En cas des problèmes liés à la ration ou autre chose, les réfugiés ont une bonne connaissance des personnes à contacter en cas de besoin.

18. Toutefois, il faut souligner que l'objectif de 80 pourcent (correspondant aux connaissances des ménages sur la ration et les personnes à contacter) n'est pas atteint.

Figure 5 : AAP – Protection



Source : PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

Vente des rations

DGV Réfugiés

19. On note une baisse continue des ventes des produits alimentaires chez les réfugiés des camps d'Ali Addeh et Holl Holl (65g tous produits confondus). Les réfugiés d'Obock semblent, cependant, vendre plus de riz (126g) et de légumineuse (47g).

Conclusion Problèmes rencontrés : Enfin, certains problèmes ont été soulignés au sein de la population hôte, victime de sécheresse, où la proportion de femmes occupant des postes à prise de décisions dans la gestion des projets du PAM a baissé. D'autre part, un des problèmes récurrents rencontré par les populations hôtes est la sous-distribution (ceci représente un problème pour 25 pourcent des ménages interrogés) et le manque de queues pour les femmes (14 pourcent). L'absence de connaissances de la ration de la DGV est aussi un aspect significatif (seulement 53 pourcent ont des connaissances sur les rations) et, enfin une proportion significative des rations sont partagées (surtout à Ali Sabieh, Obock et Dikhil où le score de consommation alimentaire pauvre est le plus répandu. Pour les réfugiés, les limitations les plus citées sont les longues files d'attente, l'absence de queue pour les femmes, la manque d'information sur la distribution, le contrôle de la foule, la question des personnes non-inscrites qui reçoivent des rations et enfin la sous distribution, en particulier dans le camp de HollHoll et de Markazī. De bonnes connaissances des rations ont été notées à Ali Addeh (92 pourcent) contrairement à Obock (74 pourcent) alors que le PAM avait fixé une cible de 80 pourcent de connaissance dans les camps. En ce qui concerne les ventes de rations, une diminution été observée dans la vente de produits alimentaire à Ali Addeh et Holl Holl tandis que les réfugiés d'Obock semblent plus vendre (le riz et les légumineuses).

Annexe 13. Bibliographie

ALNAP. 2013. *Guide Pilote : Évaluation de l'Action Humanitaire*. Disponible : <http://www.alnap.org/what-we-do/evaluation/eha#>

Banque Africaine de Développement. Août 2011. Document de Stratégie Pays 2011-2015

Banque Mondiale. 2015. Croissance de la population (%annuel). Disponible: <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>. Accès le 22 juin 2016

Banque Mondiale. 2016. *Croissance de la population (Pourcentage annuel)*. Disponible: <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>. Accès le 22 juin 2016

Banque Mondiale. 2016. *Indicateurs du Développement dans le Monde*. Disponible : <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=DJI>

BBC. 16 juin 2016. *Why are so many military bases in Djibouti?* . Disponible: <http://www.bbc.com/news/world-africa-33115502>

BBC. 7 avril 2016. *Djibouti Profile – Full profile* . Disponible : <http://www.bbc.com/news/world-africa-13231763>

BBC. 9 avril 2016. *Djibouti Profile : Timeline* . Disponible : - Accès le 8 juillet 2016

BBC. 9 avril 2016. Djibouti Country Profile. Disponible : <http://www.bbc.com/news/world-africa-13231761>

BBC. <http://www.bbc.com/news/world-africa-13232162>

CERF, juillet 2015, Application for Grant Funding: Djibouti.

Chicoine G. & Gatere F. August 2016. Mission Report Djibouti;

Chicoine G. & Waldmeier C. August 2014. Mission Report – Djibouti.

Chicoine G. January 2016. Back to Office Report: Gender Baseline Consultations Djibouti;

Defraye A. March 2016. Accountability to Affected Populations Assessment of the Djibouti Urban Cash project – Balbala. Nairobi, Kenya;

Defraye A. Septembre 2016. Back to Office Report: Gender Baseline Consultations Djibouti

Derore K. & Waldmeier C. June 2015. Joint M&E and Programme mission ;

Derore K. Juillet 2016. WFP DJIBOUTI CO M&E REVIEW

France Diplomatie. 20 février 2016. *Présentation de Djibouti*». Disponible : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/djibouti/presentation-de-djibouti/>. Accès le 22 juin 2016

France Diplomatie. 21 février 2016. *Présentation de la Somalie*. Disponible : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/somalie/presentation-de-la-somalie/>. Accès le 8 juillet 2016

GAVI. 2016. Fiche Pays Djibouti. Disponible : <http://www.gavi.org/pays/djibouti/>

Le Monde, 14 avril 2016, «Érythrée et Ethiopie, les frères ennemis ». Disponible : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/14/erythree-et-ethiopie-les-freres-ennemis_4950438_3212.html

M Martinelli and JE Ollé-Goig. 2012. Female genital mutilation in Djibouti, *Afr Health Sci.* 2012 Dec; 12(4): 412–415

Matos . P & Koffi. S. March 2016. Baseline Study Report on Gender Mainstreaming in WFP Djibouti;

Matos . P & Songo. PS. April 2016. Lessons Learnt from Biometrics Pilot in Holl Holl Refugee Camp Djibouti;

Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning Familial, 2011. Chargé des Relations avec le Parlement, Octobre 2011, Politique Nationale de genre 2011 – 2021, Djibouti.

Ministère de la Santé, UNICEF & l'Union Européenne. Décembre 2013. Enquête Nutritionnelle Nationale avec la Méthodologie SMART.

Ministry of Health. 2002. The association between female genital mutilation and gynaecological, obstetrical and neonatal complications among delivering women in maternity wards of Djibouti town.

Nations Unies. 1995. Quatrième Conférence mondiale sur les femmes : Lutte pour l'égalité, le développement et la paix , Beijing, 4-15 septembre 1995. Disponible:<http://www.un.org/french/events/womenfr.htm>

Nations Unies. 2013, Objectifs du Millénaire pour le Développement : Rapport de 2013, New York, p18

OCHA. 2016. *El Niño*. Disponible: <http://www.unocha.org/el-nino/what-el-nC3%B1o>

OIM, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Est et la Corne d'Afrique. *Djibouti* . Disponible : <http://ronairobi.iom.int/djibouti> . Accès: 8 juillet 2016

Oman A. July 2015. Djibouti Nutrition and HIV Mission Report

Oman A. July 2015. Lessons Learnt from Biometrics Pilot in Ali Addeh Refugee Camp, Djibouti, and Action List for Full Implementation;

OMS. 2016. *Djibouti*. Disponible: <http://who.int/countries/dji/fr/>

ONU Femmes. 1979. Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF).
<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>

ONU. 2010. <http://www.unwomen.org/en/about-us/about-un-women>

ONU. 1995. Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes. Beijing, Chine.

ONU. 2000. Le Sommet du Millénaire. New York.
<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/bkgd.shtml>

ONU. 2000. Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité.
<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N00/720/19/PDF/N0072019.pdf?OpenElement>

ONUSIDA. 2015. Country fact sheet 2015

ONUSIDA. 2015. Présentation du PAM au Collège des Médecins, octobre 2016, source ONUSIDA 2015

PAM Djibouti. 2015. Suivi de la Sécurité alimentaire et des Résultats (SSAR/FSOM). Rapport de mai 2015

PAM Djibouti. 2015. Standard Project Report 2015.

PAM Djibouti. 2016. 'Résultats préliminaires-FSOM juin 2016', PAM, octobre 2016.

PAM, 28 avril 2016, Termes de Référence

PAM, ADDS. 2016. *Accord entre le PAM et l'ADDS relatif à la mise en œuvre du projet 200824.0 « Vivres contre Travail » aux activités liées à la composante nutrition du programme d'assistance social de l'ADDS*

PAM, EVA, ADDS. 2016. *Accord PAM, l'ADDS et EVA relatif à la mise en œuvre du projet 200824.0 « Vivres contre Travail » aux activités liées à la composante nutrition du programme d'assistance social de l'ADDS*

PAM, FAO, UNICEF et FEWSNET. 2015. Bulletin Mai 2015. Djibouti. Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

PAM, FAO, UNICEF et FEWSNET. 2015. Bulletin octobre 2015. Djibouti. Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

PAM, MAEPE-RH. 2016. *Accord et Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche et de l'Élevage, chargé des ressources halieutiques (MAEPE-RH) relatif à la mise en œuvre d'un programme d'assistance alimentaire contre actifs du PAM*

PAM, octobre 2014, Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN).

PAM. 2014. « Situation de la sécurité alimentaire à Balbala et Boulaos . mars 2014

PAM. 2014. Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN). Oct 2014

PAM. 2015 Rapport Normalisé sur le Projet (SPR, en anglais) 2015

PAM. 2015. “PRRO Djibouti 200824 Project Document”

PAM. 2015. « CM-P010_Project_Plan_-_Details_for_all_transfers_v1 05 »

PAM. 2015. Djibouti Suivi de la Sécurité alimentaire et des Résultats (SSAR/FSOM). Rapport de mai 2015

PAM. 2016. Resource situation (including forecast) 07 Jun 2016.

PAM. 28 avril 2016. Termes de Référence

PAM. August 2016. WFP Djibouti: Country Brief

PAM. Janvier 2015. Djibouti Country Strategic Plan (2015 – 2017).

PAM. Juillet 2013. Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d’Urgence (ESASU)

PAM. Juin 2016. FSMS Bulletin Djibouti.

PAM. Mai 2015. 6-FSMS bulletin DJI

PAM. Mars 2014. *Situation de la sécurité alimentaire à Balbala et Boulaos*

PAM. Octobre 2014. *Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)*

PAM. Octobre 2015. *Bulletin octobre 2015 : Système de Suivi et de Surveillance de la Sécurité Alimentaire*

PNUAD. 2013. Plan Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement (2013-2017).

PNUD, 2015. IDH,

Regi. S. April 2015. Djibouti Nutrition and HIV Mission Report;

Regi. S. July 2014. Back to Office Report;

Regi. S. October 2015 Back to Office Report;

République de Djibouti .2009.Programme national de sécurité alimentaire (PNSA) et plan d'action pour le secteur primaire (2009).

République de Djibouti Programme National de Nutrition, Protocole de prise en charge de la malnutrition modérée révisé. 2.2 (version préliminaire)

République de Djibouti, Ministère de la Santé, Programme National de Nutrition. 2013. Enquête nutritionnelle nationale avec la méthodologie SMART, Décembre 2013.

République de Djibouti, Ministère de la Santé. Janvier 2013. *Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2013-2017* (PNDS_2013_2017_partie_2_version_du_80113). Disponible : http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/country_docs/Djibouti/pnds_2013_2017_partie_2_version_du_80113.pdf

République de Djibouti. 2002. Loi n°173/AN/02/4ème L définissant la politique nationale en matière d'intégration de la femme dans le développement adoptée en 2002

République de Djibouti. 5 novembre 2015. *SCAPE : Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi*.

République de Djibouti. 10 août 2000. Loi N°96/AN/00/4ème L, Portant Orientation du Système Éducatif Djiboutien. Disponible : http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Djibouti/Djibouti_loi_orientation.pdf

République de Djibouti. 2008. Initiative Nationale de Développement Social 2008-2015.

République de Djibouti. 2012. Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages (EDAM3).

République de Djibouti. Juillet 2016. Draft Document du Programme Conjoint et Autonomisation des Femmes. Djibouti

République de Djibouti. Juin 2013. Forum National sur la Résilience à Djibouti : Investir dans la résilience aujourd'hui, pour un développement durable demain. Djibouti

République de Djibouti. Ministère de l'Économie et des Finances, DISED. Septembre 2012. *Profil de Pauvreté en République de Djibouti*.

République de Djibouti. Vision Djibouti 2035. Disponible : <http://djibembassytr.org/business-and-investment/djibouti-vision-2035>

République de Djibouti.2015. Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2015 – 2019.

Scumacher. B & Jacobsen. J. May 2014. Back to Office Report.

Scumacher. B & Jacobsen. J. May 2014. NFR: Joined HQ/ RBN Nutrition Mission

SESN. Juin 2012. Stratégie National « Filets Sociaux de Sécurité » 2013 -2017.

Shereen.N & Derore.K. Juillet 2015. NFR: Joined HQ/ RBN Nutrition Mission;

The Economist. Intelligence Unit. 2016. *Djibouti*. Disponible : <http://country.eiu.com/djibouti> -Accès le 20 juin 2016

The Lancet,2016. Advancing Early Childhood Development: from Science to Scale, 2016

UNDP.2015. Human Development Report 2015 Work for human development Briefing note for countries on the 2015 Human Development Report Djibouti. Disponible :<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/DJI>

UNEP. July 2011. *Humanitarian Requirements for the Horn of Africa Drought 2011***UNHCR.** 2016.*Operations East Horn of Africa, Djibouti.* Disponible: <http://reporting.unhcr.org/node/2526?y=2016#year>. Accès 8 juillet 2016

UNFPA, 2013. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement 2013 – 2017.

UNFPA. 1994. Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD). Cairo, Egypt. <http://www.un.org/popin/icpd/infokit/infokit.fr/3program.ftx.html>

UNHCR, 2016, Operations East Horn of Africa, Djibouti. Disponible: <http://reporting.unhcr.org/node/2526?y=2016#year>. Accès 8 juillet 2016

UNHCR. 2016. Djibouti inter-agency update for the response to the Yemen situation #43 .01 – 20 June 2016. Disponible: <http://www.refworld.org/country,COI,UNHCR,,DJI,,577a0e914,o.html>

UNHCR.2015. Standardized Expanded Nutrition Survey 2015

UNHCR/WFP. January 2011. Memorandum of Understanding

UNHCR/WFP. September 2016. Joint Strategy on Enhancing Self-Reliance in Food Security and Nutrition in Protracted Refugee Situations

UNICEF. Décembre 2013. *Enquête Nutritionnelle Nationale avec la méthodologie SMART*

UNICEF. Octobre 2011.Regional Office for the Middle East and North Africa. *Djibouti MENA Gender Equality Profile*

Waldmeier C., Maendeleo A. & Regi S. September 2014. Joint project support and familiarization mission Djibouti;

Watts J. 2014. Synthesis Report of the Evaluation Series on the Impact of Food for Assets (2002 – 2011) and lessons for building livelihoods resilience. WFP Office of Evaluation.

WFP (Poulsen, L. et al). 2015. Somalia PRRO 200443 Evaluation “Strengthening Food and Nutrition Security and Enhancing Resilience”(OEV/2014/21)

WFP . July 2015. CERF_Application_Template_July2015_25032016-

WFP Asset Creation & Livelihoods Unit (OSZPR). 2016. Food For Assets for Zero Hunger and Resilient Livelihoods: A Programme Guidance Manual.

WFP Djibouti. August 2016. Country Brief

WFP Executive Board. 14-18 November 2016. Corporate Results Framework (2017-2021)

WFP Juin 2016. FSOM

WFP Office of Evaluation. 2014. Evaluation Brief .Synthesis Report of the Evaluation Series on the Impact of Food for Assets (2002-2011) And Lessons for Building Livelihoods Resilience-

WFP Regional Bureau. August 2016. Procédures opérationnelles standard (SOP) pour le suivi et évaluation.

WFP Regional Bureau. Octobre 2015. Mission Report : RB Support for FSOM in Djibouti; Presentation des Resultats FSOM.

WFP, UNHCR. January 2014. *Joint Assessment Mission (JAM) : Ali Addeh and Holl Holl Camps, Djibouti 18th to 24th November 2013*

WFP. 2014. Réponse de la direction aux recommandations issues du rapport de synthèse de la série d'évaluations de l'impact des activités vivres pour la création d'avoirs (2002–2011)

WFP. 2015. *Standard Project Report 200837*

WFP. January 2016. WFP Beneficiary Feedback Mechanism: Strengthening Accountability in Food Assistance Activities

WFP. June 2016. *Resource situation (including forecast).* WINGS

WFP. May 2016. *Pipeline Budget- PRRO 200824*

WFP. November 2013. Building Resilience Through Asset Creation

WFP. Octobre 2015. *Food Security Status d'après la carte “2015_10_28_Djibouti food security status Oct 2015”*

WFP. 2016. <https://www.wfp.org/news/news-release/wfp-opens-logistics-hub-humanitarian-assistance-horn-africa>

WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group, and United Nations Population Division. 2015. *Maternal Mortality Estimation Inter-Agency Group*. Disponible:
http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/194254/1/9789241565141_eng.pdf

WHO. 1999 *The management of nutrition in major emergencies*, Geneva 1999 p 40

WHO. 2016. *Djibouti Humanitarian Response Plan 2016*. Disponible:
who.int/hac/crises/dji/appeal/en/

World Bank. 2016. Djibouti. Disponible :
<http://www.worldbank.org/en/country/djibouti> - Accès 20 Juin 2016

World Economic Forum. 2015. *Global Gender Gap Report*. Disponible:
<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/>

World Economic Forum. 2015. *Global Gender Gap Report*
<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/>

Wuilbercq E. 14 avril 2016. *Érythrée et Ethiopie, les frères ennemis*. Le Monde. Disponible :
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/14/erythree-et-ethiopie-les-freres-ennemis_4950438_3212.html